

Chapitre 6:

Le temps des radicaux (1898-1914).

L'affaire Dreyfus, le petit père Combes et la séparation de l'Église et de l'État, Jaurès et le pacifisme, Clemenceau, Maurras... Ces quinze ans ont été riches en épisodes fameux et en fortes personnalités. Rétrospectivement, après 1920, on les a appelés "**la Belle Époque**" — belle certes par rapport aux quatre années d'horreur qui ont suivi, et aux difficultés de tous ordres que la France dut affronter dans les années d'entre-deux-guerres. Ce fut effectivement une époque de reprise économique et de progrès triomphant (voyez le chapitre 8); après la crise dreyfusienne, on put avoir l'impression que la République avait triomphé de ses ennemis et trouvé une manière d'équilibre. Mais, comme toujours, l'image idéalisée recouvrait **une réalité bien plus contrastée**: un temps dur aux pauvres, où les tensions sociales étaient vives (voyez le chapitre 7); l'essor du colonialisme (voyez le chapitre 10), l'apogée d'un nationalisme agressif et du militarisme, un anticléricalisme extrême et intolérant, enfin une montée continue de la violence, en paroles, par exemple chez Maurras (à droite) ou chez certains socialistes comme Gustave Hervé; en actes aussi à l'occasion, comme lors des grèves sanglantes de 1906-1909. Enfin, on ne saurait oublier ce sur quoi l'époque a débouché, en partie par la faute de la profonde inconscience des dirigeants du *ie* de l'Histoire française et européenne. Ce sera l'interrogation majeure de ce chapitre: **comment la France a-t-elle pu ainsi se précipiter à la catastrophe?**

I-L'affaire Dreyfus.

A) Les débuts de l'Affaire.

En septembre 1894, une femme de ménage de l'ambassade d'Allemagne à Paris, qui travaillait pour les services de renseignements français (ce qu'on appelait pudiquement la "section de statistique" du ministère de la Guerre), recueillit dans la corbeille de l'attaché militaire un document déchiré. Ce document, bientôt connu sous le nom de "bordereau", était une lettre non signée qui annonçait l'envoi prochain de renseignements militaires ultra-secrets concernant les nouveaux canons dont l'armée française venait de s'équiper, les innovations dans la formation des artilleurs et la stratégie de la France à Madagascar. Il y avait donc eu

trahison. Ce n'était pas le premier épisode de ce genre: en 1890, un bibliothécaire du service de l'artillerie avait été condamné pour une affaire comparable.

L'enquête s'orienta en direction du capitaine Dreyfus, dont l'écriture était plus ou moins similaire à celle du "bordereau" et qui, au moment des faits, était stagiaire de l'École de guerre à l'état-major. **Alfred Dreyfus** (1859-1935) était né à Mulhouse dans une famille d'industriels, qui en 1871 avaient choisi de garder la nationalité française et dont une partie avait quitté l'Alsace; polytechnicien (X 1878), il était entré à l'École de guerre dans la promotion 1890¹. C'était donc un homme brillant, mais il n'avait jamais fait parler de lui d'aucune façon. Outre son écriture, le fait que Dreyfus fût juif contribua certainement à le faire soupçonner; l'antisémitisme se portait bien dans l'armée. Le service militaire obligatoire n'y avait pas changé grand-chose: le corps des officiers, formé de militaires de profession très rarement issus de la troupe, était très à droite dans l'ensemble: l'aristocratie, et le royalisme, y étaient surreprésentés, car le service de la patrie était l'une des rares missions que la droite antirépublicaine acceptait d'accomplir au service de n'importe quel régime². Ceci dit, dans l'arrestation de Dreyfus l'antisémitisme n'a pas joué un rôle essentiel; il s'agissait d'un climat, d'un arrière-plan — d'ailleurs autant antiallemand qu'antijuif, les deux étant intimement liés: les Juifs n'étaient-ils pas une espèce d'Allemands, comme le montrait la consonance de leurs noms? Dreyfus n'était-il pas originaire d'Allemagne? Une partie de sa famille n'était-elle pas toujours établie en Alsace allemande? Là résidait, pour certains intoxiqués de revanchisme, le lien avec la propension des juifs à trahir la nation. « Cet homme qui a trahi, cet homme était un Prussien! Cela se voit, cela se sent », écrivait le *Figaro* en 1896³.

¹ Polytechnique est, avec Saint-Cyr, la voie royale pour accéder à la carrière d'officier; la première dispensait à l'époque une formation plus moderne (une formation d'ingénieur), et son recrutement était légèrement moins aristocratique. L'École de guerre forme les officiers d'état-major; son directeur était le général de Boisdeffre, l'artisan des accords avec la Russie quelques années auparavant.

² En principe, les milieux aristocratiques et l'armée auraient dû être, de par leur traditionnalisme, plutôt moins sensibles que les classes moyennes aux formes "modernes" d'antisémitisme à la Drumont, ce qui d'ailleurs ne les protégeait pas forcément de l'antijudaïsme catholique. En réalité, tout ce qui flétrissait la République s'y lisait, Drumont entre autres, et le venin antisémite s'y était largement diffusé. Morès, l'une des figures de la Ligue antisémite, était officier. Il semble que la montée de la voie "moderniste" incarnée par Polytechnique, et tout particulièrement la promotion par cette école d'un certain nombre d'officiers juifs, ait joué un rôle dans cette montée de l'antisémitisme dans l'armée, montée dont témoignait une multiplication des duels, et vers 1890 une campagne de presse contre "les juifs dans l'armée". Dreyfus avait été le premier juif à entrer à l'École de guerre.

³ Je ne saurais trop insister, plus généralement, sur le fait que l'antisémitisme ne fut qu'une dimension, certes capitale, de l'affaire Dreyfus. Il faut prendre garde à ne pas passer d'un excès à l'autre: voici vingt-cinq ans, il se publiait des ouvrages sur l'Affaire qui ne faisaient que de très brèves allusions à cette problématique, obsédés qu'ils étaient par la question sociale (leur problématique, c'était en gros "les castes et le capital contre la gauche républicaine et l'essor du socialisme" — c'était déjà une rupture par rapport à celle des générations précédentes, celle de la défense de la République face aux forces de la réaction monarchiste et cléricale). Dans ce qui se publie aujourd'hui sur ce sujet, notamment les dossiers de presse sortis à l'occasion du centenaire de *J'accuse* en janvier 1998, on note au contraire une tendance à réinterpréter l'ensemble de l'Affaire à la lumière des conséquences ultimes de l'antisémitisme, c'est-à-dire du génocide. Il s'agit, à mon avis personnel, de l'expression la plus sensible particulière d'une génération obsédée non plus par la lutte des classes, mais par le sort de toutes les victimes (voyez les réflexions que j'y consacre au début du chapitre 13); ce qui est

Dreyfus fut donc arrêté, traduit en conseil de guerre. L'accusation reposait sur des bases fragiles, mais il fallait un coupable: l'affaire avait fait du bruit, aussi bien dans *La libre Parole*, qui avait été la première à la mentionner, que dans la grande presse apolitique; certains y avaient vu une nouvelle affaire Schnæbelé. Et plus les autorités attendaient, plus la presse, atteinte d'espionnisme aiguë, se persuadait qu'on lui cachait quelque chose... Aussi, non seulement on examina plus que rapidement le "bordereau", mais le directeur adjoint des services de renseignements, le commandant Joseph **Henry**, communiqua au conseil de guerre un dossier supplémentaire, secret, dont l'accusé n'avait pas connaissance, ce qui était illégal, et dont certaines pièces avaient été maquillées par lesdits services; on avait même fabriqué un faux télégramme de l'attaché militaire italien. En décembre 1894, le conseil de guerre se tint à huis clos; **Dreyfus fut condamné** à l'unanimité à la dégradation militaire et à la déportation à vie dans l'île du Diable, en face du port de Cayenne en Guyane (dans le passé, cette île désolée avait servi de léproserie¹). Nul ne protesta; Jaurès dénonça même l'indulgence du conseil de guerre, qu'il interpréta comme le signe d'un esprit de caste: il souligna qu'un simple soldat d'humble origine sociale eût été condamné à mort². Le jour de la dégradation, en janvier 1895, la foule, devant les grilles de l'École militaire, lança des injures antisémites; Léon Daudet, dans son compte rendu de l'événement, fit un portrait physique du traître: « sa face est terreuse, couleur de traître, aplatie et basse, sans apparence de remors, étrangère à coup sûr, épave de ghetto ». Puis le silence retomba sur cet épisode; le président de la République ne répondit même pas aux courriers de Dreyfus.

Ce prélude à l'affaire Dreyfus contribua à la montée de l'antisémitisme dans le pays (voyez au chapitre 5): le gouvernement était jugé faible, mou, l'armée "infectée". Les antisémites militants soulignaient le danger de l'intégrationnisme républicain, qui avait introduit les ennemis de la nation au cœur des institutions chargées de sa défense: on ne pouvait décidément pas accepter de juifs au service de la France. En mai 1895, un député des Landes proposa de « faire refluer les Juifs vers le centre de la France », où « la trahison [était] moins dangereuse ».

fondamentalement sympathique, mais ne contribue pas à rééquilibrer la perception de l'Affaire: au contraire il me semble que cela ne fait que brouiller notre perception des attitudes des différents acteurs, car évidemment en 1899 personne ne se positionnait en fonction d'un génocide qui n'avait pas encore eu lieu, et dont personne, je crois, n'imaginait même la possibilité (voyez à ce propos la note sur le monument Henri dans le chapitre 5). C'est d'ailleurs pourquoi je me suis servi, pour rédiger ces pages, d'ouvrages de dates très différentes, sans illusions excessives sur ma propre objectivité — qui peut y prétendre? Chacun concentre son intérêt sur telle ou telle problématique en fonction de son expérience, de ses intérêts, de ses indignations... Ce qui précède ne m'empêchera pas de consacrer une large place à la problématique de l'antisémitisme, car elle me touche tout particulièrement, car aujourd'hui c'est celle qui intéresse le plus les gens... et car c'est celle qu'attend le jury!

¹ Ce n'était donc pas le tristement célèbre bagne de Cayenne, qui existait encore: on n'aurait pas envoyé un officier, même félon, partager le sort des meurtriers et des violeurs. Question de caste...

² Cette argumentation était assez banale et se retrouvait notamment dans *Le Figaro*. La Chambre se laissa convaincre et vota le rétablissement de la peine de mort pour trahison en temps de paix, mais trop tard bien sûr pour que la mesure pût être appliquée à dreyfus.

Mais la famille de Dreyfus ne croyait pas en sa culpabilité, notamment sa femme Lucie, son cousin Lucien Lévy-Bruhl, un normalien, et surtout son frère aîné **Mathieu** qui fut, dans les premiers mois, l'âme de l'œuvre de réhabilitation. Bien entendu le condamné n'avait jamais avoué; le patriotisme était une tradition familiale; surtout, Dreyfus n'avait aucune raison de trahir: il était riche, il avait derrière lui une carrière prestigieuse, il n'avait pas de passions coûteuses. Et puis certaines personnes qui avaient assisté au conseil de guerre avaient fait part, en privé, de leur malaise face à la fragilité des preuves.

Dans un premier temps les Dreyfus trouvèrent peu d'appuis, y compris auprès des institutions juives, soucieuses de ne pas donner prise au soupçon qu'elles contesteraient l'institution militaire. Le seul à les croire fut Bernard **Lazare** (1845-1903), un jeune journaliste originaire de la communauté juive de Nîmes, proche des avant-gardes libertaires de l'époque... et qui, à ce titre, désestait Zola, romancier "arrivé" et naturaliste, c'est-à-dire de la vieille école. Il fut le premier étranger à la famille à s'investir pleinement dans la défense de Dreyfus. Ses analyses critiques des documents utilisés lors du procès de 1894 (c'était un ancien chartiste) eurent peu de retentissement; au contraire, Drumont se délectait à dénoncer le "syndicat Dreyfus". Mais sur ces entrefaites le nouveau directeur de la "section de statistiques" nommé en mars 1896, le commandant Georges **Picquart**, découvrit que depuis 1890 l'attaché militaire allemand, destinataire du "bordereau", était en relations avec un officier français, le commandant Walsin-**Esterhazy**, dont l'écriture ressemblait elle aussi à celle du "bordereau"¹, qui était un joueur perdu de dettes, un libertin vaguement proxénète, et dont le patriotisme français était fort tiède en privé (il était d'origine hongroise) — c'était par ailleurs, sous un pseudonyme, un collaborateur de *La libre Parole*. Un nouveau document, volé à l'ambassade d'Allemagne en ce même mois de mars 1896, l'accablait: il est connu sous le nom de "petit bleu".

Lorsque Picquart voulut rouvrir le dossier Dreyfus, ses supérieurs, qui étaient prêts à poursuivre Esterhazy mais nullement à reconnaître qu'ils avaient condamné Dreyfus à tort et en s'aidant de fausses preuves, l'envoyèrent en province, puis l'exilèrent dans le sud tunisien pour le faire taire; ce fut alors, en 1896, que Henry, pour fortifier l'accusation, réalisa de ses propres mains un nouveau faux attribué à l'attaché militaire italien, qu'il plaça dans le dossier secret: ce document est connu sous le nom de "**faux Henry**". Il forgea aussi d'autres faux qui avaient pour but, et eurent pour effet, d'"intoxiquer" l'état-major. Mais avant de partir pour la Tunisie, puis lors de diverses permissions, entre septembre 1896 et la fin 1897, Picquart parla,

¹ Les écritures à l'époque se ressemblaient beaucoup plus qu'aujourd'hui: les enfants passaient des centaines d'heures à faire des exercices de calligraphie à la plume. L'expert en graphologie du ministère n'était autre que le fameux docteur Bertillon, que j'aurai l'occasion d'évoquer aux chapitres 7 et 10.

en violation évidemment des ordres reçus, diffusa des documents couverts par le secret de l'instruction — il finit par être arrêté, et condamné pour divulgation de secrets d'État. Il parvint à convaincre certaines personnalités politiques que Lazare avait déjà contactées sans grand succès: le premier vice-président du Sénat, Auguste **Scheurer-Kestner** (un modéré, d'origine alsacienne comme Dreyfus — mais Méline, Alsacien lui aussi, refusa de prêter attention aux arguments des dreyfusards); **Clemenceau**, qui après le désastre du Panamá était en train de recommencer une carrière politique; et aussi des figures du monde de la culture, des hommes jeunes en général, dont Lucien **Herr**, le bibliothécaire de la rue d'Ulm, dont j'ai déjà évoqué le rôle dans l'évolution de Jaurès, et qui parvint à susciter un climat dreyfusard à l'École.

Il parvinrent à refaire parler de Dreyfus, quitte par exemple à diffuser la fausse nouvelle de son évasion. Mais la Chambre refusait de rouvrir le dossier; Méline, président du Conseil, déclara: « il n'y a pas d'affaire Dreyfus »; le Sénat désavoua Scheurer-Kestner et le déchu de son poste de vice-président, sa carrière politique était brisée. Du côté de l'armée, Esterhazy demanda à être traduit devant un conseil de guerre, qui le déclara innocent en janvier 1898. Mais l'acquittement fit scandale, et le camp dreyfusard ne cessait de grossir; pourtant l'armée refusait de se déjuger, et il n'y avait rien à espérer du gouvernement. Bref, toutes les stratégies "classiques" avaient échoué: il fallait frapper un grand coup, alerter l'opinion publique en court-circuitant la voie institutionnelle. Le recours aux médias s'imposait; du reste, depuis l'automne la presse consacrait de plus en plus de place à cette affaire.

Ce fut alors que se plaça l'intervention d'Émile **Zola** (1840-1902). Le romancier était en pleine gloire: il avait déjà écrit les vingt volumes des *Rougon-Macquart* (*Germinal* datait de 1885 et avait été diffusé dans le monde entier par le canal des revues et des éditions socialistes), il était riche, ancien président de la Société des Gens de Lettres, collaborateur du *Figaro*, bref, installé; malgré dix-sept échecs successifs, il semblait promis à entrer un jour à l'Académie (l'Affaire lui en barra la voie définitivement, mais lui valut le Panthéon). Mais il restait un homme de gauche, anticlérical, antimilitariste, socialisant, sensible aux injustices. Dans *La bête humaine*, il avait traité le thème de l'erreur judiciaire. En mai 1896, il avait eu une retentissante polémique avec Drumont à la suite d'un article intitulé *Pour les juifs*. Cet épisode le rapprocha de Lazare et des dreyfusards, qui dans un premier temps cependant eurent du mal à l'intéresser à l'Affaire. À l'automne 1897, il commença à signer des articles dreyfusards dans le *Figaro*, puis des brochures dreyfusardes, sachant très bien qu'il condamnait ainsi sa position sociale et sa tranquillité. Après l'acquittement d'Esterhazy, Clemenceau lui proposa d'écrire un article dans *L'Aurore*; le journal qu'il venait de fonder en

novembre 1897¹. Zola rédigea une *Lettre au président de la République* que Clemenceau coiffa d'un titre provocateur barrant toute la une: **L'accuse**. L'article parut le surlendemain de l'acquittement d'Esterhazy; Zola, en termes parfois simplistes, y réaffirmait l'innocence de Dreyfus et accusait les autorités politiques et militaires, y compris le ministre de la Guerre, de refuser la révision du procès pour des raisons inavouables. Le numéro se vendit à deux cent mille exemplaires, contre trente mille à l'ordinaire.

Comme il était prévisible, et comme du reste il l'avait sciemment cherché, **Zola fut traîné en justice**, d'abord en février, puis une seconde fois en juillet, le premier procès ayant été cassé. « Le Vénitien déraciné », comme l'appelait Barrès, fut condamné, pour diffamation du ministère de la Guerre et pour avoir contesté deux verdicts rendus par la justice militaire, à un an de prison et à trois mille francs d'amende. Il dut s'exiler à Londres (il en rentra en juin 1899²). Le procès eut un immense retentissement: l'accusé et les témoins étaient célèbres; pour la première fois de l'Histoire de la justice française des journaux (dreyfusards) publièrent l'intégralité des débats, grâce à un bataillon de sténographes — cela contribua à mettre en évidence la fragilité des arguments des antidreyfusards; en fait, ceux-ci ne l'emportèrent que grâce à la révélation théâtrale du faux Henry par le ministre de la Guerre, le général Godefroy Cavaignac (le fils d'Eugène), qui emporta la décision des jurés. Des bagarres éclatèrent dans la rue devant le Palais de justice.

Un nouveau coup de théâtre eut lieu dans l'été (entre-temps, au printemps, des législatives avaient eu lieu et les rares candidats qui s'étaient affichés dreyfusards avaient mordu la poussière, Jaurès notamment, tandis que Drumont avait été élu triomphalement à Alger). Pour convaincre l'opinion définitivement de la culpabilité de Dreyfus, Cavaignac, farouche antidreyfusard, était allé jusqu'à lire le faux Henry à la tribune de la Chambre; mais devant les protestations des dreyfusards, qui soutenaient depuis longtemps que ce document était un faux, le ministre, qui était un militaire honnête, ordonna des vérifications... et il s'avéra que la pièce était effectivement un faux. Après avoir refusé de reconnaître l'évidence durant plusieurs semaines, en août 1898 le ministre finit par convoquer **le commandant Henry**, qui était censé avoir intercepté le document; il avoua l'avoir fabriqué, fut arrêté et emprisonné. Le lendemain, il **se suicida** ou "fut suicidé" dans sa cellule. Cavaignac ne renonçait pas pour autant à la culpabilité de Dreyfus: le faux datait de 1896, il ne prouvait rien quant au dossier de 1894. Mais une brèche sérieuse était ouverte dans le système des

¹ Clemenceau quitta l'*Aurore* dès 1899 à la suite de dissensions internes liées à l'affaire Dreyfus; le journal vivota, devint un organe populiste nettement orienté à droite et finit par être racheté par Robert Hersant, le magnat de la presse française dans les années 1970 et 1980: alors il fusionna progressivement avec *Le Figaro*.

² Amnistié en décembre, il continua le combat dreyfusard. Mais en septembre 1902 il mourut asphyxié par la cheminée de sa chambre.

antidreyfusards — et surtout, à cause de la maladresse de Cavaignac le gouvernement était désormais en première ligne: la crise devenait politique.

B) Dreyfusards et antidreyfusards.

Les **dreyfusards** (dits aussi « révisionnistes », car ils voulaient la révision du procès — attention, ce mot a complètement changé de sens!¹⁾ insistaient d'abord sur l'extrême légèreté des preuves réunies contre Dreyfus, sur le caractère douteux de certaines d'entre elles, et, par suite, sur la nécessité de réviser son procès. Au-delà de cette argumentation circonstancielle, le principe au nom duquel ils agissaient était que **dans un pays comme la France qui se réclame des principes de 1789, rien ne saurait prévaloir contre la justice et la vérité**: on ne saurait prétexter la raison d'État pour maintenir un innocent en prison; le droit en général, les droits des individus en particulier, priment sur la défense des institutions, de la collectivité, de la nation. C'est cette primauté accordée à la justice et au droit, aux principes, qui fait que le combat des dreyfusards est resté dans l'Histoire: ils ont, en quelque sorte, sauvé l'honneur de la patrie des droits de l'homme.

Certains dreyfusards mêlaient à cet argumentaire plus qu'un zeste d'**antimilitarisme**: pour eux, les officiers qui avaient condamné Dreyfus, et les officiers en général, étaient par nature ou par déformation professionnelle des brutes imbéciles, sadiques et néfastes. Beaucoup de dreyfusards, Zola par exemple, avaient tendance à voir dans l'Affaire, et surtout dans la mobilisation agressive des antidreyfusards, le signe d'un complot réactionnaire, clérical et militaire: **« le sabre et le goupillon »**, selon une expression célèbre forgée à l'époque par Clemenceau², alliés dans le but de détruire la démocratie parlementaire, le suffrage universel et la République. Les dreyfusards se percevaient comme **les défenseurs de la République et de la liberté** menacées.

En revanche **la question de l'innocence de Dreyfus n'était guère posée en termes sociaux**: ce polytechnicien fils de chef d'entreprise, issu d'un milieu aussi aisé que ses bourreaux, n'avait pas grand-chose à voir avec la classe ouvrière. C'étaient les antidreyfusards qui dénonçaient un "syndicat"³ capitaliste! Surtout, **la question** spécifique **de l'antisémitisme n'occupait pas une place centrale dans la réflexion** et l'argumentation **des dreyfusards**,

¹ Il vaudrait mieux désigner ceux qui nient l'existence des chambres à gaz du nom de "négationnisme"; cela aurait le mérite de la clarté.

² Lequel traita aussi l'armée de « jésuitière bottée aux ordres des Congrégations romaines ».

³ Au sens ici de: petit groupe d'intérêts, franc-maçonnerie.

même si Bernard Lazare l'avait posée dès 1896 dans un brochure, et si la dimension antisémite de la bêtise antidreyfusarde atterrait les révisionnistes au même titre que ses autres aspects. Dans leur immense majorité, les dreyfusards ne voulaient surtout pas apparaître comme les défenseurs d'une communauté particulière, ce qui était précisément l'image que cherchaient à imposer leurs adversaires. Dans un pays extrêmement jacobin, la conception de la nation en vigueur chez les républicains était hostile à l'expression des différences culturelles et religieuses, ou tout au moins à leur inscription dans le champ politique (voyez au chapitre 5). On insistait donc sur les principes généraux, sur l'égalité des citoyens, sur les droits des individus, et non sur l'injustice faite à un juif pour sa judéité; sur les problèmes *politiques* que posait la condamnation de Dreyfus (la mise en danger de la République), non sur les dangers des représentations *mentales* raciales en vogue. De plus l'époque était au scientisme, au rationalisme, à l'anticléricalisme: les républicains n'étaient pas spécialement portés à se lancer à la défense d'une religion — surtout la religion mosaïque, à leurs yeux si maniaquement attachée aux rites et aux interdits, si "superstitieuse"...

Pourtant l'affaire Dreyfus marqua **le début du réveil d'une identité collective juive** en France. Certains Français israélites, qui jusqu'en 1895 s'étaient tenus pour complètement assimilés et en rendaient grâce à la République, prirent conscience, devant le déferlement de la haine d'eux dans le pays qui avait été le premier à les émanciper et où ils jouissaient de tous les droits, dans le pays des droits de l'homme et de la nation-plébiscite, que l'antisémitisme n'était pas près de disparaître, car c'est une passion irrationnelle, inaccessible à l'argumentation et même largement aux effets de l'éducation¹. Les représentations physiques popularisées par Caran d'Ache, la thèse du complot juif, de l'immense richesse des juifs, ne reposaient sur aucune réalité, et pourtant des millions de Français y prêtaient foi...² Même s'ils ne se sentaient plus juifs, à partir du moment où les autres percevaient le fait qu'ils fussent des juifs comme fondamental, à partir du moment où ils étaient des juifs dans le regard des autres, cette part de leur identité ne pouvait plus être niée, refoulée. Certains en conclurent qu'il leur fallait s'identifier comme juifs, afficher leur fierté d'être juifs, rebâtir une solidarité communautaire: ils retrouvèrent le chemin de la synagogue, réapprirent l'hébreu, respectèrent davantage les interdits alimentaires, cessèrent de travailler le samedi.

¹ L'exemple du Japon d'aujourd'hui montre qu'elle n'a même pas besoin de la présence effective d'une communauté juive pour se manifester...

² Faites attention: en revanche, il n'y eut ni mesures antisémites, ni pogromes; les juifs ne furent pas exclus du monde de l'économie, ni de la vie culturelle. La France n'était quand même pas la Russie! Ce fut le régime de Vichy qui introduisit les premières mesures légales antisémites. Bien entendu, ces mesures avaient été préparées par la montée de l'antisémitisme à la fin du XIXe siècle, et les juifs de France avaient raison d'éprouver dès lors des craintes; mais il ne faut pas verser dans la caricature et faire de la France de la Belle Époque une prison pour les juifs.

Il ne faut pas exagérer les effets de ce changement de sensibilité sur le moment: de nombreux juifs continuaient à considérer que leur religion était une affaire privée, et une part non essentielle de leur identité. Ce fut la seconde guerre mondiale qui amena bon nombre d'entre eux à adopter une sensibilité "communautaire", à se percevoir comme des "Juifs de France" et non plus comme des "Français israélites", pour reprendre deux expressions courantes, l'une avant 1945, l'autre après. Encore ce processus a-t-il pris une génération après la Libération: en 1945 de nombreux juifs choisirent de changer de nom pour s'intégrer définitivement, comme l'avionneur Marcel Bloch, devenu Marcel Dassault. La solidarité avec Israël a joué un rôle majeur dans cet évolution, c'est-à-dire la solidarité avec un pays étranger, explicitement fondé pour la défense de la communauté juive. Malgré tout, aujourd'hui encore, de nombreux juifs, même solidaires d'Israël, se sentent d'abord et essentiellement français... C'est heureux!

À l'étranger en revanche les nouvelles de France, la terrible déception envers la patrie des droits de l'homme et, par ricochet, la remise en cause des perspectives d'intégration à long terme en Europe, ont joué **un rôle important dans la naissance du sionisme**. Theodor Herzl, le fondateur de cette idéologie, par ailleurs le type même du Juif "assimilé" d'Europe centrale, avait été correspondant de presse à Paris vers 1895: les idées sionistes étaient antérieures à cette période et les premières *aliyat* avaient eu lieu dans les années 1880, mais ce fut ce qu'il entendit et lut à Paris qui conduisit Herzl à écrire *L'état juif*, ouvrage paru en 1896, et à organiser le premier congrès sioniste en 1897... (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3). En France, Bernard Lazare fut l'un des premiers représentants de l'idéologie sioniste — mais il mourut peu de temps après¹.

Les dreyfusards se recrutèrent d'abord, dans les premiers mois, parmi ceux que l'on commençait à appeler les "**intellectuels**", c'est-à-dire, selon la définition de P. Ory et J.F. Sirinelli, « [des] homme[s] du culturel, créateur[s] ou médiateur[s], mis en situation d'homme[s] du politique, producteur[s] ou consommateur[s] d'idéologie »². Le mot,

¹ « Le juif qui dira aujourd'hui: "je suis un nationaliste" ne dira pas d'une façon spéciale, précise et nette: je suis un homme qui veut reconstituer un État juif en Palestine et qui rêve de reconquérir Jérusalem. Il dira: "je veux être un homme pleinement libre, je veux jouir du soleil, je veux avoir droit à ma dignité d'homme. Je veux échapper à l'oppression, échapper à l'outrage, échapper au mépris que l'on veut faire peser sur moi". À certaines heures de l'histoire, le nationalisme est pour les groupes humains la manifestation de l'esprit de liberté » (Lazare).

² Le mot est donc à prendre dans un sens plus large que celui d'"homme de culture": les journalistes sont des intellectuels. En revanche, un homme politique qui fait de la littérature comme de Gaulle (dont les

sporadiquement attesté depuis les années 1870 avec le sens d'"homme de culture", avec une nette connotation de supériorité par rapport à la tourbe des ignorants, a reçu son sens moderne sous la plume de Clemenceau dans un article de janvier 1898 (dix jours après *J'accuse*), intitulé justement *Manifeste des intellectuels*.

Bien entendu, la figure de l'écrivain, du peintre ou du musicien engagé existait, en France et ailleurs, depuis le XVIII^e siècle — Voltaire et l'affaire Callas, Lamartine en 1848, Hugo à Guernesey; Chopin et la cause polonaise, Verdi et l'unité italienne, Courbet, Vallès et la Commune, en sont de bons exemples¹. Tous ces personnages correspondent exactement à la définition des intellectuels, telle que je l'ai donnée au paragraphe précédent. Mais ce fut avec l'affaire Dreyfus qu'on les identifia comme tels et qu'ils reçurent leur nom, ce fut l'Affaire qui constitua leur acte de naissance, parce que chacun ou presque dut choisir son camp; parce que ce fut avec *J'accuse* que le pouvoir exercé par ces hommes sur l'opinion publique devint évident aux yeux de tous; parce que ce fut leur première vraie victoire, évidente, immédiate, indiscutable, et que cette victoire fonda **l'un des grands mythes français**, celui du pouvoir des hommes de culture au service du progrès et de la vérité, un mythe qui n'est pas tout à fait mort malgré un certain nombre de désillusions et de dérives que nous verrons en leur temps. Ce fut aussi dès cette époque que la haine des antidreyfusards conféra au concept naissant d'"intellectuel" **une coloration nettement progressiste**: jusqu'à la génération de Sartre (inclusive), le "vrai" intellectuel était forcément "de gauche". Ce fut dès cette époque enfin que se constituèrent les **modes d'action** privilégiés des intellectuels, tels qu'ils sont longtemps demeurés: la pétition (les premières datent de janvier 1898²), l'article de

Mémoires sont plus qu'un simple témoignage), ou du journalisme comme Clemenceau, ne sont pas en principe des intellectuels: la politique n'est pas au centre de la vie de l'intellectuel, il ne fait que mettre à son service, en donnant des avis, en soutenant des causes, une notoriété acquise ailleurs qu'en politique, dans la production ou la transmission de culture. Il n'agit pas directement sur le plan politique: il se contente de prendre parti, d'éclairer ses contemporains.

Il y a évidemment des cas litigieux, tout particulièrement sous la III^e République où les débats politiques étaient fort abstraits et où le monde politique, presque entièrement issu des filières littéraires des lycées, savait et aimait écrire. Ainsi Léon Blum était plutôt un intellectuel dans les années 1890, mais à la suite de l'affaire Dreyfus il entra de plus en plus activement en politique, et en 1920 il n'était plus un intellectuel mais un homme politique qui taquinait la plume de temps à autre; Maurras, qui se croyait un politicien et fonda une ligue, encouragea les membres de cette ligue à l'action violente, mais fut lui-même fort peu actif sauf pour rédiger des proclamations, des manifestes et autres textes théoriques, est plutôt à ranger parmi les intellectuels — tout au moins si l'on accepte que ce terme puisse s'appliquer à un homme de droite, ce que lui-même refusait: j'y reviendrai.

¹ Et le pamphlet est un genre littéraire ancien, illustré notamment par Paul-Louis Courier, Chateaubriand (*De Buonaparte et des Bourbon*), Hugo (*Napoléon le Petit*), Léon Bloy. Mais *J'accuse* n'avait aucune prétention littéraire: contrairement à ceux précédemment cités, ce texte écrit à la hâte et approximatif dans l'argumentation est à peu près illisible aujourd'hui.

² En fait, les toutes premières pétitions d'écrivains datent de 1887, contre... la tour Eiffel. On n'était pas encore dans le domaine du politique, mais de l'esthétique. En 1889, Zola avait pris l'initiative d'une pétition qui parut dans *Le Figaro* pour défendre Lucien Descaves, un romancier antimilitariste poursuivi par le ministère de la Guerre. Avaient signé: Goncourt, Daudet (père), Courteline... et Barrès!

presse, la proclamation, la réunion, plus rarement la manifestation, exceptionnellement la candidature aux élections, la fondation d'un parti politique, bref l'action politique directe¹.

Parmi ces intellectuels, on trouvait d'abord des écrivains: les plus connus à l'époque étaient Émile Zola et Anatole France, l'un des rarissimes dreyfusards académiciens², qui a laissé un récit romancé de l'Affaire, *L'île des pingouins* (paru en 1908); mais aussi beaucoup de jeunes auteurs encore peu connus, proches des avant-gardes littéraires (plus rarement des avant-gardes politiques) et fort virulents: Charles Péguy (qui a laissé sur l'Affaire un texte essentiel: *Notre jeunesse*, paru en 1910), Stéphane Mallarmé, Marcel Proust, André Gide, Guillaume Apollinaire, Roger Martin du Gard, Romain Rolland, ou encore Léon Blum qui n'était encore qu'un jeune écrivain et journaliste prometteur. Cela dit, les milieux littéraires d'avant-garde n'étaient pas entièrement dreyfusards, loin de là! On trouvait aussi dans le camp dreyfusard des journalistes (en minorité dans leur profession); des peintres (Bonnard, Vuillard, Pissarro, Signac); des scientifiques comme le chimiste Marcellin Berthelot, positivistes exaspérés par le caractère totalement irrationnel de l'argumentaire antidreyfusard et par la manipulation de la vérité.

On y trouvait beaucoup de professeurs de l'enseignement supérieur (Émile Durckheim ou Ernest Lavisse par exemple); des étudiants, parmi lesquels, grâce à l'influence personnelle de Lucien Herr, la plupart des normaliens de la rue d'Ulm, "**la jeunesse des écoles**". Parmi ces normaliens dreyfusards, Charles Péguy encore et aussi le jeune Élie Halévy, fils du librettiste Ludovic Halévy (il avait commis moult opérettes sous le second Empire), que son frère Daniel, que j'ai abondamment cité au chapitre 4, accompagna dans ce combat; il faut y ajouter un certain nombre d'archicubes (anciens élèves), dont Jean Jaurès et Léon Blum. Mais dans leur majorité les étudiants du Quartier latin étaient antidreyfusards, suivant une tradition "droitiste" qui remontait au boulangisme et ne s'éteignit qu'en 1945. Il y avait aussi des membres éminents des professions libérales: des médecins, des avocats.

On trouvait aussi parmi les dreyfusards des gens de tous milieux sensibles à l'injustice faite à Dreyfus, de par leur propre expérience ou leur héritage idéologique: des Alsaciens et des Lorrains (comme Lucien Herr et Scheurer-Kestner), des protestants (comme Scheurer-Kestner encore), des juifs (comme Blum, Lazare, les Halévy). En revanche, **le dreyfusisme n'était pas spécialement marqué à gauche**. La droite antirépublicaine, évidemment, était rarement dreyfusarde; mais on trouvait, parmi les dreyfusards, beaucoup d'hommes du centre-droit comme Scheurer-Kestner. Plus le temps passa, et plus il y eut de ralliements au camp

¹ Les intellectuels dreyfusards ont également joué un rôle essentiel dans le développement des universités populaires (U.P.), que j'évoquerai plus loin. Ce fut un échec, mais qui contribua à les rapprocher du peuple, et à établir quelques passerelles avec le mouvement ouvrier.

² Depuis 1896: la vieille institution, assez peu portée au progressisme et à l'anticonformisme, avait dû lire les *Opinions de Jérôme Coignard* comme une charge contre la Gueuse à l'heure du Panamá.

dreyfusard par conservatisme¹, c'est-à-dire par inquiétude face à la montée du désordre, face au risque d'une déstabilisation du régime: ne risquait-elle pas de déboucher sur les convulsions aussi désastreuses que celles du XIXe siècle, si les vaincus des années 1870 relevaient la tête? En revanche les **socialistes**, à part une minorité dont les allemanistes faisaient partie (Herr et Péguy en étaient) et Jaurès (dreyfusard depuis janvier 1898), mirent du temps à se persuader que cette querelle de bourgeois les concernait eux aussi, dans la mesure où elle mettait en danger la République et où l'amélioration de la condition ouvrière était liée à un meilleur respect des droits de *tous* les individus: cet humanisme libéral n'était pas précisément dans la tradition blanquiste-guesdiste — l'antisémitisme virulent d'une partie du mouvement ouvrier n'aidait guère non plus. Ce fut précisément la prise de conscience progressive de l'importance du combat dreyfusard qui contribua à faire évoluer une bonne partie des socialistes français d'un socialisme dur, antirépublicain, celui du jeune Guesde (qui proclama son peu d'intérêt pour l'Affaire), à un socialisme plus réformiste et plus respectueux des institutions, celui qu'incarna Jaurès dans les quinze années suivantes². Par ailleurs, un certain nombre de dreyfusards glissèrent vers le socialisme par détestation de toutes les injustices: le plus célèbre fut Ferdinand Buisson, spécialiste de pédagogie, ancien président du Conseil, l'un des fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme.

Les dreyfusards s'étaient dotés de cadres pour se retrouver, s'organiser, se soutenir mutuellement. Beaucoup militaient dans la **Ligue des Droits de l'Homme**, qui, fondée officiellement en février 1898, tint sa première réunion publique en juin: dirigée par Ludovic Trarieux³, mixte (chose exceptionnelle à l'époque), elle se donna pour mission la défense,

¹ Au sens de: attachement à l'ordre établi — c'était l'ordre républicain en 1898.

² Voici quelques citations de Jaurès, qui datent des années 1898-1899: « la justice, pour être révolutionnaire, doit être intégrale. Un innocent envoyé au bagne, fût-il millionnaire d'origine, éprouve la destinée même du prolétariat qui est précisément d'être exclu de la justice ». « Dreyfus est dépouillé par l'excès même du malheur de tout caractère de classe. Il n'est plus que l'humanité elle-même au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer ». « Le prolétariat ne peut se désintéresser de rien quand un droit d'humanité est en jeu. (...) Dire qu'il n'y aura ni droit, ni patrie, ni justice aussi longtemps que le dogme marxiste ne sera pas réalisé, c'est rayer d'un mot trop facile toute l'Histoire humaine ».

On voit que pour Jaurès l'humanité passait toujours avant le prolétariat... Comparez avec le ton et les termes d'une proclamation du groupe socialiste à la Chambre en janvier 1898, ou les guesdistes étaient influents (je cite en désordre et avec des coupures): « l'affaire Dreyfus est devenue le champ de combat des deux factions rivales de la bourgeoisie, des deux clans bourgeois: les opportunistes et les cléricaux. Ils sont d'accord pour tenir le peuple en tutelle, pour écraser les syndicats ouvriers, pour prolonger par tous les moyens le régime capitaliste. Mais ils se querellent pour le partage des bénéfices sociaux, et ils se disputent l'exploitation de la République et du peuple, comme ces clans barbares qui s'entendent pour piller et qui se battent ensuite autour du butin. Haut les cœurs, citoyens, au-dessus de cette ignominieuse mêlée! ». Les anarchistes campaient sur la même ligne: l'Affaire les rendit un peu moins antisémites, mais ils étaient toujours aussi peu concernée par la notion de droits de l'homme.

³ Trarieux (1848- 1904), né en Charente, fils de notaire, sénateur progressiste, s'était prononcé contre les lois Ferry, contre la loi Waldeck-Rousseau, et pour les "lois scélérates" dont il avait été le rapporteur au Sénat: bref, ce n'était pas vraiment un subversif. Mais, républicain modéré mais pas modérément républicain, il était intransigeant sur les principes: il avait déjà été en pointe de la lutte contre le boulangisme. Lui succédèrent à la tête de la Ligue, notamment, Francis de Pressensé (de 1903 à 1914) et Victor Basch, de 1926 à son assassinat par la Milice en 1944.

"contre les menaces sourdes de la contre-révolution", de l'héritage de la Révolution et des Lumières, de la République et des droits de l'homme, de la France en tant que terre de la "civilisation" et du "progrès": une conception universaliste du nationalisme. Elle organisait des meetings, collectait des fonds, mais s'interdisait toute activité proprement politique: elle voulait transcender les divisions partisans au service de la cause révisionniste. Elle ne dépassait pas dix mille membres à l'époque, et recrutait surtout dans des milieux aisés. Très vite elle élargit son propos (elle demandait par exemple la suppression des juridictions militaires spéciales en temps de paix¹), et s'engagea pour d'autres causes: le sort des forçats de Guyane, les anarchistes livrés à l'arbitraire policier par les "lois scélérates", les victimes des massacres dans l'Empire ottoman... Par ailleurs ce fut en 1899 que le **Grand Orient de France** s'engagea en faveur de Dreyfus et exclut ses loges antisémites: j'y reviendrai dans ce même chapitre.

Le camp des **antidreyfusards** rassemblait les officiers, à quelques exceptions près (dont Lyautey, atterré par la sottise de leurs arguments, et le père de Charles de Gaulle); la plus grande partie de la magistrature, scandalisée par la remise en question de la chose jugée; beaucoup de catholiques, fidèles et bas clergé confondus, partie par antijudaïsme, partie par détestation de la "subversion", de la remise en cause de l'autorité²; la fraction de l'aristocratie qui demeurait royaliste et nostalgique du passé. Il comptait également la majeure partie de la presse, notamment *La Croix*, *Le petit Journal* et les autres grands journaux populaires³) un certain nombre de figures du monde de la culture, des professeurs des universités (comme le critique littéraire Ferdinand Brunetière et l'historien Alfred Rambaud), des écrivains en général bien installés: René Bazin, Paul Bourget, Jules Verne, Alphonse Daudet, Paul Valéry — et la grande majorité des académiciens. On y retrouvait évidemment Déroulède. Ils ne se posaient pas en intellectuels mais, pourrait-on écrire, en "autorités": ils s'exprimaient non au nom de principes, mais au nom d'une place dans la société qu'ils croyaient défendre contre les subversifs, d'une position, d'un prestige qu'ils mettaient en balance.

Le plus en vue de tous était sans doute Maurice **Barrès** (1862-1924), dont j'ai déjà abondamment parlé au chapitre 5. Vosgien, traumatisé dans son enfance par la défaite et l'exil, il avait eu cependant une jeunesse tout à fait apolitique: c'était alors un dandy qu'on surnommait le "prince de la jeunesse", le théoricien de l'"égotisme", du *culte du Moi* (c'était le

¹ Elle ne l'obtint qu'en 1982.

² Bien entendu, il y eut des exceptions: quelques prêtres proclamèrent leur solidarité avec "les Juifs, nos frères"; quelques intellectuels catholiques, comme Paul Viollet et Anatole Leroy-Baulieu, s'engagèrent dans le camp dreyfusard. Par ailleurs, la hiérarchie resta prudente, et Léon XIII se déclara personnellement dreyfusard.

³ Mais *Le Figaro*, journal mondain, fut dreyfusard, en tout cas publia des articles dreyfusards de Zola et de Proust — il est vrai qu'ils firent baisser son tirage à tel point qu'il finit par y renoncer.

titre d'une trilogie romanesque qu'il fit paraître entre 1889 et 1891), c'est-à-dire d'une forme radicale d'hédonisme libertaire (« il faut sentir le plus possible en analysant le plus possible »); mais le nationalisme faisait déjà partie de ses valeurs, chose on ne pouvait plus banale à l'époque. Il entra en politique avec le boulangisme, qu'il rejoignit par la gauche, critiquant la République comme une forme nouvelle de l'oppression sociale: de 1889 à 1893, il siégea à la Chambre à la fois comme boulangiste et comme socialiste... Dans les années 1890, il demeura très critique envers la République, mais dans cette critique le nationalisme prit le dessus: le plus connu de ses ouvrages de l'époque, une évocation de l'affaire Boulanger parue en 1900, s'appelle *L'appel au soldat*, et son journal, qui n'était ni contre-révolutionnaire, ni antisocialiste, mais fort antisémite et xénophobe en revanche, s'appelait *La Cocarde*.

Pour Barrès, selon M. Agulhon, « le mal v[enait] de l'excès d'Universel, qui coupe l'être de ses garde-fous comme de ses ressources naturelles ». Dans *Les déracinés*, roman paru en 1897, un professeur de philosophie, Bouteiller, pervertit sept jeunes élèves en leur enseignant le kantisme, philosophie de l'absolu¹ qui en fait des individus sans attaches et non des Lorrains: « déraciner ces enfants, les détacher du sol et du groupe social où tout les relie, pour les placer hors de leurs préjugés dans la raison abstraite, comment cela le gênerait-il, lui qui n'a pas de sol, ni de société, ni, pense-t-il, de préjugés? ». Dans la suite du roman et dans les deux volets suivants de la trilogie, *L'appel au soldat* et *Leurs figures*, certains tournent mal, l'un d'eux finit même sur l'échafaud et d'autres au service de la République parlementaire, régime déraciné par excellence; d'autres savent redevenir des Lorrains, c'est-à-dire de vrais Français car il n'y a pas de nationalisme authentique sans fidélité à un terroir. Le remède aux maux du monde moderne, en effet, c'est l'enracinement², l'acceptation des traditions, de « la vérité des choses que l'on n'a pas choisies mais qui vous ont fait » (selon M. Agulhon); comme disait Barrès lui-même, « **la terre et les morts** » — sur les liens complexes de cette idéologie avec le nationalisme républicain, voyez le chapitre 5. Voici un passage alors très célèbre de son plus beau roman, *La colline inspirée*, paru en 1913: il conclut le premier chapitre, intitulé *Il y a des lieux où souffle l'esprit*, qui est une description de la colline de Sion-Vaudémont, entre Épinal et Nancy.

¹ C'est paradoxalement en Allemagne, au contact des étudiants et des professeurs nationalistes, que l'un des sept parvient, des années plus tard, à saisir la perversité des philosophies universelles, ce qui lui donne la possibilité de redevenir un vrai Français: « pour moi, j'ai pris avec plus de sérieux la juste défiance que les mêmes maîtres [allemands] nous donnent de l'absolu. Chaque nation exhale un idéal particulier, non point un *credo* positif, mais un vaste sentiment qui se modifie avec elle et qui demeure, autant qu'elle subsiste, sa vérité » (ce passage se trouve dans *L'appel au soldat*).

² Ou le réenracinement: Barrès admettait qu'on n'eût pas les traditions du lieu où l'on était né, parce qu'on avait voyagé, changé de milieu social, etc.; mais il fallait avoir des attaches, quitte à se les être faites soi-même. Il n'empêche, Gide avait raison de souligner (dès 1897, dans un article sur les *Déracinés*) que l'idéologie barrésienne était déjà quelque peu anachronique à la fin du XIXe siècle, époque de migrations et de bouleversements en tout genre: « Né à Paris, d'un père Uzétien et d'une mère normande, où voulez-vous, monsieur Barrès, que je m'enracine? ». C'est dans la continuité de cette formule que Goerge Hyvernaud, face à « leur terre et leurs morts », revendiqua, en 1942, « l'orgueil d'être parti » (voyez au chapitre 13).

« Cet horizon où les formes ont peu de diversité nous ramène sur nous-mêmes en nous rattachant à la suite de nos ancêtres. Les souvenirs d'un illustre passé, les grandes couleurs fortes et simples du paysage, ses routes qui s'enfuient composent une mélodie qui nous remplit d'une longue émotion mystique. Notre cœur périssable, notre imagination si mouvante s'attachent à ce coteau d'éternité. Nos sentiments y rejoignent ceux de nos prédécesseurs, s'en accroissent et croient y trouver une sorte de perpétuité. Il étale sous nos yeux une puissante continuité des mœurs, des occupations d'une médiocrité éternelle; il nous remet dans la pensée notre asservissement à toutes les fatalités, cependant qu'il dresse au-dessus de nous le château et la chapelle, tous les deux faiseurs d'ordre, l'un dans le domaine de l'action, l'autre dans la pensée et dans la sensibilité. L'horizon qui cerne cette plaine, c'est celui qui cerne toute vie; il donne une place d'honneur à notre soif d'infini, en même temps qu'il nous rappelle nos limites. Voilà notre cercle fermé, le cercle d'où nous ne pouvons sortir, la vieille conception du travail manuel, du sacrifice militaire et de la méditation divine. Des siècles ont passé sur le paysage moral que nous représente cette plaine, et l'on ne peut dire qu'une autre conception de la vie, tant soit peu intéressante, ait été entrevue. Voilà les plaines riches en blé, voilà la ruine dont le chef est parti, voilà le clocher menacé où la Vierge reçoit un culte que, sur le même lieu, nos ancêtres païens, adorateurs de Rosmertha, avaient déjà entrevu. Paysage plutôt grave, austère et d'une beauté intellectuelle, où Marie continue de poser le timbre ferme et pur d'une cloche d'argent. tous ceux qui ne subissent pas, qui défendent leur sentiment et se rattachent aux choses éternelles trouvent ici leur reposoir. C'est toujours ici le point spirituel de cette grave contrée; c'est ici que sa vie normale se relie à la vie spirituelle ».

Avec ces idées, il est compréhensible que dans les années 1900 Barrès ait dérivé vers des parages assez proches de l'Action française, sans pour autant jamais la rejoindre: s'il détestait le parlementarisme, non seulement il demeurait républicain, mais il en devint en quelque sorte le barde officiel du régime durant la première guerre mondiale, lorsqu'il fut devenue aussi cocardier que lui.

L'idéologie de Barrès était de type ruraliste: l'enracinement se faisait par force dans les campagnes, car celles-ci, dans un pays de tradition rurale comme la France, sont forcément au cœur de toute représentation de la nation ancrée dans le passé. Par quoi Barrès avait la sympathie de tous les héritiers du légitimisme (voyez au chapitre 1 le passage sur la comtesse de Ségur, encore très populaire vers 1900, et qui représente le ruralisme légitimiste sous la forme la plus pure), et fut très lu sous le régime de Vichy, ce qui lui a coûté la postérité à laquelle la qualité de certaines de ses œuvres lui donnait droit. Cela dit, il n'y avait pas chez Barrès d'idéalisation de la société villageoise traditionnelle, et surtout pas de discours sur l'excellence de la société d'Ancien Régime opposée au monde des villes, pervers et cosmopolite. Cette idéologie n'était donc pas antirépublicaine; elle pouvait être acceptée par les Républicains de la IIIe, dont le discours était en partie aussi de type ruraliste (voyez plus bas à ce sujet).

Les antidreyfusards ne défendaient pas particulièrement le « métèque hongrois » Esterhazy, l'« impayable tzigane » (selon Bernanos, dans *La grande peur des bien-pensants*). Leur **argument essentiel** était le caractère incontestable de la **chose jugée**. Dans les premiers temps, ils étaient scandalisés par la remise en question de l'**autorité** du conseil de guerre, du **prestige** de l'uniforme, par des gens qui ne représentaient rien. Pour eux, les intellectuels étaient des niais qui, sans droit ni compétence, se mêlaient de ce qui ne les regardait pas. Barrès flétrissait ces « pauvres nigauds qui [eussent été] honteux de penser comme de simples Français »; Brunetière surenchérisait: « la lettre *J'accuse* de Zola est un monument de sottise, d'outrecuidance et d'incongruité. L'immixion de ce romancier dans un problème de justice militaire ne me paraît pas moins impertinente et saugrenue que le serait l'intervention d'un capitaine de gendarmerie dans une question de syntaxe ou de prosodie »¹. Lorsqu'il devint évident que les preuves rassemblées contre Dreyfus étaient des faux et que le jugement avait été illégal, certains antidreyfusards, comme Barrès et Maurras, allèrent jusqu'à élaborer une théorie du "faux patriotique" légitimé par la nécessité de défendre la France du complot étranger: Henry avait eu le courage de sacrifier son honneur à la Patrie menacée... Bref, pour eux **la raison d'État primait sur la justice**, et les intérêts de la collectivité nationale sur les droits des individus.

Beaucoup étaient persuadés que sous prétexte de défendre Dreyfus, **les révisionnistes voulaient** en fait **détruire l'armée**, arche sainte de la Patrie, diviser la société, **subvertir l'ordre** politique et social, **mettre fin à** la cohésion de **la nation** (républicaine ou non, car tous n'étaient pas des monarchistes, des nostalgiques de l'Ancien Régime — mais pour tous, **la nation était supérieure à la République**); les dreyfusards se faisaient les complices conscients ou non de l'Allemagne ou de la juiverie mondiale: ils formaient, ou se laissaient manipuler par « le parti de l'étranger » (l'expression a été forgée dans ces années par Déroulède; notez que pour la première fois, mais cela bien sûr annonçait les années 1930, **la lutte contre le Boche dégénérait en un combat contre l'ennemi intérieur**, le complice du Boche en France, c'est-à-dire que la surenchère nationaliste risquait de dégénérer en haines politiques et en conflits civils). Tout ceci reposait sur des représentations de la nation de type religieux (la France, fille aînée de l'Église), revanchardes et antiallemandes, ou racistes, ou les trois à la fois. Pour beaucoup d'antidreyfusards, il ne faisait pas de doute que Dreyfus avait trahi puisqu'il était juif et que **les juifs, corps étranger à la nation, ont vocation à la**

¹ On voit apparaître dans ce texte une tradition hostile à l'intelligence abstraite qui sous-tend déjà le personnage de Bouteiller chez Barrès, et qui devint, par la suite, une véritable "marque déposée" des hommes de culture engagés à droite. Brunetière continuait par ces mots: « pour moi, dans l'ordre social, j'estime beaucoup plus haut la trempe de la volonté, la force du caractère, la sûreté du jugement, l'expérience pratique. Aussi je n'hésite pas à placer tel agriculteur ou tel négociant que je connais, fort au-dessus de tel érudit ou de tel biologiste ou de tel mathématicien qu'il ne me plaît pas de nommer ». On sait le mépris que les fascistes et les nazis, animés d'une mystique de l'action, avaient pour la réflexion, pour l'idée, pour l'intellect. Cela n'empêchait nullement l'Action française de se présenter comme "le parti de l'intelligence": l'intelligence sans l'universel, sans l'engagement subversif (c'est-à-dire engagée à droite) ne donnait pas d'intellectuels.

trahison (Barrès a écrit: « **que Dreyfus soit coupable, je le conclus de sa race** »). Tous ces thèmes se mêlaient à ceux de la décadence de la France, attribuée à la République, régime enjuivé, ou bien à sa dérive parlementaire (c'était un thème bonapartiste-boulangiste: "il nous faudrait un homme à poigne, un sauveur, un homme providentiel"): la renaissance de la nation humiliée par la défaite était incompatible avec la présence sur le territoire français de populations perçues comme étrangères à l'identité française.

Les antidreyfusards étaient encouragés dans cette attitude antisémite par une campagne particulièrement hystérique qui se développa dans les milieux catholiques. Voici par exemple une citation d'un journal jésuite de Rome (*La civiltà Cattolica*), qui date de 1898: « les Juifs tiennent entre leurs mains la République qui est moins française qu'hébraïque. Le Juif a été créé par Dieu pour servir d'espion partout où une trahison se prépare (...). Ce n'est pas seulement en France, mais en Allemagne, en Autriche, en Italie que les Juifs doivent être exclus de la Nation. Alors, la belle harmonie d'autrefois rétablie, les peuples retrouveront leur bonheur perdu ». Les deux organes de la Bonne Presse, *La Croix* et *Le Pèlerin*, étaient à la pointe du combat antidreyfusard et antisémite, avec *La Libre Parole* qui touchait alors cinq cent mille lecteurs. *La Croix*, qui en touchait un million avec ses éditions régionales, se parait du titre de "**journal le plus antijuif de France**"¹, demandait qu'on « étripât » Zola, écrivait des juifs: « contre le Christ qui les a maudits, et dont ils demeurent les ennemis farouches, ils voudraient pouvoir soulever toutes choses: leur haine va jusqu'au délire ». Elle appelait à les « bouter hors de France ». Les protestants avaient aussi leur part dans les haines de *La Croix*, dont Scheurer-Kestner était l'une des têtes de Turc.

La Ligue des Patriotes de Déroulède, sortie en 1896 de quelques années de sommeil, et à laquelle succéda une Ligue de la Patrie française en septembre 1898 ou en janvier 1899 (les deux ont pu coexister quelques mois), joua un rôle important dans la mobilisation des antidreyfusards: elle compta jusqu'à cent mille membres, dont Barrès, et rallia même Rochefort, définitivement passé à l'extrême-droite. Les différentes ligues antisémites s'étaient mises elles aussi au service de la cause antidreyfusarde. Tous ces mouvements ne survécurent pas à la victoire des dreyfusards: la ligue de Déroulède perdit toute importance après 1902. La conséquence la plus importante et la plus durable de l'affaire Dreyfus fut cependant la naissance en 1898 de la Ligue d'Action française, qui marqua la naissance d'une nouvelle extrême-droite; du fait qu'elle n'a pas joué un très grand rôle durant l'Affaire elle-même, mais plutôt un peu plus tard, du fait aussi de son influence et de sa pérennité exceptionnelles, je lui consacrerai une sous-partie à part un peu plus bas.

¹ "Antijuif " et non "antisémite" — on était bien dans le cadre mental de l'ancien antijudaïsme religieux, comme le montre la citation qui suit.

C) La crise politique: 1898-1899.

À partir du procès Zola et surtout de la mort de Henry (il y eut aussi un procès Picquart à l'automne), la crise prit une dimension nationale. **L'opinion publique s'exaltait** de plus en plus, tout au moins les milieux qui s'intéressaient à la politique — il n'est pas évident que toute la France se fût sentie également concernée, notamment les paysans et les ouvriers; il semble par ailleurs que la mobilisation ait été beaucoup plus forte à Paris qu'en province. On connaît le célèbre dessin de Caran d'Ache, paru dans le *Figaro* en février 1898: « ils en ont parlé »...

Non contente de déchirer l'opinion, **l'affaire Dreyfus divisait le monde politique**, sans respecter les clivages partisans. On ne parlait plus que d'elle au Sénat et à la Chambre, où régnait une atmosphère de bagarre. Les socialistes, on l'a vu, se rallièrent progressivement au dreyfusisme, mais ils étaient peu nombreux. Les radicaux inclinaient en majorité pour la cause de la révision, par fidélité aux principes de 1789, mais pas forcément par antimilitarisme: ils avaient beaucoup changé depuis le programme de Belleville; même Clemenceau, entre deux tirades sur "le sabre et le goupillon", c'est-à-dire contre les officiers royalistes, ne perdait pas une occasion d'affirmer son respect de l'institution militaire. Une partie d'entre eux, du reste, se rallia au dreyfusisme par pur opportunisme politique: l'occasion semblait bonne de chasser du pouvoir les républicains modérés, aux affaires depuis vingt ans. Les droites, en revanche, qu'elles fussent "constitutionnelles", monarchistes ou encore nationalistes et partisans d'un régime fort, étaient plutôt hostiles à Dreyfus: les raisons variaient de la crainte du désordre à la dénonciation d'un complot juif au cœur de la République.

Enfin la majorité progressiste de centre-droit était profondément divisée. Le président de la République, Félix Faure, était antidreyfusard, tout comme Méline qui durant ses deux ans à la présidence du Conseil (de 1896 à 1898) s'obstina à s'opposer à la révision du procès Dreyfus, ce qui ne contribua pas peu à l'aggravation de la crise. Puis il finit par tomber, à cause de l'Affaire. **Le gouvernement** qui lui succéda, dirigé par Henri Brisson¹, **était complètement désemparé**. Durant tout l'automne les ministres de la Guerre démissionnèrent en cascade pour ne pas avoir à rouvrir le procès, ce qu'il fallut bien finir par faire fin octobre... mais cela entraîna, début novembre, la chute du gouvernement Brisson, remplacé par un gouvernement Dupuy, guère plus vaillant.

¹ Brisson était un radical, mais il était isolé dans un gouvernement dominé par les progressistes.

Surtout, l'Affaire entraîna des troubles de l'ordre public. Une partie de l'extrême-droite voyait dans l'Affaire une nouvelle occasion de renverser "la Gueuse", la République « des nantis et des pourris » (selon Déroulède), l'« enjuivée » (selon Drumont). À Alger, à Marseille, des commerces tenus par des juifs furent attaqués. À Paris, Guérin et ses sbires faisaient le coup de poing au Quartier latin; des professeurs dreyfusards étaient molestés. Les antidreyfusards recouraient même à des hommes de main payés, recrutés notamment parmi les tristement célèbres garçons bouchers des abattoirs de la Villette¹. Avec la radicalisation des ligues, qui se distinguaient des partis par une activité en partie au moins extraparlamentaire et violente et par leur hostilité aux politiciens traditionnels et à leurs "trafics" et autres "combinaisons", émergeait, phénomène nouveau, **une violence de rue** de recrutement au moins en partie populaire et **qui pourtant n'était pas de gauche**, contrairement à celle des années 1789-1871. Cette poussée de fièvre fut éphémère; mais elle annonçait les évolutions catastrophiques de l'entre-deux-guerres.

Ce fut ainsi qu'en février 1899 Déroulède tenta de profiter des **obsèques du président Félix Faure** pour faire un coup d'État: il essaya d'entraîner vers l'Élysée les troupes qui escortaient le cortège funèbre. Mais le général qui les commandait refusa de le suivre: l'armée était certes un important groupe de pression antidreyfusard, mais elle n'avait pas de tradition putschiste; fidèle à la nation, elle ne contestait pas le gouvernement que la France s'était donnée (tout au moins en tant qu'institution; les opinions individuelles étaient une autre affaire). Déroulède, qui avait été incapable de réunir plus de quelques milliers de manifestants, fut arrêté (et bientôt acquitté). L'exaltation, l'excitation, l'hystérie des extrémistes ne les amenaient pas jusqu'à la prise de risques physiques... De nouveaux troubles eurent lieu en juin, juste après que la cour de Cassation eut décidé de casser le jugement de 1894: les antidreyfusards envahirent l'hippodrome d'Auteuil où le successeur de Faure, Émile Loubet, présidait aux courses (il passait pour dreyfusard; pour tout arranger, il avait été à la tête du gouvernement au moment du scandale de Panamá). **Le président de la République fut frappé** à coups de canne par le baron Christiani².

Une semaine plus tard, une grande manifestation dreyfusarde manqua de dégénérer en émeute; cela provoqua la chute du gouvernement Dupuy, accusé de partialité en faveur des émeutiers, ce qui avait fini par inquiéter une partie de sa propre majorité. En effet la République apparaissait sérieusement menacée: la droite antirépublicaine, enragée ou affolée, appelait à la dictature, ainsi *La Croix* (« de tous côtés les gens réclament un homme à poigne,

¹ Ceux de la chanson de Boris Vian: « C'est le tango des bouchers de La Villette... ». Ils étaient célèbres pour leur brutalité, pour leur hostilité au mouvement ouvrier... et pour arrondir leurs fins de mois grâce à la prostitution homosexuelle.

² La veille, le retour de Marchand, le héros de Fachoda (voyez au chapitre 10), avait donné lieu à une grande manifestation nationaliste, qui avait passablement échauffé les esprits.

décidé à jouer sa vie pour arracher la France aux traîtres, aux sectaires et aux imbéciles qui la livrent à l'étranger »). Un orateur dominicain déclarait lors d'une distribution des prix dans un collège religieux: « faut-il laisser aux mauvais libre carrière? Non, certes! L'ennemi, c'est l'intellectuel qui fait profession de dédaigner la force, le civil qui veut subordonner le militaire. (...) Lorsque la persuasion a échoué, lorsque l'amour a été impuissant, il faut brandir le glaive, terroriser, couper les têtes, frapper ». Quant à Rochefort, voici quel sort il réservait aux magistrats de la cour de Cassation (le texte est un peu antérieur aux événements que je relate ici): « je voudrais qu'on fît ranger tous les magistrats en queue de cervelas [?], comme les détenus qui se promènent dans les prisons centrales. Puis un bourreau, bien stylé, leur couperait les paupières, et, lentement, leur viderait les orbites. Après quoi, on les exposerait place Dauphine, sur un grand pilori, avec cet écriteau: "voilà comment la France punit les traîtres qui la vendent à l'Allemagne!" ».

Cependant, les troubles de janvier-juin 1899 ne représentèrent sans doute pas pour le régime une menace aussi grave que le boulangisme: les antidreyfusards n'avaient pas de figure de proue incontestée, les ligues ne surent jamais coordonner leur action. Mais, dix ans après l'affaire Boulanger, le pays était à nouveau en proie aux passions les plus violentes. Une culture très politique, très idéologique, semblait décidément devoir survivre à la fin des conflits de régime du XIXe siècle, faite de violents affrontements verbaux, d'une représentation de l'autre camp comme un ennemi à vaincre et non comme un adversaire à convaincre, avec qui négocier et cohabiter, une culture que l'on pourrait qualifier de "**culture de guerre civile**": guerre au moins simulée, mimée, sinon réellement souhaitée et préparée, sauf par des minorités. Personne n'était vraiment prêt à descendre dans la rue, mais tout le monde se comportait en paroles comme si l'affrontement physique était imminent et inévitable... L'affaire Dreyfus, du reste, renforça cette particularité de la culture politique française en fournissant aux deux camps des haines et des certitudes, de nouvelles légendes, des martyrs, des anniversaires à célébrer, des monuments à fleurir ou à souiller¹.

D) Liquidation (1899-1906) et conséquences de l'affaire Dreyfus.

¹ Aujourd'hui le consensus politique est bien plus étendu que voici un siècle; cependant, il arrive que cette ancienne culture politique refasse surface. En janvier 1998 encore, le premier ministre socialiste Lionel Jospin, dans un de ces moments d'énerverment où se révèlent les structures profondes d'une personnalité, a affirmé que la droite avait été antidreyfusarde et la gauche dreyfusarde, comme s'il n'y avait jamais eu en France que deux camps invariables, poursuivant leur conflit éternel à travers tous les grands événements de notre Histoire, le Bien et le Mal (pour faire bonne mesure, il a ajouté que la droite avait été esclavagiste en 1848...). Un moment d'égarement d'autant plus révélateur que la politique du gouvernement Jospin est dans l'ensemble plutôt centriste et consensuelle...

L'affaire Dreyfus aboutit à la constitution d'**une nouvelle majorité parlementaire**. Les législatives de 1898 avaient donné des résultats assez semblables à celles de 1893; mais Loubet, persuadé de l'innocence de Dreyfus et inquiet du déchaînement des extrémistes de droite, cherchait une nouvelle majorité plus à gauche, plus apte surtout à défendre efficacement la République et ses principes contre leurs ennemis. Ce fut chose faite en juin 1899, à l'issue d'une crise ministérielle d'une quinzaine de jours, avec la constitution du ministère Waldeck-Rousseau. Pierre **Waldeck-Rousseau** (1846-1904) était une figure respectée du régime, le père de la loi de 1884 sur les syndicats, une figure progressiste donc au vrai sens de ce terme, mais aussi une figure d'ordre: il avait été plusieurs fois ministre de l'Intérieur. Lui-même était un opportuniste, donc un homme du centre-droit, mais il forma un ministère avec des radicaux et même, pour la première fois depuis 1848, un socialiste, indépendant et réformiste affiché, Alexandre **Millerand**. Il plaça au ministère de la Guerre le général Gallifet, un militaire dreyfusard mais respecté à cause de son brillant passé militaire, qui avait été l'un des responsables de la répression de la Commune: autrement dit, l'exact contraire d'un mou et d'un subversif. Jaurès, à la tête du groupe parlementaire qui regroupait la plupart des députés socialistes, soutenait la majorité pour défendre le régime. C'était, au total, un glissement à gauche de la **majorité**; et cette nouvelle majorité axée sur les radicaux, dite au début "**de défense républicaine**", ce qui montre bien combien centrale était pour elle la défense des principes démocratiques en danger, garda le pouvoir jusqu'en 1914.

Elle remit de l'ordre dans le pays. Gallifet mit à la retraite certains généraux jugés suspects d'activisme, en déplaça d'autres. Surtout les généraux, qui jusque-là recevaient leur grade d'un Conseil supérieur de la Guerre composé uniquement de généraux, seraient maintenant désignés par le ministre de la Guerre, c'est-à-dire par le pouvoir civil — même si le portefeuille de la Guerre était le plus souvent dévolu à un général. L'armée, que le pouvoir soupçonnait d'avoir eu brièvement la tentation d'intervenir dans le débat politique, redevint, jusqu'à la guerre d'Algérie, la "grande muette" au service non pas d'un parti, mais de la nation toute entière. On remplaça également des juges. À Paris, le gouvernement nomma un préfet de police à poigne, Louis Lépine (voyez aussi au chapitre 7); la justice engagea des poursuites contre les plus agressifs des antidreyfusards. Déroulède, notamment, fut arrêté à nouveau en août, et cette fois condamné et même banni pour dix ans: il rentra en France en 1905. Plus excité, Jules Guérin se retrancha dans les locaux de la Ligue antisémite, rue Chabrol près de la gare de l'Est, et la police n'osa pas donner l'assaut de peur de déclencher une émeute dans la population de ce quartier populaire. "**Fort Chabrol**" soutint trente-huit jours de "siège" en août-septembre 1899, grâce au soutien dont les assiégés bénéficiaient (on leur lançait des victuailles du toit des omnibus...). Finalement, il fallut bien se rendre: à l'issue d'un procès houleux, en janvier 1900, Guérin fut condamné à dix ans de détention.

Nous l'avons vu, la condamnation de Dreyfus avait été cassée début juin. Le procès fut renvoyé devant un nouveau tribunal militaire, à Rennes, loin de la capitale et de ses passions. **Dreyfus**, ramené de l'île du Diable, **fut rejugé** en août-septembre 1899. L'atmosphère du procès fut très lourde, il y eut même un attentat contre l'un des avocats de l'accusé; les défenseurs de Dreyfus ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur une stratégie et se déchirèrent. Finalement le tribunal, refusant de reconnaître la responsabilité de l'armée, rendit un verdict absurde: Dreyfus était à nouveau reconnu coupable de trahison, mais devait bénéficier de circonstances atténuantes (on ne savait pas à quel titre); en conséquence de quoi il fut condamné à seulement dix ans de détention. Dreyfus, atterré, décida de se pourvoir à nouveau en cassation; un troisième procès semblait inévitable, c'est-à-dire de nouveaux troubles. Alors Waldeck-Rousseau lui proposa la grâce présidentielle s'il retirait son pourvoi... **Dreyfus** accepta, semblant ainsi reconnaître sa culpabilité (car la grâce ne peut être accordée qu'à un coupable): il **fut gracié** par Loubet en septembre 1899, pour raisons de santé et d'ordre public. Certains dreyfusards en furent marris, à cause des principes; Clemenceau écrivit même: « Dreyfus m'est indifférent, qu'on le coupe en morceaux, qu'on le mange! ». D'autres comme Reinach se rappelèrent que sous l'Affaire il y avait un homme qui avait déjà trop souffert, et qu'il ne fallait pas faire d'un « créature vivante », un « bélier contre les institutions »...¹

Il n'y eut guère de réactions des antidreyfusards; puis, faute de cause à défendre, les esprits s'apaisèrent peu à peu. L'exposition universelle de 1900, l'inauguration du métro parisien, etc., aidèrent à changer les idées.

Les dreyfusards, dans une atmosphère moins passionnée (ou passionnée par d'autres combats — la crise anticléricale commença en 1901), relancèrent l'examen des "preuves", et réussirent à démonter les faux; Jaurès, de retour à la Chambre à l'issue des législatives de 1902 et qui soutenait les gouvernements radicaux de l'époque, y joua un rôle important: en 1903, il parvint à arracher à Combes la promesse d'une relance de l'Affaire sur le plan judiciaire. Finalement **Dreyfus fut réhabilité** et réintégré dans l'armée à l'issue d'un dernier procès qui dura de décembre 1903 à juillet 1906; il ne fit plus jamais parler de lui jusqu'à sa mort². C'était du reste une personnalité assez falote et conformiste, qui agaça jusqu'à ses partisans eux-mêmes, notamment Clemenceau (« il fallait un acteur³ et c'était un soldat »,

¹ C'est un débat récurrent et toujours difficile à trancher; il a réapparu, par exemple, aux États-Unis dans les années 1960, lorsque les activistes noirs poussaient des gosses au-devant de foules blanches hystériques afin d'émouvoir les médias grâce à la violence qu'ils subissaient, ce qui était à peu près le seul moyen de faire avancer leur cause en un temps où de plus en plus la grande force des faibles était le spectacle de leur faiblesse... Voyez à ce propos le cours sur les États-Unis, au chapitre 4; et les réflexions, au début du chapitre 13 du cours sur la France, sur le développement d'une "culture des victimes".

² Il demanda sa mise à la retraite en 1907, mais reprit du service en 1914: il participa notamment à la bataille de Verdun.

³ Ce mot est intéressant: on était à l'orée de l'ère des médias...

écrivit Reinach après son deuxième procès). Picquart, l'officier courageux qui n'avait pas accepté qu'un officier croupît en Guyane, qui avait refusé d'étouffer l'affaire, qui avait défié sa hiérarchie, par ailleurs une figure bien plus attachante, bien plus énergique que Dreyfus, et qui fut peut-être plus que celui-ci le véritable héros des dreyfusards, fut lui aussi réintégré dans l'armée. Celle-ci finit par reconnaître ses torts... en 1995! Quant au fond de l'affaire, il demeure en partie obscur: Dreyfus n'était pas coupable, Esterhazy l'était très certainement, mais était-il seul ou obéissait-il à des personnages très haut placés? Toute l'affaire n'était-elle pas une opération d'intoxication des services secrets allemands (ou français)? Ces questions ont fait couler des torrents d'une encre fort anecdotique: l'important est ailleurs.

Les **conséquences** de l'affaire Dreyfus furent multiples et très importantes à long terme. Une partie des thèses de l'extrême-droite avaient été atteintes dans leur crédibilité, notamment les théories anthropométriques et graphologiques du docteur Bertillon, mises à mal par une commission de membres de l'Académie des Sciences (dont Henri Poincaré) lors du dernier procès Dreyfus; en tout cas, elles n'étaient plus du domaine public, de l'ordre de l'évidence acceptée par tous. De même, l'antisémitisme cessa d'être une passion tenue pour ordinaire, naturelle, acceptable: il ne disparut pas, loin de là, mais dans son expression publique il était désormais nettement marqué à droite. Cependant toutes ces passions ne demandaient qu'à ressurgir à l'occasion de nouveaux troubles, avec la même force de haine et d'irrationalité: l'image du complot juif, de la République enjuivée coupable d'avoir souillé l'honneur de l'armée, était définitivement ancrée dans certains esprits, elle structurait une idéologie, celle de l'Action française: seule le désastre de 1945 la fit s'effacer (pour quarante ans). Certains n'oublièrent jamais. Lors du transfert des cendres de Zola au Panthéon en 1908, un excité tenta d'assassiner Dreyfus; le monument à Bernard Lazare, inauguré à Nîmes la même année, fut régulièrement souillé.

La gauche cessa, dans sa grande majorité, d'être antisémite; les socialistes se rapprochèrent décisivement de la République. Ils partageaient désormais avec les autres républicains de gauche une épopée, des souvenirs, ils révéraient un certain nombre de figures communes: Zola, Scheurer-Kestner... Le régime sortit renforcé de l'Affaire, avec une nouvelle majorité, moins conservatrice, moins faible, un peu plus de principes, une ébauche de programme: bref, c'était **un nouveau départ pour la République**, qui ne fut plus contestée que par des extrémistes aussi impuissants que vociférants, jusqu'à l'apparition d'un Parti communiste au début des années 1920. En revanche Paris termina de passer à la droite anti-républicaine: aux élections de 1902, les radicaux et les socialistes furent complètement éliminés des quartiers du centre, le "vieux Paris" d'avant 1860.

L'**engagement des intellectuels** ne cessa pas avec la fin de l'affaire Dreyfus, même si certains furent déçus de sa récupération par les partis politiques; Péguy notamment, qui, au début de *Notre jeunesse*, développe longuement l'idée que « tout commence en mystique et finit en politique » et que l'Affaire Dreyfus n'y avait pas échappé. Il en voulait beaucoup à Jaurès, qu'il accusait d'avoir manipulé les dreyfusards dans le but de se rapprocher du pouvoir et de les avoir compromis avec des extrémismes qu'ils ne partageaient pas, notamment au moment du ministère Combes et de l'affaire Hervé (voyez plus loin); il en voulait même à Dreyfus pour s'être laissé grâcier, car « nous fussions morts pour Dreyfus; Dreyfus n'est point mort pour Dreyfus ». Mais Péguy continuait à croire en l'engagement: en 1900, il fonda une revue, les *Cahiers de la Quinzaine*, dont il était le seul rédacteur et où textes littéraires et prises de position sur l'actualité se mêlaient inextricablement. Ce fut aussi dans le prolongement de l'Affaire que l'on vit se multiplier les "**universités populaires**" (on disait: les "U.P.") dont les enseignants, tous des volontaires, voulaient « chasser les fantômes de la nuit » (selon Jaurès): ils organisèrent, souvent dans le cadre des Bourses du travail, des cours magistraux, des conférences, des causeries, des fêtes éducatives... L'idée était que "le peuple", assise innombrable de la démocratie, devait être éduqué à la République par les intellectuels, qui, en l'instruisant, le détourneraient des pièges du césarisme et du cléricisme. Le projet était sympathique, quoiqu'un peu paternaliste; il échoua car très vite les ouvriers, dont les conférenciers mesuraient mal le niveau d'instruction et la capacité de résistance à l'ennui pour la bonne cause, cessèrent d'assister aux cours pour ne plus aller qu'aux fêtes...

Dernière conséquence capitale: avec l'Affaire, la politique commençait à échapper aux comités de notables et aux élus, pour glisser notamment vers les organisations de masse (les ligues furent parmi les premières; les premiers partis au sens moderne du terme allaient émerger dans les années 1900) et vers la grande **presse**. Celle-ci joua un rôle majeur dans l'affaire Dreyfus, par le biais des comptes rendus de procès, de la publication de documents et de témoignages décisifs, des articles engagés, des pétitions, des appels à la manifestation, etc. — des deux côtés d'ailleurs; mais on a surtout retenu son rôle décisif dans la mobilisation du camp dreyfusard. **L'affaire Dreyfus fut entre autres choses la première campagne de presse moderne**: elle a joué un rôle décisif dans l'émergence d'une fonction nouvelle des médias, celle de formateurs de l'opinion du plus grand nombre, alors que la presse d'opinion du XIXe siècle était réservée à une petite minorité instruite, seule alors du reste à bénéficier d'un accès au pouvoir. Par voie de conséquence, **le ton** des articles politiques **commença à changer**, devenant nettement plus concret, mais aussi plus vulgaire, plus sectaire, plus virulent, à base de coups de théâtre, de "scoops" comme on dirait aujourd'hui, de "fuites" diverses, de chasse aux témoignages croustillants. À la même époque, aux États-Unis, des journalistes audacieux, les *muckrakers* ("fouilleurs de boue"), commençaient à enquêter sur les turpitudes des hommes politiques, à les forcer à la démission... (voyez le cours sur ce pays, au chapitre 1). Le XXe siècle, décidément, s'annonçait.

E) L'Action française, fille de l'affaire Dreyfus.

L'Action française a dominé l'extrême-droite française de 1900 à 1930; dans les années 1930-1944, quoique contestée au sein de l'extrême-droite, elle a encore joué un rôle important. Elle n'a jamais connu le succès électoral, qu'elle ne recherchait pas, mais elle **a décisivement influencé deux générations** de jeunes gens: parmi ceux dont Maurras a marqué la jeunesse, on retrouve notamment des hommes politiques dont tous n'ont pas fait carrière à l'extrême-droite, comme François Mitterrand, et des hommes de lettres dont tous n'ont pas été des thuriféraires du régime de Vichy, notamment Georges Bernanos. Elle a élaboré une doctrine originale, mais n'est pas parvenue à l'imposer à la société; en revanche elle a fortement influencé la Révolution nationale pétainiste, qu'elle n'a pas contribué à mettre en place. Enfin, du point de vue de l'Histoire des idées, elle représente un chaînon essentiel dans le passage des extrême-droites légitimistes du XIXe siècle aux extrême-droites "modernes", populistes et corporatistes, du XXe siècle. Toutes ces raisons, et l'existence d'une remarquable synthèse d'Eugen Weber à son sujet, imposent de lui consacrer un exposé un peu détaillé.

C'était à l'origine un **comité** antidreyfusard, fondé au printemps 1898 par Maurice Pujo pour préparer les législatives toutes proches. Durant la phase aiguë de l'Affaire il demeura dans l'ombre de la Ligue de la Patrie française de Déroulède; il ne prit un semblant d'importance qu'à partir de l'adhésion de Charles Maurras en juin 1899. En juillet 1899, l'Action française commença à publier un périodique éponyme; la "**petite revue grise**" bimensuelle, comme affectueusement l'appelaient ses rédacteurs, devint en mars 1908 un quotidien, au ton souvent ordurier, qui subsista jusqu'à son interdiction en 1944. Entre 1905 et 1907, l'Action française se donna également des structures d'action politiques: elle s'organisa en une **ligue**, qui phagocytait progressivement la Ligue de la Patrie Française de Déroulède¹. Enfin en novembre 1908 elle se dota d'une milice, les **Camelots du Roy**², qui recrutaient surtout parmi les étudiants du Quartier latin et recouraient volontiers à la violence de rue: ce dernier trait, la violence au service d'une ligue antirépublicaine, était nouveau et annonçait nettement les pratiques politiques de l'entre-deux-guerres.

¹ Celle-ci disparut en 1906: Déroulède "ne faisait pas le poids" face à Maurras, et il était en train de se rapprocher à vive allure de la IIIe République, en pleine dérive cocardière comme nous allons le voir plus bas.

² "Camelot" est à prendre au sens originel de: vendeur de journaux, distributeur de prospectus monarchistes. C'était leur fonction officielle.

La figure essentielle de l'A.F. était **Charles Maurras** (1872-1952): il contribua décisivement à la définition de son idéologie, en particulier il y fit triompher le royalisme. Maurras était né à Martigues, près de Marseille; il était le fils d'un percepteur. Du côté paternel, c'était une famille laïque et plutôt républicaine; mais en 1848 sa grand-mère maternelle s'était évanouie à la nouvelle de la proclamation de la République. Le jeune Charles devint sourd vers l'âge de quinze ans, ce qui lui barra les carrières dont il rêvait, celle notamment d'officier, et contribua peut-être décisivement à en faire ce pur intellectuel, raisonneur impeccable mais peu attentif aux arguments des contradicteurs, que ses adversaires et ses partisans déçus dénonçaient comme un homme complètement enfermé dans ses idées, « sourd à force de ne pas écouter » (selon Julien Benda). Outre ses activités politiques, il fut poète, en français et en occitan (son nationalisme n'avait rien de jacobin!); mais aussi journaliste (il couvrit les premiers jeux olympiques en 1896 — voyez au chapitre 7), et philosophe — c'était un disciple de Renan et de Taine, mais aussi de de Maistre et de Bonald, les deux grands théoriciens du légitimisme au début du XIXe siècle. Il devait beaucoup aussi à Barrès, pour le nationalisme, et à Mistral pour l'attachement au terroir. Il avait publié son premier article antidreyfusard en septembre 1898 dans la très royaliste *Gazette de France*; quatre ans avant, dans un autre article, ce féru d'Antiquité avait ressorti le mot grec de "métèques" pour désigner les étrangers qui selon lui envahissaient la vie publique.

La pensée de Maurras s'ancrait avant tout dans **une angoisse de la décadence** de la France, typique de sa génération née avec la défaite, adolescente dans les années des bataillons scolaires et du brave général à barbe blonde, parvenue à l'âge adulte au moment du scandale de Panamá. La République avait identifié pour causes de cette décadence la réaction et l'Église; elle s'était occupée à régénérer le pays par l'école et le patriotisme. Maurras, au contraire, identifiait pour causes de la catastrophe, d'une part la République et plus généralement la démocratie, d'autre part et surtout l'invasion du pays par des éléments venus d'ailleurs (physiquement ou intellectuellement), corps étrangers ou mal assimilés par le corps national, qu'il réunissait sous une appellation commune: **les quatre états**² "confédérés" au service de l'Allemagne pour la perte de la France. C'étaient **les Juifs, les métèques, les protestants et les franc-maçons**. Voici un bon aperçu des haines de l'A.F., extrait d'un article publié en mars 1908 dans la *Revue d'Action française* (sans doute de la plume de Maurras, je n'ai pas pu vérifier):

¹ Il fut considéré dans sa jeunesse comme l'un des "princes" du Félibrige, ce mouvement culturel occitan que j'évoquerai plus précisément au chapitre 7, et dont Mistral, évoqué un peu plus bas, était le chef de file. Littérairement, il tenait pour le classicisme le plus épuré, tradition et simplicité; il détestait le romantisme parce qu'il avait innové par rapport aux traditions, parce qu'il plaçait l'individu au centre, et parce qu'il "ne savait pas se tenir", si j'ose écrire; et bien sûr plus encore la barbarie culturelle de son temps, les avant-gardes.

² Au sens de l'Ancien Régime, comme dans "tiers-état". D'où l'absence de majuscule, selon les conventions suivies dans mes polycopiés.

« La République est le gouvernement des juifs, des juifs traîtres, des juifs voleurs, des juifs corrupteurs du peuple et persécuteurs de la religion catholique. La République est le gouvernement des pédagogues protestants qui importent d'Allemagne, d'Angleterre et de Suisse un système d'éducation qui abrutit le cerveau des jeunes Français. La République est le gouvernement des francs-maçons qui n'ont qu'une haine: l'Église, qu'un amour: les sinécures et le trésor public. La République est le gouvernement de ces étrangers plus ou moins naturalisés (...) qui accaparent le sol de la France, qui disputent aux travailleurs français leur juste salaire, qui font voter des lois qui ruinent l'industrie, contraignent les capitaux à l'émigration, et mettent nos ressources à la disposition d'Édouard VII ou de Guillaume II. (...) La République a été voulue par Bismarck, le plus prévoyant des ennemis de la France ».

Bref, **la République n'était pas française**. C'était qu'elle reposait sur les principes de 1789, principes néfastes, inventions abstraites d'esprits faux, de théoriciens ignorants de la nature humaine et des réalités historiques. Pour Maurras l'égalité n'est qu'un leurre: **les hommes sont naturellement inégaux** car ils sont faibles, ils ont besoin d'être encadrés; et encadrés par des structures naturelles comme la famille, la paroisse, la corporation, la province, non par les structures politiques artificielles, impersonnelles, inventées par les philosophes du XVIIIe siècle et par les révolutionnaires. Seule **l'inégalité est protectrice**. Quant à **la liberté** telle que la démocratie la conçoit, c'est un rêve vain et dangereux car elle aboutit à la dissolution de la société: elle **livre les individus à la solitude**, propice à toutes les forces mauvaises. **La société traditionnelle** était la seule à assurer aux individus une liberté authentique, puisqu'elle permettait à chacun de trouver sa juste place dans la société, au sein des structures naturelles: elle **était la seule société "organique"**, au sens où chacun y avait sa fonction, comme les différents organes d'un organisme ont la leur.

La démocratie n'était qu'une « médiocratie » qui débouchait sur « l'Étatisme égalitaire et le prétendu Volontarisme populaire ». Elle avait détruit les corps intermédiaires qui structuraient autrefois la nation: les corporations, les provinces, etc., pour livrer les individus à l'État tout-puissant, à la bureaucratie, aux forces aveugles de l'argent. **Maurras dénonçait très violemment le jacobinisme aussi bien que le libéralisme**: ces deux maux lui semblaient intimement liés, puisque la liberté et l'égalité ne pouvaient déboucher que sur l'anarchie et le chaos, ou alors sur la tyrannie de Léviathan¹. La démocratie avait institué le « gouvernement du nombre », elle avait livré le pouvoir à « l'incohérence d'une foule inorganique » gouvernée d'en haut, comme un troupeau, par des hommes sans contacts profonds avec le pays, si tant est qu'ils fussent de vrais Français².

¹ L'État surdimensionné et tout-puissant. L'expression est plutôt américaine.

² N.B. Cette haine de la foule contribue à expliquer que dans les années 1930, Maurras soit resté complètement imperméable aux sirènes du fascisme et du nazisme.

La valeur suprême de l'A.F. en politique, **c'était** donc la **réaction**. Ces thèmes légitimistes assez classiques coexistaient, dans l'idéologie de Maurras, avec un élément tout à fait nouveau par rapport au légitimisme d'avant 1880: le nationalisme. Avec l'Action française, **le nationalisme convergeait avec le traditionnalisme contre-révolutionnaire**; phénomène nouveau dans l'ordre intellectuel, mais tout à fait conforme à l'évolution de la droite antirépublicaine depuis le boulangisme. Maurras prônait un « **nationalisme intégral** », et la devise de l'Action française était: « la France seule ». Ce n'était évidemment pas un nationalisme citoyen, républicain, mais un nationalisme axé sur les idées d'attachement au terroir, de continuité avec le passé, de respect des héritages: en gros "la terre et les morts" de Barrès, plus la xénophobie et l'antisémitisme frénétiques hérités de Drumont — mais pas de confusion entre langue, race et nation comme en Europe centrale¹. L'une des raisons pour lesquelles Maurras détestait **les principes de 1789**, c'était parce qu'ils **étaient antinationaux**, et ils étaient antinationaux parce qu'ils étaient universels, donc sans lien avec la tradition française, même s'ils avaient été formulées en France. Il détestait **la démocratie** parce qu'elle **divisait la nation**. En effet elle se nourrissait de « la lutte intestine »: les luttes des partis dressaient artificiellement les Français les uns contre les autres pour le plus grand profit des quatre états; elle conduisait tout aussi inéluctablement au « combat des riches et des pauvres », c'est-à-dire à la lutte des classes.

Les remèdes que Maurras proposait à la décadence de la France étaient, en revanche, d'inspiration nettement légitimiste: il n'appelait pas "un grand Français" à prendre le pouvoir (sauf éventuellement de manière transitoire, voyez plus bas); il n'innovait pas en appelant à une République autoritaire, car innover était contraire à son tempérament, et car il détestait trop la République dans son principe. Il appelait au contraire au **retour à la monarchie**, seul régime authentiquement national, celle d'avant 1789 bien entendu, celle même d'avant l'absolutisme: une monarchie médiévale idéalisée, fantasmée, censée avoir respecté les corps intermédiaires et fait vivre les Français dans l'harmonie. Elle devait être « traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée » (cette formule est extraite du programme de la "petite revue grise"). L'article cité un peu plus haut continue ainsi:

« (...) le Roi, c'est-à-dire la France personnifiée par le descendant et l'héritier des quarante chefs qui l'ont faite, agrandie, maintenue et développée. Que le gouvernement du Roi soit le gouvernement naturel à notre nation, c'est ce qu'établissent les faits les plus simples, comme le témoignage des plus grands maîtres de la science et de la pensée d'aujourd'hui. Mais le gouvernement du Roi est aussi le seul qui, en maintenant l'ordre, puisse effectuer parmi nous les mêmes progrès sociaux qu'ont accomplis les monarchies voisines, et ajouter à ces progrès sociaux tout ce que la richesse et le génie de notre race permettent de prévoir et de réaliser. Il peut seul protéger, organiser et installer solidement la classe ouvrière

¹ Même remarque que dans la note précédente.

comme ses ancêtres ont installé la bourgeoisie. Il peut seul rendre à nos villes et à nos provinces les libertés et privilèges que réclame la prospérité de chacun. Il peut seul réconcilier tous les Français et les unir contre leurs ennemis du dehors et de l'intérieur ».

Il fallut toute la force de persuasion intellectuelle de Maurras pour faire renaître ainsi le royalisme, qui en 1898 apparaissait à tout le monde, même à l'extrême-droite antirépublicaine, comme une vieille lune dépassée, bonne pour quelques douairières vendéennes...¹

Maurras voulait aussi que la France redevînt un pays catholique; mais **son attachement à la religion était d'un genre assez particulier, tout comme du reste son attachement à la monarchie**. Maurras était personnellement incroyant et le faisait savoir; il refusa toujours de renier une œuvre de jeunesse violemment antichrétienne, *Le chemin du Paradis*. Mais dans la lignée du positivisme conservateur de Taine, et, moins philosophiquement, dans le prolongement de tous les conservatismes du XIXe siècle, il privilégiait les structures fortes, les structures d'ordre: l'ordre, condition nécessaire au progrès de l'humanité pour les positivistes, devenait pour Maurras le garant de la sauvegarde de la nation. **Le principe monarchique et héréditaire évitait la dissolution de l'autorité et lui donnait la durée** (« il est bon et beau que l'autorité d'un chef souverain ne soit pas un pouvoir fabriqué de main d'homme, qu'il nous vienne du fond des âges et que les siècles nous le forment »): c'était le thème des "quarante rois qui ont fait la France" — mais sans le droit divin, auquel Maurras ne croyait pas: bref, les formes du légitimisme sans leur base idéologique. **Quant au catholicisme, pour Maurras c'était essentiellement un véhicule du conservatisme et de l'attachement aux traditions, et un instrument de contrôle social** (« la légitimation du pouvoir ne peut venir que de Dieu »): bref, Maurras, après Thiers et Napoléon III, instrumentalisait la religion au service d'un projet politique, mais avec encore plus d'impudeur, puisqu'il n'essayait même pas de faire semblant d'être catholique².

Au total, une doctrine extrêmement abstraite qui laissait très peu de place à la passion, au romantisme politique; un « **royalisme intellectuel** », comme l'écrivait Maurras lui-même, sans plus aucun rapport avec les exaltations d'une duchesse de Berry ou d'un Henri V — du reste, beaucoup de sympathisants de l'Action française n'étaient pas monarchistes au départ,

¹ Il demeurerait bien entendu des royalistes de chaire, de salon, d'Académie, des députés qui fréquentaient le Prétendant par loyauté, par habitude ou par coquetterie, un "royalisme de regret" dans l'armée et certains milieux catholiques (l'expression est employée par de Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, à propos de son père); et l'inénarrable *Gazette de France*, le plus vieux journal du pays, qui survécut jusqu'en 1917 en utilisant imperturbablement la graphie "oi" pour les imparfaits. Tout cela, avant Maurras, était considéré comme profondément inoffensif, y compris par les royalistes eux-mêmes: depuis 1877, la farce était jouée.

² Les citations de ces paragraphes qui précèdent ne sont pas toutes de Maurras. Certaines viennent d'analyses de la pensée de Maurras par Alain de Benoist (un philosophe contemporain d'extrême-droite).

ce fut le lien indissoluble que Maurras établissait entre la nation et la monarchie traditionnelle qui les amena au royalisme, et certains n'y crurent jamais qu'à moitié: dans les années 1930, à l'heure des fascismes, le royalisme du vieil enragé était considéré par un nombre de plus en plus élevé de ses partisans comme une espèce de marotte personnelle qu'il fallait respecter pour lui faire plaisir. Quant à ses positions en matière religieuse, elles faisaient dire à certains chrétiens que **Maurras était plus clérical que catholique**. L'abbé Mugnier résuma ainsi ces réticences dans les années 1920: **«l'Action française, c'est le catholicisme sans le christianisme»**.

Ce qui n'empêcha pas des royalistes et des catholiques sincères d'adhérer à ce mouvement qui semblait avoir trouvé un nouvel angle d'attaque contre la République, disait tant de bien des Rois et des prêtres, et dont le conservatisme rejoignait le leur; les idées légitimistes semblaient retrouver une nouvelle jeunesse — mais en même temps Maurras les infléchissait sensiblement. Certains milieux passèrent très vite sous influence maurrassienne: après la séparation de l'Église et de l'État, et jusque vers 1925, les nominations d'évêques furent confiées, à Rome, à un cardinal français partisan déclaré de l'Action française, Mgr de Lai, et le bruit courait que "Maurras nommait les évêques". *La Croix* aussi afficha très vite ses sympathies pour Maurras; les séminaires propageaient les idées maurrassiennes. **Une nouvelle fois, les catholiques militants se laissaient entraîner en un combat douteux**, qui risquait à terme de leur coûter cher... C'étaient, il est vrai, les années très difficiles de la séparation de l'Église et de l'État, de l'anticléricalisme militant au pouvoir. En revanche le duc d'Orléans, prétendant au trône de France, ne se laissa pas séduire tout de suite: jusqu'en 1911 ses relations avec l'A.F. furent exécrables. En bon orléaniste, il se méfiait du traditionnalisme militant de Maurras, et il détestait la violence dont certains éléments de l'A.F. faisaient preuve, les Camelots surtout: il les condamnait pour leur insubordination et parce qu'ils s'attaquaient aux forces de l'ordre... Puis il se rallia. On vit même des bonapartistes, désormais sans cause, se rallier à Maurras, parce qu'il s'affichait nationaliste et parce qu'il prônait l'action violente contre la République.

Tout ce bouillon de culture intellectuel préparait d'autres aventures. **Ce fut la synthèse maurrassienne qui prépara le passage de femmes et d'hommes de tradition légitimiste vers des extrême-droites plus "modernes"**, de type fasciste, dans les années 1920 et 1930 (voyez au chapitre 12): Lucien Rebatet, dont ce fut le chemin, évoque brillamment ce type d'itinéraire dans les premières pages des *Décombres*:

« Comme beaucoup de garçons de mon âge, j'avais, dès la sortie du collège, trouvé chez Maurras, chez Léon Daudet et leurs disciples une explication et une confirmation à maintes de mes répugnances intinctives. J'étais en politique du côté de Baudelaire et de Balzac, contre Hugo et Zola, pour "le grand bon sens à la

Machiavel" voyant l'humanité telle qu'elle est, contre les divagations du progrès continu et les quatre vents de l'esprit¹. Je n'ai jamais eu dans les veines un seul globule de sang démocratique. (...) [Mais] la germanophobie systématique du méridional Maurras m'avait toujours fait hausser les épaules. Si l'occasion s'en était offerte, j'aurais sans doute débuté dans les lettres (...) par un essai (...) sur le ridicule du pseudo-classicisme maurrassien, avec Papadiamantopoulos, les tambourinaires du Félibrige et les alexandrins à faux cols empesés de l'école romane, en face des œuvres immortelles auxquelles il prétendait s'imposer. (...) [Après la guerre], au fur et à mesure que l'hitlérisme prenait corps, les démocrates affectaient de n'y voir qu'un futile accident (...). *L'Action française*, accoutumée depuis trente années à épier les forces de l'Allemagne, avait su dès les premiers jours discerner dans le futur chancelier le symbole de la volonté germanique en train de renaître. (...) [Mais] à sa clairvoyance se mêlait un singulier mépris pour l'homme dont elle découvrait si bien certains aspects et annonçait infailliblement le succès; (...) ces qualités, ces talents, dès lors qu'ils appartenaient à un Allemand, étaient ravalées au rang le plus bas. (...) Pour ma part, les premières mesures antijuives du *Führer* devenu chancelier, au printemps 1933, allaient commencer à mettre quelques ombres sur mon orthodoxie maurrassienne (...) ».

Et ce fut ainsi que Rebatet, maurrassien antisémite et philoallemand, lâcha l'A.F. pour devenir un hitlérien...

Enfin, pour résoudre la **question sociale** l'Action française souhaitait « l'incorporation du prolétariat à la société par l'opération des forces politiques et morales autres que le Capital: les forces du gouvernement héréditaire, de la Corporation, de la Religion, qui ôt[aient] au Capital son -isme despotique, l'empêch[aient] de régner tout seul ». Le prolétariat devait participer à la gestion de ses intérêts, non pas selon les règles libérales (le libéralisme, la démocratie, en mettant le pauvre et le riche sur le même plan, favorisent le second) ni selon les postulats du collectivisme (l'égalité est un leurre: voyez plus haut le passage sur l'"inégalité protectrice"), mais par l'intermédiaire des corporations, institutions sociales traditionnelles par excellence, protectrices des faibles, qui permettraient d'organiser la coopération des classes au lieu de leur lutte, donc de régénérer socialement la nation comme la monarchie la régénérerait politiquement.

Cette théorie du **corporatisme** était de filiation légitimiste, elle devait notamment beaucoup aux Cercles catholiques ouvriers d'Albert de Mun, fondés à l'époque de l'Ordre moral (en 1871); mais elle s'était teintée de proudhonisme. Proudhon, après tout, n'avait jamais combattu dans les rangs des républicains, il avait écrit des choses très violentes sur le monde moderne, les capitalistes et les juifs notamment; comme Maurras il avait été hostile à l'État fort, il avait rêvé, et avec lui les communards qu'une partie de l'A.F. tenait pour de courageux ennemis de la République, de « véritables républiques locales, professionnelles,

¹ Référence à un poème philosophique de Hugo., dont c'est le titre.

morales ou religieuses » (la formule est de Maurras, mais le début rappelle les proclamations communardes). Vers 1900, une partie des socialistes proclamaient eux aussi leur haine de la République, de l'individualisme et du libéralisme... et il y avait longtemps que Barrès, par exemple, se proclamait à la fois socialiste et nationaliste. Dès lors, pourquoi ne pas aller glaner aussi dans ce champ idéologique, pourquoi ne pas promouvoir un "socialisme corporatiste", un "socialisme national"? Il y eut des convergences, à la fin des années 1900, entre l'Action française et certains syndicalistes proudhoniens, comme Georges Sorel sur qui je reviendrai¹. L'un des principaux terrains de rencontre était l'antisémitisme... Vers 1910 le jeune Bernanos fit partie d'un "**cercle Proudhon**" d'Action française, dont un tout jeune homme à l'époque, Pierre Drieu la Rochelle, né en 1893, devait se rappeler bien plus tard avec nostalgie "le climat fasciste". C'était effectivement dans des mouvances social-nationalistes très comparables qu' en Italie vers la même époque évoluait un certain Benito Mussolini...

Au niveau enfin de l'action politique, Maurras appelait à la destruction de la République « **par tous les moyens, même légaux** ». L'A.F. présentait des candidats à certaines élections sans prétendre les remporter, pour faire connaître ses idées. Maurras envisageait éventuellement, avant la Restauration et pour en préparer les voies, une "dictature intermédiaire" de type boulangiste: voilà qui plaisait à la frange bonapartiste de ses partisans, qui prépara le passage de certains hommes d'Action française au culte de l'homme fort entre les deux guerres, et qui explique l'enchantement du vieux polémiste lorsque Pétain prit le pouvoir: « divine surprise! » (voyez au chapitre 13). Il fallait aussi éliminer les quatre états: les appels au meurtre étaient quotidiens ou presque dans la presse de l'A.F. Mais Maurras n'alla guère au-delà de ces déclarations de principe, de cette « **mystique du coup de force** » (Bernanos). Pur intellectuel, homme d'influence plus que d'action, il prétendait s'occuper à créer « un état d'esprit royaliste » et « une mentalité conspiratrice »; il écrivit énormément, mais jamais il n'envisagea de passer dans l'illégalité, ni même à proprement parler de se lancer directement dans l'arène politique. Homme d'ordre au fond plus que tout, il finit à l'Académie française (en 1938), violemment critiqué par une partie de ses anciens partisans pour ce décalage entre ses discours et ses actes, et dépassé par la montée d'extrême-droites bien plus radicales et bien plus violentes, qui cependant continuaient à le respecter comme leur grand ancêtre.

¹ Les convergences entre Proudhon et l'extrême-droite dataient au moins de Drumont, qui avait écrit qu'« il f[allait] classer par profession, par objet travaillé, chaque catégorie ayant ses pauvres et ses riches, ses prolétaires et ses propriétaires, ceux-ci aidant ceux-là, ceux-là secourus par ceux-ci ». Elles ne peuvent être imputées à Proudhon lui-même, mort en 1865.

Cette philosophie politique simple, voire simpliste, mais présentée par Maurras de manière claire et synthétique, ce qui changeait des autres ligues nationalistes à la doctrine fort confuse, attira à l'Action française un certain nombre de jeunes gens avides de certitudes claires et définitives, et d'action. Maurras séduisait à cette époque parce qu'il représentait **un anticonformisme de droite** face au conformisme républicain dominant, face aussi au conformisme croissant d'un Barrès ou d'un Déroulède, qui se rapprochaient du régime républicain à mesure que celui-ci usait d'un ton de plus en plus antiallemand et antisocialiste; face enfin au tropisme salonnard du royalisme traditionnaliste. Jusque vers 1905, cependant, il n'y avait guère de cause pour laquelle descendre dans la rue: aussi l'activité fut essentiellement intellectuelle (le premier rapport de police à faire mention de l'A.F. date de 1905!). L'A.F. revendiquait un rôle de "maître à penser" de la jeunesse, tout en rejetant évidemment le terme d'"intellectuel", marqué à gauche depuis l'Affaire Dreyfus. Elle se qualifiait de « **parti de l'intelligence** ».

On y comptait effectivement de grands talents, notamment **Léon Daudet** (1867-1942): le fils d'Alphonse¹, figure truculente des milieux culturels, auteur de romans assez audacieux, notamment *Les morticoles*, une charge contre les milieux médicaux publiée en 1892, et *L'entremetteuse* (paru en 1921). Il était venu du radicalisme, avait combattu Boulanger; puis son antisémitisme l'avait mené à l'extrême-droite². Il était passé par la Ligue antisémite, puis avait adhéré à l'A.F. en 1904; il était devenu un journaliste particulièrement porté à l'insulte et à la grossièreté — ses talents de polémiste en faisaient le complément idéal de Maurras, trop porté aux raisonnements abstraits pour émouvoir les plus excités des partisans de l'Action française. Il voulait faire de l'antisémitisme l'axe de convergence de toutes les protestations politiques et sociales. Il y avait aussi l'historien **Jacques Bainville**, âgé de vingt ans seulement en 1899, auteur en 1915 d'une *Histoire de deux peuples* où il présentait la France et l'Allemagne « comme deux ennemies éternelles, l'Allemagne étant toujours la menace et la France l'éternelle menacée » (E. Weber).

En revanche, sa doctrine sociale n'attira guère d'ouvriers à l'Action française. La ligue recrutait essentiellement dans la noblesse et la haute bourgeoisie (20% des chefs de section faisaient état d'un titre, authentique ou usurpé), dans les professions libérales (les avocats notamment), dans la magistrature, dans l'armée, dans le bas clergé, enfin dans la petite bourgeoisie patriote, les employés notamment: bref, un recrutement nettement moins populaire que celui des ligues fascistes de l'entre-deux-guerres, en France et ailleurs. Elle

¹ Et, assez brièvement, le mari de la petite-fille de Hugo, Jeanne, celle de *L'art d'être grand-père*: « Jeanne était au pain sec dans le cabinet noir / Pour un crime quelconque et manquant au devoir / J'allai voir la proscrite en pleine forfaiture / Et lui glissai dans l'ombre un pot de confiture... ».

² Alphonse Daudet, quoique républicain de gauche, était antisémite, et le petit Léon avait sauté sur les genoux de Drumont, l'ami de la famille. Il avait aussi sauté sur ceux de Zola...

n'avait que quelques dizaines de milliers de membres, mais le lectorat de son journal, et son influence intellectuelle, excédaient très largement ces noyaux militants. À la veille de la première guerre mondiale, la fonction de porte-parole du nationalisme extrême l'emportait de plus en plus sur le reste.

II-La République radicale (1899-1914).

A) Le triomphe des radicaux.

Ces années furent marquées par le **maintien au pouvoir de la majorité de gauche**, avec même un resserrement progressif de cette majorité autour des radicaux: les anciens opportunistes s'y trouvaient de plus en plus marginalisés; les socialistes n'y occupèrent jamais qu'une place subordonnée (seuls des socialistes indépendants, les plus modérés, obtinrent des ministères). Le ministère Waldeck-Rousseau, où les radicaux étaient encore minoritaires, se maintint au pouvoir pendant trois ans, de juin 1899 à juin 1902: il battit tous les records de longévité ministérielle de la III^e République. Les législatives de 1902 confirmèrent cette orientation: le "bloc des gauches", soudé pour la défense de la République, c'est-à-dire de la démocratie, l'emporta facilement sur les droites (mal) coalisées. Plus que jamais, pour la gauche il n'y avait de bon républicain que de gauche, toutes les droites étaient suspectes, même celles qui s'affirmaient républicaines; il est vrai que la frontière était ténue et difficile à tracer entre les hommes de droite sincèrement républicains depuis toujours, ceux l'étaient devenus, ceux qui s'étaient simplement résignés et ceux qui, en privé ou parfois en public dans leurs circonscriptions, disaient pis que pendre de "la gueuse". Cette victoire de la gauche radicale se confirma aux élections de 1906 et de 1910, avec des scores chaque fois plus écrasants en termes de sièges de par l'effet amplificateur du suffrage majoritaire d'arrondissement. La majorité fit un score un peu moins brillant en 1914, à la fois parce que la S.F.I.O., repassée dans l'opposition depuis 1905, progressa, et parce que l'ensemble des anciens opportunistes avaient glissé dans l'opposition de droite; mais la prééminence des radicaux n'était pas encore menacée.

Les radicaux étaient désormais le premier parti à la Chambre avec 35% des sièges en 1902, 44% en 1910. Ils prirent la présidence du Conseil après le départ de Waldeck-Rousseau, après les élections de 1902, pour raisons de santé: ils la gardèrent, pour l'essentiel, jusqu'en 1914, avec les figures, entre autres, d'**Émile Combes** (président du Conseil de 1902 à 1905), de **Georges Clemenceau** (président du Conseil de 1906 à 1909 — il le devint à soixante-cinq

ans: c'était un homme de la génération de Gambetta qui arrivait au pouvoir vingt ans après celui-ci) et de **Joseph Caillaux** (1863-1944, président du Conseil en 1911-1912). Seuls deux opportunistes parvinrent à leur ravir la présidence du Conseil: Maurice Rouvier, en 1905-1906, Raymond Poincaré, en 1912-1913; ainsi, à la veille de la guerre, que deux socialistes indépendants (très modérés, en rupture avec la majorité du courant socialiste et notamment avec la S.F.I.O.): **Aristide Briand** (aux affaires de 1909 à 1911) et René Viviani (président du Conseil en 1914-1915). Mais ces quatre hommes étaient à la tête de cabinets où les radicaux prédominaient nettement: c'est pourquoi l'on est bien fondé à parler, surtout à partir de 1902, de "la République radicale". Cette prééminence des radicaux continua durant la guerre, et jusqu'en 1920.

L'**instabilité ministérielle** régressa dans les années 1900 avant de repartir de plus belle à partir de 1910 (il y eut douze ministères entre 1910 et 1914!), du fait de la montée des tensions politiques et sociales. Après la fin du mandat de Loubet, les députés et les sénateurs élurent à l'Élysée le radical Armand Fallières, président du Sénat au moment de son élection comme beaucoup de présidents de la III^e République, un être inodore et insipide; puis, de 1913 à 1920, le locataire de l'Élysée fut Raymond Poincaré (1860-1934), un homme issu de la gauche de l'Alliance démocratique, personnalité nettement moins effacée que ses prédécesseurs — ce qui tomba bien, car il eut la France en charge durant la grande guerre. Ce fut à l'occasion de l'élection présidentielle de 1913 que Clemenceau eut l'un de ses traits les plus célèbres: « **je vote pour le plus bête** »; mais la formule concernait en fait l'adversaire de Poincaré, le radical Jules Pams (1835-1930 — Clemenceau détestait Poincaré et le soupçonnait, à raison, de vouloir renforcer le rôle de l'Élysée dans la vie politique)¹.

Au moment où ils arrivèrent au pouvoir, **les radicaux** pour la première fois **s'organisèrent**. Jusque-là, le radicalisme représentait surtout une sensibilité politique, une étiquette commode au moment des campagnes électorales (mais dont personne ne contrôlait l'attribution), et, à la Chambre et au Sénat, un groupe de représentants habitués à se rencontrer, à se consulter, à voter le plus souvent de la même manière, à s'aider mutuellement à conquérir un maroquin lorsque l'occasion se présentait, mais totalement libres de leur vote et souvent indisciplinés: ils n'avaient de comptes à rendre qu'à leurs électeurs, une fois tous les cinq ans. Cette situation était d'ailleurs le lot de tous les courants politiques, à l'exception quand même mineure du P.O.F.

¹ Sur cette élection présidentielle, et plus largement sur la vie politique vers 1910, voyez *Les beaux quartiers* d'Aragon, roman paru en 1936.

Ce fut en 1901 que les radicaux, sous l'impulsion de différentes structures créées pour la défense du régime au moment de l'affaire Dreyfus, se constituèrent en un "**parti républicain radical et radical-socialiste**" avec tout un réseau de comités locaux (municipaux, cantonaux, départementaux) et des instances nationales (un Congrès annuel, un Comité exécutif, un Bureau du Comité exécutif, un Président) qui leur permirent de renforcer leur implantation dans l'ensemble du pays. Ce fut l'une des clefs de leur maintien au pouvoir durant vingt ans: cette organisation à la fois centralisée et décentralisée permettait de connaître les réactions de la base et de diffuser les consignes de la direction nationale. Cela dit, il ne faut pas exagérer la modernité du parti radical: d'abord, son organisation était infiniment moins rigoureuse et moins efficace que celle du P.O.F., plus tard de la S.F.I.O.; premier parti de gouvernement à s'organiser de manière rationnelle, ce fut aussi celui qui resta le plus marqué par la situation précédente. En particulier, les députés et les sénateurs radicaux eurent toujours beaucoup de mal à accepter un minimum de discipline de vote: ceci est resté vrai tout au long de la longue histoire du radicalisme, jusqu'à son effacement au début de la Ve République. Longtemps les militants radicaux n'eurent ni carte, ni cotisation individuelle à verser, et certaines fédérations départementales eurent du mal à acquérir une existence réelle. Les vecteurs de la puissance du radicalisme en province, plus que ses comités, étaient ses **journaux** (comme *La Dépêche* dans le sud-ouest et *Le Progrès* à Lyon) et ses **élus locaux** (tel Édouard Herriot, député-maire de Lyon de 1905 à 1955 avec une interruption sous le régime de Vichy).

Il n'empêche, doucement mais sûrement l'on changeait d'époque. En 1905 les socialistes se dotèrent eux aussi d'un grand parti solidement organisé: on commence à entrer dans "**l'ère des masses**" en politique, l'ère où les partis ne pouvaient pas se contenter d'être des comités de notables qui faisaient voter sur leur seul nom des paysans illettrés et dociles, mais devaient s'organiser rationnellement pour mobiliser des électorats de plus en plus importants et divers, de plus en plus urbains, de plus en plus instruits, donc de plus en plus difficiles à contrôler par des moyens traditionnels. En revanche l'Alliance républicaine démocratique, qui regroupait les opportunistes favorables à Waldeck-Rousseau, resta à l'état de regroupement de personnalités, une simple alliance d'hommes politiques privés d'assise militante: c'était qu'elle représentait un courant politique en déclin, une survivance du XIXe siècle. La droite antirépublicaine était encore moins organisée, l'Action française n'ayant pas vocation à devenir un parti de masse: bref, on vit se mettre en place une dichotomie qui dura jusqu'à l'émergence du P.P.F. de Doriot entre les deux guerres, et surtout du gaullisme: à gauche, des organisations structurées (le Parti radical, la S.F.I.O., le P.C.F.) qui essayaient d'être des partis de masse et, parfois, y réussissaient; à droite, des comités de notables instables, mal organisés, sans beaucoup de militants.

Le pouvoir transforme; les radicaux n'échappèrent pas à la règle, à moins que ce ne fût précisément leur évolution qui leur permit d'arriver au pouvoir. Toujours est-il que leur programme était de moins en moins audacieux. En particulier sur le plan politique, ils s'accommodaient désormais d'institutions qu'ils avaient combattu à leur naissance, mais qu'ils avaient eu le temps d'assimiler en vingt ans d'opposition républicaine, et qui désormais fonctionnaient à leur avantage. Il n'était plus question pour eux de réclamer l'abolition du Sénat ou de la présidence de la République, ni l'élection des fonctionnaires, ni l'arrêt des conquêtes coloniales ou la suppression de l'armée permanente; en revanche, la défense de la République contre ses ennemis, notamment "la calotte", restait un point essentiel de leur programme. En matière de société, ils insistaient toujours davantage sur le maintien de la propriété privée et de l'ordre social, mais ils étaient à peu près muets sur la question ouvrière; les réformes sociales des années 1900-1910 furent loin d'être négligeables, nous le verrons, mais elles furent prises largement sous la pression des socialistes.

Il n'y avait d'ailleurs pas un mais des radicalismes, qui s'adaptaient aux réalités locales: plus audacieux ou plus modérés selon les circonstances locales et les personnalités: les radicaux du nord industriel étaient de sensibilité plus sociale; ceux du sud-ouest, qui s'étaient gagné le sobriquet de "**radicaux-cassoulet**", étaient des conservateurs ruralistes. C'était que le parti radical était devenu **un parti de notables**, un parti dont les cadres étaient des médecins, des avocats, des notaires, des vétérinaires, des pharmaciens, des instituteurs et des professeurs, etc., bien installés dans leurs circonscriptions et plus soucieux de la satisfaction de leur électorat que de la cohérence de leur idéologie. Paul Doumer, futur président de la République, déclara significativement, au cours de la campagne électorale de 1902: « je suis trop connu pour avoir besoin de développer un programme ».

Le parti radical, né à Paris, était devenu **le parti des campagnes**: il s'était très solidement implanté dans certaines régions rurales, notamment celles où régnait la petite propriété comme le sud-ouest. Il avait achevé la conquête des campagnes à la République: le symbole de cet achèvement fut le fameux "banquet des maires" qui se tint à l'occasion de l'exposition universelle de 1900, en septembre — la République invita *tous* les maires des trente-six mille communes de France¹ à venir la célébrer; il en vint les deux tiers.

Il est vrai que le radicalisme était fort aussi dans de grandes villes comme Lyon et Toulouse — le radicalisme parisien, en revanche, celui du programme de Belleville, n'était plus qu'un souvenir historique. Le **parti radical**, comme les opportunistes à la génération précédente, **honorait les campagnes**, dont il dépendait du simple fait de leur poids démographique; et cette République d'avant

¹ Sur ce total, il n'y avait que mille villes, au sens de l'I.N.S.E.E. (après 1945: plus de cinq mille habitants); encore certaines d'entre elles n'étaient-elles que des bourgs ruraux, de gros villages.

1914 pouvait apparaître passablement ruraliste dans son discours — la palme revenant à Méline, qui n'était pas radical. Mais **la représentation que les radicaux et les opportunistes se faisaient de la nation**, celle en gros de Renan, **n'était pas spécialement ruraliste**: c'était la communauté des citoyens, pas la société rurale traditionnelle des légitimistes et de leurs descendants¹. Le projet scolaire de la III^e République visait, d'un point de vue social, à permettre aux Français de sortir de la condition rurale, et, du point de vue idéologique, à faire des citoyens à partir de ce "bétail rustique" mené par ses curés et ses notables, envers lequel les républicains éprouvaient un mélange de crainte et de mépris: les querelles anticléricales de la période 1880-1910 sont à comprendre comme une tentative d'en prendre le contrôle. Par ailleurs, de plus en plus le débat politique avait lieu avec les socialistes, force montante de la société du temps, force essentiellement urbaine, et peu portée à l'idéalisation de la France rurale, ce monde d'"enragés propriétaires".

Le parti radical était donc le parti des petits paysans propriétaires, et aussi celui des classes moyennes, les "couches nouvelles" de Gambetta, qui étaient en pleine ascension contrairement aux prévisions de Marx (voyez au chapitre 7): ingénieurs, médecins, avocats, professeurs, et puis de plus en plus, un peu au-dessous dans l'échelle sociale, petits commerçants, petits industriels, petits artisans petits et moyens fonctionnaires, petits employés... C'était la voix de la France du *Petit Journal* et du *Petit Parisien*, deux des titres les plus populaires de l'époque²: **une France fondamentalement égalitariste**, hostile aux "gros", aux capitalistes, à la grande bourgeoisie et à la noblesse, **et très individualiste**, très attachée à la propriété privée et à la conservation en l'état de la société; très attachée aussi à cette République parlementaire qui avait permis leur ascension sociale et politique, et qui leur semblait le régime de la mesure et de la raison. Même la faiblesse politique, l'impuissance congénitale du régime leur semblait un atout (entre deux poussées de mécontentement contre les parlementaires corrompus): la haine des pouvoirs forts, toujours soupçonnés d'être les ennemis de la démocratie, était l'une des choses les mieux partagées dans ces milieux.

¹ Avec quand même quelques scories qui compliquaient le tableau: le mythe gaulois était un mythe ruraliste, par opposition aux Romains bâtisseurs de villes; la III^e République avait récupéré Sully, "labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France" — il ne faut pas oublier le poids de la production agricole dans l'économie de la France de l'époque; la préparation de la Revanche, qui dépendait de l'enthousiasme des conscrits ruraux (les plus nombreux), avait provoqué la réapparition de mythes du soldat-paysan descendus en droite ligne du soldat Chauvin de la monarchie de Juillet. Tout ceci établissait une continuité certaine avec l'idéologie d'un Barrès ("la terre et les morts" — Barrès du reste n'était pas antirépublicain!); mais l'idéologie citoyenne l'emportait quand même, sauf peut-être chez Méline. Tout est une question de balance. Les choses se simplifièrent beaucoup dans l'entre-deux-guerres: la République devint de moins en moins ruraliste; le ruralisme se trouva déporté vers l'extrême-droite antirépublicaine: cela déboucha sur le régime de Vichy.

² Non radicaux.

Cette génération et ce milieu, on en sent passer l'esprit dans les articles qu'un jeune professeur de philosophie du lycée de Rouen, Émile Chartier (1868-1951), de commençait à publier sous le pseudonyme d'**Alain**: « le pouvoir corrompt tous ceux qui y participent (...). Tout pouvoir sans contrôle rend fou (...). Tout pouvoir tend à devenir absolu (...). Tout pouvoir est méchant dès qu'on le laisse faire, et tout pouvoir est sage dès qu'il se sent jugé ». Ce n'était pas de l'anarchisme: comme on le voit par les citations qui précèdent, Alain mettait l'accent sur le contrôle et la dilution nécessaires du pouvoir. Il est resté comme le philosophe du radicalisme, ce qui est quand même un peu réducteur.

Enfin le parti radical était de plus en plus **le parti des franc-maçons**. Une partie de la franc-maçonnerie avait accompagné les républicains dans leurs luttes au moins depuis 1848, de plus en plus nettement depuis les années 1870. C'était normal de la part d'une société qui avait été l'un des vecteurs de l'idéologie des Lumières au XVIIIe siècle, qui avait toujours eu pour ambition de rassembler des hommes de différents milieux au service du progrès; mais au XIXe siècle une grande partie de la franc-maçonnerie était restée apolitique, ou ne s'était engagée en politique qu'occasionnellement; et il y avait des loges de toutes tendances, par exemple des loges catholiques (libérales, évidemment), des loges orléanistes, voire des loges antisémites (notamment en Algérie). Mais l'obédience majoritaire, **le Grand Orient de France, se rapprocha du radicalisme** dans les années 1890. En 1896, il se dota d'une direction radicale; avec l'affaire Dreyfus, nous l'avons vu, il s'épura de ses loges antisémites et se lança dans le combat politique; en 1902, il soutint ouvertement les candidats du Front républicain.

La franc-maçonnerie, structure assez élitiste qui recrutait surtout dans les milieux d'influence, permettait de mobiliser très vite, s'il le fallait, "ceux qui comptaient" pour la cause radicale, et par leur intermédiaire, d'influencer l'opinion. C'était aussi une structure très efficace par les solidarités parfois inattendues qu'elle pouvait faire jouer: ainsi au cours de crises politiques, alors que le gouvernement était menacé, on vit (ou l'on raconta qu'on avait vu) des ministres faire le signe de détresse maçonnique au "perchoir" de la Chambre... et miraculeusement, le gouvernement retrouvait instantanément une majorité! La franc-maçonnerie, société discrète sinon secrète, avait toujours fasciné et inquiété par son folklore mystérieux, comme l'affaire Léo Taxil l'avait montré (voyez au chapitre 5); proche désormais du parti qui dominait la vie politique, elle était accusée d'accaparer au profit de ses membres le pouvoir et ses avantages. Les obsessions de Maurras contribuaient à entretenir ce mythe du "syndicat" maçonnique, point tout à fait dépourvu de fondement.

Il y eut notamment une affaire retentissante: "**le scandale des fiches**" ou "scandale André", du nom du ministre de la Guerre qui avait succédé au général Gallifet dans le cabinet Waldeck-Rousseau, puis dans le ministère Combes. Dreyfusard sincère, très pénétré de la

nécessité pour la République de disposer d'une armée loyale, franc-maçon évidemment, André s'attela à la tâche, respectable en soi, de républicaniser les cadres militaires; mais il usa de méthodes quelque peu insolites. Il ordonna des enquêtes systématiques sur les opinions politiques et religieuses des officiers; il fit établir des fiches avec des annotations du genre: "accompagne sa femme à la messe" (mention sans conséquences graves, l'officier était censé vouloir faire plaisir à sa moitié); "va seul à la messe, avec un missel" (c'était déjà plus grave); "met ses enfants chez les Jésuites" (une très mauvaise appréciation). Les renseignements étaient fournis essentiellement par les réseaux dont la franc-maçonnerie disposait dans l'armée et ailleurs, car les services de renseignements ne pouvaient servir à ce genre de tâche: ils faisaient partie de l'armée, et ils étaient eux-même "infestés" de cléricaux. Pour les mêmes raisons, les fiches étaient conservées au siège du Grand Orient de France...

Lorsqu'en octobre 1904 un député nationaliste, Guyot de Villeneuve, qui avait réussi à soudoyer un employé du Grand Orient, révéla tout cela à la tribune, le scandale fut énorme. André, giflé par un député de droite du nom de Syveton, dut donner sa démission en novembre 1904. Dans les jours suivants, on s'aperçut que des préfets aussi avaient organisé des réseaux d'espionnage dans les administrations civiles. Même la gauche s'indigna. Millerand, qui n'était plus ministre, déclara: « jamais un ministre de l'Empire, sous le sommeil léthargique de nos libertés, n'aurait osé s'abaisser à ces pratiques abjectes. À vous, Messieurs, de libérer ce pays de la domination la plus abjecte que jamais gouvernement ait entrepris de faire peser sur l'honneur et les intérêts de ses citoyens ». L'affaire s'aggrava lorsque Syveton fut retrouvé asphyxié dans son cabinet de travail: on accusa les francs-maçons d'être allés jusqu'au meurtre pour protéger leurs louches secrets. En fait, Syveton s'était sans doute suicidé à la suite d'une sordide affaire de mœurs (ou, selon d'autres sources, de détournements de fonds à la Ligue de la Patrie française, dont il était trésorier); mais l'atmosphère s'alourdit et en janvier 1905 le président du Conseil, Combes, dut se résigner à donner sa démission. Le calme revint rapidement; mais cette crise avait rappelé, brièvement, le boulangisme, le Panamá et l'affaire Dreyfus.

La Ligue des Droits de l'Homme était également très proche des radicaux (mais on y trouvait aussi des socialistes); de par son origine, elle recrutait surtout dans les milieux intellectuels; elle comptait quarante mille membres en 1906.

B) La politique religieuse des radicaux.

Le seul point sur lequel les radicaux des années 1900 restaient désireux de changements profonds, c'était le **problème religieux**. On a beaucoup dit, notamment dans la

gauche marxiste dans les décennies suivantes, que l'anticléricalisme des radicaux n'était qu'une stratégie de diversion pour différer le règlement de la question sociale. L'explication me semble quelque peu sommaire et caricaturale: la bourgeoisie allumant un "contre-feu" pour empêcher les prolétaires de s'adonner à la lutte des classes, comme aussi elle aurait inventé le nationalisme et la guerre... Cette vieille idée du "complot de classe", cette attribution d'une volonté cohérente, d'un machiavélisme collectif à une catégorie sociale, est à ranger aujourd'hui au rayon des archaïsmes mentaux. Surtout, pour que la diversion fût possible, il fallait bien que l'anticléricalisme ne fût pas complètement indifférent à la population...

On oublie d'ailleurs un peu vite que **Jaurès a soutenu Combes** comme aucun autre président du Conseil radical, et applaudi à la séparation de l'Église et de l'État. Les socialistes n'étaient pas *seulement* anticléricaux; mais ils l'étaient — simplement, pour les socialistes, la lutte contre "la calotte" était une propédeutique à d'autres luttes, pas pour les radicaux: d'où les déceptions des premiers lorsque les choses s'arrêtèrent là. Beaucoup de socialistes étaient des athées militants: Marx n'avait-il pas démontré que la religion n'était qu'un "opium du peuple"? Les grands hommes dont la gauche se réclamait n'avaient-ils pas critiqué la "superstition" chrétienne, de Voltaire à Auguste Comte? Et puis le clergé soutenait les patrons, lesquels n'étaient pas tous devenus républicains et francs-maçons, loin de là. L'anticléricalisme des années 1900 fut donc bien le fait, sincère, de toute la gauche.

Parallèlement à son rapprochement avec le radicalisme, la **franc-maçonnerie** avait connu une évolution rapide vers l'anticléricalisme, depuis que le Grand Orient de France avait abandonné toute référence à Dieu dans ses statuts en 1876. Les années 1900 virent aussi fleurir les sociétés de **Libre Pensée**, de recrutement plus populaire que la franc-maçonnerie et que la Ligue des Droits de l'Homme (on y trouvait beaucoup d'instituteurs, d'employés, de paysans, d'ouvriers: d'où, à côté d'une majorité radicale, la présence d'un courant socialiste de plus en plus puissant avec les années); en 1902 elles se réunirent en une Association nationale des libres Penseurs sous l'égide d'un prêtre défrôqué, Victor Charbonnel. Le discours de la Libre Pensée était d'une extrême agressivité anticléricale: il démontait la supercherie des miracles, moquait la virginité "miraculeuse" de la mère du Christ et plaignait le pauvre Joseph, "patron des cocus"; les libres-penseurs assuraient que Jésus n'avait jamais existé, que c'était une création des curés. Quant au comportement des prêtres... seul le puritanisme de l'époque bridait (dans une certaine mesure) l'expression des fantasmes les plus douteux.

Le plus étonnant, ce fut que les libres penseurs essayèrent d'organiser **un véritable culte laïc et athée**, une véritable religion de substitution avec ses rites, ses cérémoniaux, et sa "morale laïque". Non seulement ils pratiquaient les mariages et les enterrements laïques, qui

existaient depuis longtemps et avaient acquis un sens très militant dans les années 1870; mais ils tentèrent d'implanter des **baptêmes républicains** et même des premières communions républicaines (ces dernières, à ma connaissance, ont disparu, mais il est toujours possible de faire célébrer un baptême républicain dans certaines communes). Ils organisaient des contre-processions; ils avaient des catéchismes laïcs; il y avait une Fédération des Jeunesses laïques, encadrée par des instituteurs, qui affirmait dans ses statuts, à sa fondation en 1902, que « le christianisme [était] l'ennemi de toute vie, de tout progrès »¹. Et puis ils avaient inventé toute une série de rites sociaux comme de manger gras le vendredi saint, de manger de la tête de veau le vingt et un janvier, jour anniversaire de la mort de Louis XVI... **Tout un univers qui, considéré à un siècle de distance, semblait surtout démarquer étrangement les pratiques et les enseignements de l'Église**²: la morale laïque, en particulier, était tout aussi étroite et puritaine que celle de l'Église de l'époque — rien à voir avec les libertaires de la fin du XXe siècle! C'était en partie parce qu'il ne fallait pas prêter le flanc aux critiques de dissolution morale et sociale, en partie tout simplement parce que les libre-penseurs partageaient, au-delà leur détestation de la calotte, les mêmes valeurs, qui étaient celles de leur époque.

Dans ces conditions, entre 1901 et 1906, dans un contexte encore imprégné des souvenirs de l'affaire Dreyfus, on assista au déferlement d'**une seconde vague d'anticléricalisme**, plus violente encore que celle des années 1880-1885, et qui d'ailleurs traumatisa les catholiques du monde entier, plus encore que la précédente: la France était décidément devenue la fille aînée de Lucifer, porteuse d'une lumière qui, vue de Munich ou de Madrid, n'était point celle de la liberté éclairant le monde. Il est vrai qu'ils avaient un peu l'habitude des mauvaises surprises venues de France, depuis 1790; mais ils avaient eu des espoirs, dans les années 1870 notamment, de voir la France redevenir un pays catholique.

Comme les opportunistes vingt ans plus tôt, **les radicaux s'attaquèrent en priorité aux congrégations religieuses**, très nombreuses encore (on comptait en France environ cent cinquante congrégations masculines et neuf cent congrégations féminines): ils percevaient toujours le problème de l'enseignement comme crucial — pourtant, à part l'expulsion des congrégations, les réformes furent maigres en ce domaine: tout juste peut-on noter qu'à partir de 1902, le latin cessa d'être obligatoire au baccalauréat. Le 1er juillet 1901, le ministère

¹ J'ai grandi à Oullins, dans la banlieue lyonnaise, au-dessus d'un "patronage laïc ouvrier" sis rue Jules-Ferry, à proximité d'une école Jean-Macé... Dans les années 1950-1960, dans les banlieues ces structures avaient souvent été "colonisées" par des militants communistes; mais il reste aujourd'hui des traces de la libre-pensée traditionnelle, à commencer par une étonnante librairie que je vous recommande d'aller visiter, place de l'Estrapade: on peut encore y acheter du Léo Taxil, et tout apprendre sur les turpitudes de Jean-Paul II...

² Ce phénomène se retrouva dans le monde communiste au XXe siècle.. Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 3.

Waldeck-Rousseau fit adopter par le Parlement une **loi sur les associations** qui comportait deux dispositions essentielles: tous les Français avaient désormais le droit de former librement des associations sans demander l'autorisation du gouvernement, sous la seule réserve de déposer à la préfecture un exemplaire de leurs statuts (mais pas les noms de leurs responsables, ce qui changeait tout). Seules les associations dont le siège central se trouvait hors du territoire national, celles qui étaient dirigées par un étranger, et celles dont les membres vivaient en commun en permanence devaient demander une autorisation, laquelle nécessitait une loi¹. Évidemment, toutes les congrégations religieuses relevaient du second cas, et rares étaient celles qui avaient déjà l'autorisation de fonctionner, comme les Frères des Écoles chrétiennes.

Au départ Waldeck-Rousseau avait l'intention de ne refuser l'autorisation qu'aux congrégations les plus agressivement antirépublicaines; mais la majorité issue des législatives de 1902 était très anticléricale, et surtout le successeur de Waldeck-Rousseau à la présidence du Conseil, Émile **Combes** (1835-1921), était un éperdu bouffeur de curés. Il faut dire que le "petit père Combes", médecin de province devenu sénateur radical, était un ancien élève des Frères des Écoles chrétiennes et un ancien séminariste: il faisait partie de cette génération élevée par les hommes et dans les valeurs de l'Église de Pie IX, et qui en avait été complètement traumatisée... Dans ces conditions, presque toutes les congrégations se virent refuser l'autorisation demandée, et l'on assista au plus grand **exode d'hommes d'Église** depuis la Révolution: vingt mille prêtres, dix mille religieux, plusieurs dizaines de milliers de religieuses quittèrent la France. La loi ne les obligeait pas à partir: ils pouvaient rester en France à titre individuel, ce que certains firent; mais s'ils voulaient continuer à vivre en communauté, ils devaient partir. Ils le firent d'autant plus volontiers qu'on les réclamait, notamment ceux qui s'occupaient d'enseignement: certains se fixèrent au Québec ou en Amérique latine, d'autres dans les pays catholiques voisins.

Les biens des congrégations dissoutes furent confisqués et vendus au profit de l'État, à des prix tellement bas qu'ils firent scandale. Pour compléter ce dispositif, en juillet 1904 Combes, appuyé par une campagne de la presse radicale, obtint du Parlement que les congrégations déjà autorisées ne pussent pas enseigner: cette mesure visait essentiellement les Frères des Écoles chrétiennes, qui quittèrent la France à leur tour. En revanche, les "laïcards" les plus extrémistes échouèrent à obtenir la nationalisation pure et simple de l'enseignement. N'échappèrent à la mort juridique que les trappistes, les carmes et carmélites (mais pas les

¹ Toutes ces dispositions sont encore en vigueur aujourd'hui, mais avec un tout autre sens que celui que les passions politiques des années 1900 leur avaient donné: la liberté et la vigueur de la vie associative représentent l'une des dimensions fondamentales de la démocratie française; par ailleurs, si l'on se sert encore des dispositions restrictives de la loi, c'est essentiellement, pour le meilleur et pour le pire, contre les associations d'étrangers. Dans les années 1960 à 1980, les gouvernements faisaient régulièrement interdire des associations d'opposants à leurs dictateurs africains préférés...

chartreux, dont l'expulsion tourna au psychodrame), les frères de saint Jean de Dieu qui soignaient des malades mentaux, quelques congrégations féminines contemplatives, et aussi les congrégations **missionnaires**, notamment les Pères blancs et les Pères des Missions africaines de Lyon¹.

La crise ne s'arrêta pas là: elle dégénéra en **rupture des relations diplomatiques avec la Papauté**. Léon XIII était mort en 1903; son successeur sur le trône de saint Pierre jusqu'en 1914, Pie X, était un personnage raide et peu diplomate, un traditionaliste hostile au monde moderne, qui voulait « tout restaurer dans le Christ »: il ressemblait plus à Pie IX qu'à son prédécesseur². Or au printemps 1904, alors que les relations étaient déjà très dégradées entre Combes et la papauté, le président Loubet se rendit à Rome en visite officielle, afin de renforcer les liens avec l'Italie et d'essayer de détacher la "sœur latine" de l'alliance austro-allemande. Pour le Pape, qui n'avait toujours pas reconnu l'annexion de ses États et se considérait prisonnier au Vatican, l'injure était grave. Maladroitement, il envoya une note de protestation à toutes les chancelleries des pays catholiques; Combes en profita pour rappeler le représentant de la France au Vatican, en mai 1904. Dans l'été, le conflit reprit sous un autre prétexte: Combes interdit à deux évêques que le Pape avaient convoqués pour s'expliquer de supposées sympathies républicaines, de se rendre à Rome. Le Pape réitéra ses exigences; Combes, furieux, expulsa le nonce apostolique en juillet 1904.

Désormais la question de la séparation de l'Église et de l'État était posée, puisque c'était aux termes des Articles organiques, intégrés par Napoléon Ier au Concordat mais contestés par la Papauté, qu'il fallait une autorisation du gouvernement aux évêques qui se rendaient à Rome³. Pourtant le Concordat avait l'avantage de permettre un certain contrôle du clergé, par le biais de son recrutement (on a vu plus haut qu'après la Séparation l'Action française l'influença très fortement); mais **la République radicale ne supportait ce lien politique maintenu avec l'Église haïe; elle se refusait à subventionner** grâce à l'argent public **un culte qu'elle tenait désormais pour une affaire strictement privée**. Les radicaux rêvaient à la fois de séparer l'Église de l'État et de rompre les liens entre les catholiques et Rome: tâche passablement contradictoire, à laquelle ils s'attaquèrent finalement sous la pression de leurs militants; mais le premier aspect l'emporta nettement sur le second, puisqu'en démocratie on ne pouvait pas empêcher les gens d'obéir au Pape s'ils le désiraient.

¹ Sur les liens de la République laïque et des missionnaires, voyez le chapitre 10.

² Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R2.

³ Sur le Concordat, voyez au chapitre 7.

La **séparation de l'Église et de l'État** fut l'œuvre non pas de Combes, tombé entre-temps à cause de l'affaire des fiches, mais de son successeur Maurice Rouvier; il était personnellement moins anticlérical que son prédécesseur, mais, opportuniste, il était poussé par sa majorité radicale, et il voulait résoudre une fois pour toutes un problème qui empoisonnait la vie politique depuis les débuts de la République. Le rapporteur du projet de loi à la Chambre fut Aristide **Briand** (1862-1932), jeune et brillant député de Saint-Étienne. Il était d'origine modeste, fils d'aubergiste; avocat¹ et journaliste de profession, il avait été l'une des plus brillantes figures des milieux socialistes des années 1880-1890, mais désormais il était devenu très réformiste, et surtout il était fort tenté par le pouvoir — son rôle dans l'affaire de la séparation lui valut un portefeuille ministériel en 1906. La loi Briand de décembre 1905 proclamait que la République « assur[ait] la liberté de conscience » et garantissait le libre exercice des cultes, « sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt public ». En revanche **la République « ne reconn[aissait], ne salari[ait] ni ne subventionn[ait] aucun culte »**. Curés, pasteurs ni rabbins ne percevaient plus de traitement; ils dépendaient désormais de la générosité des fidèles: ce fut la naissance du "denier du culte" (en 1907). En revanche ils n'étaient plus nommés par les autorités de l'État et le ministère des Cultes disparaissait: c'était la mort du gallicanisme.

La République ne procéda à aucune confiscation du patrimoine ecclésiastique, et pour cause: il appartenait à l'État depuis la Révolution. L'Église en conservait la gestion; la loi demandait seulement que, dans chaque paroisse ou diocèse, des associations cultuelles² composées de laïcs et placées sous le contrôle des autorités religieuses fussent constituées pour le gérer. Hélas **Pie X**, contrairement à Léon XIII dans les années 1880, joua la politique du pire: il condamna solennellement la loi de séparation dans l'encyclique *Vehementer nos*, en janvier 1906; il **interdit aux catholiques de constituer les associations cultuelles** prévues par la loi. Il les dénonça comme contraires aux principes catholiques, car les laïcs n'avaient rien à faire dans la vie de l'Église: « dans le corps des évêques et des curés seuls résident le droit et l'autorité nécessaire pour promouvoir et diriger la multitude des fidèles; quant à la multitude, elle n'a pas d'autre devoir que celui de se laisser diriger et, troupeau docile, de suivre ses pasteurs ». La logique légitimiste du Pape heurtait de plein fouet la logique démocratique de la République...

De ce fait, l'État dut assumer la gestion directe du patrimoine ecclésiastique: il la confia aux communes. Il laissa les bâtiments de culte à la disposition des prêtres, qui devinrent ainsi ses locataires; mais il fallait inventorier leur contenu. On s'y prit souvent sans trop de douceur, histoire d'humilier "la calotte". Les esprits s'échauffèrent et une nouvelle

¹ Il avait notamment défendu Hervé en 1901.

² Et pas "culturelles"!

guéguerre franco-française éclata en février-mars 1906: la **querelle des inventaires**. Des troubles éclatèrent dans certaines paroisses dont les fidèles refusèrent de laisser les fonctionnaires de la "gueuse" haïe poser la main sur les objets du culte, profaner les reliques, ouvrir les tabernacles pour voir si l'on n'y cachait rien de subversif, etc. L'affaire dégénéra parfois en bataille rangée avec les forces de l'ordre, avec de dignes dames couchées par terre devant les portes des sacristies, des évacuations musclées d'églises ou de cathédrales, etc. En ville, les liges d'extrême-droite refirent parler d'elles; des policiers et des militaires démissionnèrent pour ne pas avoir à molester des prêtres — Bernanos les évoque dans l'une des citations que j'ai placées dans le chapitre 5. À gauche aussi certains jetaient tout ce qu'ils pouvaient d'huile sur le feu, comme Édouard Vaillant qui rappelait les "glorieux" souvenirs de 1793 et déclarait: « il faut prendre d'assaut les églises et les chapelles comme nos ancêtres ont pris d'assaut les châteaux et les forteresses de la noblesse ». On se rejouait la guerre de Vendée, les chouans, les bleus contre les blancs; dans la plupart des régions cela n'alla pas bien loin, mais il y eut des morts dans certaines campagnes très catholiques comme les Flandres et le Velay.

Finalement l'arrivée de Clemenceau à l'Intérieur en mars 1906, puis à la présidence du Conseil en octobre, calma le jeu: le gouvernement renonça à poursuivre les inventaires. Mais l'affaire laissa des traces profondes chez les catholiques. Quant au concordat napoléonien, il demeurait en vigueur... en Alsace-Lorraine allemande.

C) Les tensions sociales et l'évolution du mouvement ouvrier.

Les élections de 1902 furent un échec relatif pour les socialistes: ils n'eurent que cinquante et un élus, dont seulement six guesdistes. À l'heure de la défense républicaine, la Révolution, même de plus en plus théorique, ne faisait plus recette. De ce fait il n'y eut plus non plus de ministre socialiste dans le cabinet Combes, mais la plupart des députés socialistes continuèrent à le soutenir, notamment sa politique anticléricale: ce ne fut qu'en 1905 qu'ils passèrent dans l'opposition complète. Très vite, cependant, les radicaux au pouvoir déçurent la gauche socialiste et syndicaliste, car ils ne firent que **très peu de réformes sociales**. C'était d'abord parce qu'ils n'en avaient guère envie et que la campagne anticléricale les occupait; c'était aussi parce qu'ils dépendaient des voix des "modérés" de l'Alliance démocratique et de la droite constitutionnelle, en permanence au Sénat et occasionnellement à la Chambre. Enfin ils manquaient d'interlocuteurs au sein du mouvement ouvrier, du fait notamment de la radicalisation du mouvement syndical (voyez un peu plus bas). Une bonne partie des militants

syndicaux, ainsi que la frange la plus extrémiste des socialistes, refusaient toute réforme¹. Ainsi il y eut toute une campagne *contre* les retraites ouvrières, et lorsqu'elles furent votées en 1910, le vieux Guesde, pourtant bien assagi depuis une quinzaine d'années, eut un retour de printemps et refusa de voter la loi².

Les rares avancées sociales de la Belle Époque furent l'œuvre de Clemenceau et de Briand. Le premier, à son arrivée à la tête du gouvernement en octobre 1906, créa un **ministère du Travail** et de la Prévoyance sociale; le premier titulaire en fut le socialiste indépendant René Viviani. Dans les premières années, ce ministère se livra surtout à un travail d'enquêtes et de statistiques, et essaya d'organiser un dialogue avec les syndicats: pour la première fois, le pouvoir recevait leurs délégués. La même année Clemenceau rétablit le repos hebdomadaire obligatoire. Ce fut aussi dans les années 1900 que la législation sur les accidents du travail fut étendue aux ouvriers agricoles, que la journée de travail fut limitée à dix heures dans toutes les professions (auparavant il y avait des exceptions) et, pour certaines professions comme les postiers et les mineurs, à huit. Enfin, en avril 1910, sous le ministère Briand, ce fut la première loi sur les **retraites ouvrières** et paysannes — elle était en discussion depuis... 1890³. Par ailleurs, en 1906 le gouvernement Clemenceau nationalisa la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest: ce n'était pas à proprement parler une mesure sociale, il s'agissait plutôt d'éviter une faillite; mais par la suite, notamment après les nationalisations de 1945, cette prise de contrôle par l'État d'une grande entreprise, pour la première fois dans notre Histoire, fut interprétée comme une avancée

¹ Au niveau national tout au moins; au niveau de l'entreprise c'était autre chose: les grèves réformistes étaient courantes, il fallait bien gérer les conflits au jour le jour — c'était quand même la première raison d'être des syndicats. J'y reviendrai plus bas.

² L'hostilité des syndicats aux retraites s'expliquait, outre la ponction injuste sur les revenus déjà maigres des ouvriers au profit, disait-on, de l'État capitaliste, par le fait que beaucoup d'anarcho-syndicalistes ne croyaient toujours qu'en l'action *sociale*, c'est-à-dire à la lutte dans le cadre de l'entreprise; le combat *politique*, le combat pour de nouvelles lois et pour le contrôle des instances de pouvoir, leur paraissait une illusion, ou, pire, un reniement, une entreprise de sauvetage du vieux monde — les travailleurs allaient-ils continuer à préparer le "grand soir" s'ils avaient des retraites? Les réformes ne faisaient qu'aider à perpétuer la société bourgeoise. Et puis, pouvait-on espérer que l'État bourgeois, la république de Clemenceau le "briseur de grèves", même incapable d'appliquer sincèrement la loi Ollivier et la loi Waldeck-Rousseau, allait *réellement* appliquer une législation sociale plus avancée? Ne valait-il pas mieux essayer de peser là où se trouvait, selon les socialistes, le pouvoir réel: dans les entreprises? L'attitude de Guesde, qui était tout le contraire d'un anarcho-syndicaliste, s'expliquait par le deuxième argument présenté ci-dessus: les retraites risquaient de détourner les travailleurs de la Révolution.

³ Loi loi était fort mal ficelée, car le gouvernement avait absolument voulu qu'elle passât avant les législatives. Deux ans plus tard, elle fut précisée, ce qui fait que certains manuels font remonter les retraites ouvrières à 1912: l'âge de la retraite fut fixé à soixante ans, il fallait avoir cotisé trente ans. Il fallut des années pour que tout le monde se mît à cotiser: les patrons ne voulaient pas en entendre parler; les cotisations pesaient lourd sur des salaires ouvriers encore faibles; une partie des militants ouvriers s'opposa farouchement à ce qu'ils percevaient comme un racket au profit des capitalistes.

sociale. Ce fut également Clemenceau qui autorisa la femme mariée à disposer librement de son salaire, par une loi de 1907.

Les socialistes étaient sur la voie de l'unité, avec dix ans de retard sur les syndicalistes; ils étaient aussi, mais avec moult difficultés et ambiguïtés, sur celle du réformisme. Après bien des péripéties et un essai de fusion avorté en 1899, ils avaient fini par se regrouper en deux partis: le Parti Socialiste de France (P.S. de F.), constitué en novembre 1901 et dirigé par Guesde, se voulait « parti de révolution et par conséquent d'opposition à l'État bourgeois », on y retrouvait aussi Vaillant; le Parti socialiste français (P.S.F.¹), constitué en mars 1902 et animé par Jaurès (on y retrouvait aussi Paul Brousse) et plus réformiste, se définissait comme "un organe de transformation sociale et de défense républicaine" et accepta de faire partie du bloc républicain, c'est-à-dire de soutenir Combes; d'ailleurs Jaurès fut vice-président de la Chambre jusqu'en 1905. En revanche le P.S.F. n'avait pas de ministre: le débat faisait rage dans ses rangs sur le problème du "ministérialisme" — fallait-il accepter ou non, comme Millerand (qui demeurait indépendant) l'avait fait en 1899, d'entrer dans un gouvernement "bourgeois"? N'était-ce pas prendre le risque de perdre son âme? Mais demeurer sur l'Aventin, alors que dans un futur proche on n'avait aucune chance de conquérir la majorité absolue des sièges à la Chambre et que par ailleurs on ne croyait pas à la violence révolutionnaire, n'était-ce pas reculer devant l'action et les responsabilités, risquer de perdre toute crédibilité auprès de l'électorat?

En 1904, l'Internationale, réunie en congrès à Amsterdam, exigea de tous ses affiliés qu'ils cessassent de collaborer avec les partis bourgeois, même avec ceux qui se disaient de gauche, et qu'ils constituassent dans chaque pays une formation unique, car le prolétariat devait être uni dans la lutte. C'était la condamnation de la tactique de Jaurès: il accepta sa défaite et rompit avec les radicaux. En avril 1905, salle du Globe à Paris, se tint le congrès constitutif de la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.): un intitulé très internationaliste, qui demeura jusqu'en 1969 (mais on disait couramment depuis l'entre-deux-guerres: "le Parti socialiste"). Jaurès était à la tête de la S.F.I.O.: il demeurait l'atout maître du socialisme français; il contribua à faire de ce parti fondé en principe pour la lutte contre la société bourgeoise une formation nettement moins extrémiste qu'elle ne l'eût été sous la direction d'un Vaillant par exemple — la victoire des guesdistes au congrès d'Amsterdam avait été une victoire à la Pyrrhus. La S.F.I.O. continuait à participer aux consultations électorales et Jaurès était toujours l'un des orateurs les plus brillants à la Chambre; il ne s'opposait pas à la République, et, en bonne partie grâce à lui, la classe ouvrière commençait

¹ Attention, il y a eu un autre P.S.F. dans les années 1930, à l'extrême-droite.

à s'intégrer au jeu politique républicain, à sortir d'un "exil" de trente-cinq ans. En revanche il considérait que, le régime n'étant plus menacé, il pouvait désormais s'opposer franchement aux radicaux.

Mais la forte personnalité et le charisme incontestés de Jaurès, et l'unité dans l'opposition au pouvoir radical, masquaient mal la diversité, voire les divergences des socialistes français sur nombre de sujets, notamment sur la question nationale et sur le problème de la violence politique — ces divergences ressurgirent après son assassinat. D'autre part, la S.F.I.O. peinait à devenir un vrai parti de masse: elle avait seulement quatre vingt-dix mille adhérents en 1914, très peu par rapport à la S.P.D. allemande (en revanche elle disposait d'un organe de presse, *L'Humanité*, fondée par Jaurès en avril 1904, devenue l'organe officiel de la S.F.I.O. en 1907). Dans l'immédiat, la rupture avec les radicaux et l'union ne bénéficièrent guère aux socialistes: la S.F.I.O. n'eut que cinquante-quatre ou cinquante-neuf députés à la Chambre issue des législatives de 1906, auxquels il fallait ajouter quinze à vingt socialistes indépendants pour pouvoir faire la comparaison avec le score de 1902. C'étaient des modérés rétifs à la discipline partisane, qui trouvaient la S.F.I.O. trop révolutionnaire et surtout trop hostile à la participation gouvernementale: parmi eux, Millerand, Briand et Viviani. Leur idéologie finissait par ne plus se distinguer très nettement de celle des radicaux, si l'on en exceptait des références de plus en plus platoniques à une future collectivisation des moyens de production.

La gauche politique était désormais complètement disloquée, sauf à l'occasion des campagnes électorales où la "**discipline républicaine**" jouait encore, c'est-à-dire que les candidats de gauche se désistaient au second tour pour celui qui avait été le mieux placé au premier.

L'ambiance, malgré tout, **était à la montée de la violence**, à gauche comme à droite; j'en reparlerai au paragraphe suivant à propos du nationalisme et du militarisme. L'affaire Dreyfus et la crise anticléricale, entre autres, avaient habitué les gens à penser en termes violents, à poser la violence comme quelque chose d'inévitable, comme la seule solution aux problèmes de la France. Une ambiance de refus du compromis et une tendance à la radicalisation, plus ou moins neutralisées par Jaurès au sein du mouvement socialiste, se ressentaient plus nettement au sein du **mouvement syndical**. En octobre 1906, au congrès d'Amiens, la C.G.T. adopta un programme (la "**charte d'Amiens**") beaucoup plus radical, très influencé par les idées anarcho-proudhoniennes — le ralliement des Bourses du travail, acquis à ce congrès, joua un rôle essentiel dans cette radicalisation: Pelloutier, l'"inventeur" des Bourses, avait été le premier théoricien de la grève générale. La charte d'Amiens, qui se plaçait sur le terrain exclusif de la lutte des classes (avec un vocabulaire très marxiste) et

affichait une grande méfiance envers la démocratie, sonnait comme une déclaration de guerre à la société capitaliste bourgeoise, laquelle devait être détruite par tous les moyens y compris la grève générale — c'était la rupture définitive avec le réformisme syndical à l'anglaise ou à l'allemande, même si l'un des articles prévoyait la possibilité, en attendant mieux, d'agir dans le cadre de la société existante pour des objectifs immédiats et partiels comme la réduction de la journée de travail. Par ailleurs la méfiance, voire **L'hostilité des syndicalistes vis-à-vis de l'action politique était plus forte que jamais**: dans la charte d'Amiens, la toute jeune S.F.I.O. se faisait traiter de « secte », c'est-à-dire de ferment de division de la classe ouvrière. Le vrai combat, c'était la grève, révolutionnaire évidemment, le combat social; le combat politique, surtout légal comme celui de la S.F.I.O., c'était la trahison des intérêts de la classe ouvrière, laquelle n'avait rien à faire des jeux décadents des bourgeois et de leurs ours savants.

L'année du congrès d'Amiens, en 1906, parut en France une œuvre qui allait faire date, et qui annonçait véritablement un changement d'époque: les *Réflexions sur la violence* du proudhonien Georges **Sorel**¹. Sorel était l'un des principaux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, notamment de la grève générale; c'était aussi un grand lecteur de Nietzsche. Il avait élaboré une critique radicale de la démocratie: il lui reprochait sa médiocrité et sa prétention, d'être incapable d'exprimer les plus hautes aspirations de l'homme et surtout de les promouvoir. Il haïssait la civilisation matérialiste de son temps qui misait tout sur le progrès économique; il haïssait encore plus le niais optimiste démocratique, l'illusion d'un Paradis à l'horizon du progrès: pour lui, cela revenait à nier toute forme de dépassement de l'homme; c'était l'expression privilégiée de l'"entropie moderne", c'est-à-dire de la dissolution de l'énergie humaine, de la dégénérescence de l'espèce humaine.

La régénération de l'humanité ne pouvait avoir lieu que par le biais de la violence: Sorel en fit la théorie, dans la lignée de l'anarcho-syndicalisme le plus virulent, et, plus largement, de cette mouvance idéologique alors en plein essor, imprégnée d'idées darwiniennes appliquées à la société, selon laquelle « l'idée de droit même est une fiction, il n'y a que des forces » (selon Vacher de Lapouge²). Il distinguait la "violence" de la force: toutes les deux sont énergie humaine en acte, mais la force émane de l'autorité et de toutes les formes d'oppression; **la violence**, elle, accompagne la révolte, elle **est un acte créateur** venant de l'homme et construisant l'homme et l'humanité; elle est donc un acte hautement moral — **elle est la morale elle-même**, c'est-à-dire « l'énergie luttant contre l'entropie », que celle-ci se manifeste dans un pouvoir autoritaire, dans le libéralisme ou dans le faux socialisme démocrate ou totalitaire. En cela la violence ressemble au travail, lui aussi lutte, élan, création: l'un et l'autre, somme toute, ne sont rien d'autre que l'expression de la

¹ Sorel (1847-1922) était né à Cherbourg; polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées de profession, il découvrit le socialisme à l'âge adulte.

² Sur Vacher de Lapouge, voyez le chapitre 10.

puissance créatrice de l'humanité. La révolte prolétarienne qu'il prophétisait, « acte de guerre » nécessairement libertaire, c'est-à-dire libéré de toute tutelle partisane ou autre, serait d'abord une catastrophe semblable à l'irruption des Barbares dans le monde romain; mais cette catastrophe susciterait des héros et enfanterait une civilisation nouvelle et meilleure.

On retrouvait chez Sorel l'héritage de toutes les traditions révolutionnaires violentes du XIXe siècle, de Robespierre à Ravachol, et une grosse pointe d'utopie; mais nous avons vu plus haut qu'il fut proche de l'Action française, par son côté proudhonien — depuis 1890, une partie de la gauche proudhonienne, marginalisée par les progrès du marxisme, cette idéologie internationaliste de la lutte des classes, avait tendance à dériver vers les eaux douteuses d'un "socialisme national" agrémentée d'une idéologie corporatiste de la collaboration des classes qui ne pouvait que plaire aux descendants même bâtards du légitimisme, lesquels avaient également reçu le corporatisme en héritage idéologique¹. Comme celle de Maurras, **la pensée de Sorel servit de "pont": d'abord entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite** — sa théorie de la violence nécessaire des masses fournit à une partie de la droite maurrassienne une solution intéressante au problème du renversement de la démocratie, son ouvriérisme convenait mieux aux temps modernes que le royalisme anachronique du Virgile de Martigues; **mais aussi entre de vieux extrémismes** qui n'étaient pas du tout de droite, **et d'autres qui allaient fleurir dans l'entre-deux-guerres**, refusant d'ailleurs de se réclamer ni de la droite, ni de la gauche. Il suffisait d'y ajouter le nationalisme exacerbé de l'entre-deux-guerres et de remplacer le spontanéisme anarchiste par le culte du chef, motif issu du bonapartisme le plus classique, pour aboutir à un cocktail des plus redoutable...

Avec ses théories pessimistes, antidémocrates et en même temps "travailleuses", avec sa critique radicale de l'humanisme (l'homme n'est pas bon) et aussi sa détestation de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat, Sorel influença très fortement les extrême-droites des années 1920 et 1930, en France et ailleurs: notamment le jeune Adolf Hitler, par le biais d'épigones². En France, il faut citer le nom de Georges **Valois**, un sorélien qui vers 1906 fit un

¹ Proudhon détestait le concept de luttes des classes; il était le théoricien de la "fédération agricole-industrielle", organisée sur la base des "métiers" — le proudhonisme était l'idéologie du vieux prolétariat des grandes villes, organisé en corps de métiers très structurés, par opposition au marxisme, idéologie du prolétariat industriel des grandes usines, dépourvu de savoir-faire, peu hiérarchisé, simple masse de "machines à travailler" indifférenciées. Ce monde des corps de métiers plongeait ses racines dans l'Ancien Régime; lesdites racines y rejoignaient celles du corporatisme légitimiste, autre idéalisation du monde des maîtres et des compagnons. Le légitimisme s'était toujours revendiqué réactionnaire; le proudhonisme l'était devenu à partir du moment où le monde de Germinal avait pris le pas sur celui des communards, mais il s'inscrivait encore dans des traditions "de gauche", et l'on sait ce que l'attachement à ce qualificatif peut avoir, en France, de viscéral. Dès le second Empire, les dérives du proudhonisme étaient visibles: Proudhon avait offert ses services à Napoléon III, en qui il avait cru voir le monarque bienveillant sous le règne duquel se réaliserait l'harmonie agricole-industrielle.

² Dans ses dernières années Sorel applaudit à la Révolution bolchevique et à la prise de pouvoir par Mussolini. À son propos, une belle analyse de François Furet dans *Le passé d'une illusion*: « la violence chez Sorel est inséparable de l'activité créatrice. Éclairée par une grande idée, la grève générale, elle vise à déchirer le voile du mensonge qui recouvre la société et à restituer aux individus, avec le sens de leur existence collective,

bref passage aux cercles proudhoniens d'Action française: en 1925, il fonda le Faisceau, le premier parti ouvertement fasciste...¹

En liaison avec l'apparition d'un parti socialiste fort, avec la radicalisation du mouvement syndical, avec les déceptions qu'avaient causé les radicaux, et aussi avec le retour de la prospérité économique², l'**agitation ouvrière**, qui s'était calmée après l'arrivée au pouvoir d'une majorité de gauche en 1899, reprit de plus belle à partir de 1902 et surtout de 1905, l'année de la première révolution russe. L'année **1906** fut particulièrement agitée, plusieurs mouvements qui eurent lieu cette année-là sont restés célèbres dans les annales du mouvement ouvrier — pourtant il n'y avait toujours pas beaucoup de syndiqués (10% des travailleurs en 1910). En mars, une grève éclata dans les mines de charbon du Nord, à la suite d'un coup de grisou qui avait fait plus de mille victimes à **Courrières**, près de Lens. Le gouvernement, dont Clemenceau était le ministre de l'Intérieur, dépêcha vingt mille soldats pour surveiller cinquante mille grévistes... Le **Premier mai 1906** particulièrement tendu, amena le même Clemenceau à concentrer quarante-cinq mille soldats dans la capitale, et des bourgeois affolés de l'imminence du "grand soir" à se claquemurer chez eux après avoir fait des achats massifs de denrées alimentaires — Simone de Beauvoir a évoqué le souvenir de ce quasi état de siège au début des *Mémoires d'une jeune fille rangée*. Lors de ces grand-messes nationales du mouvement ouvrier, les manifestants s'adressaient presque plus à l'État qu'aux patrons, selon une mentalité très française, héritée de la monarchie absolue et du jacobinisme³, où la puissance publique doit agir comme une force bienveillante pour réguler les relations sociales; ils réclamaient la journée de huit heures, et, plus globalement, non pas à proprement parler la Révolution mais "**la Sociale**", autrement dit la République sociale, c'est-

leur dignité morale. Elle permet, comme chez Nietzsche, les retrouvailles avec la grandeur de l'homme, au-delà de la patitesse universelle des temps démocratiques. Le bourgeois vit dans l'hypocrisie; la lutte des classes ramène la vertu sur la scène publique au profit du prolétaire. Elle donne à la violence une finalité éthique, et assimile le militant révolutionnaire au héros. Si l'homme de la grève générale a admiré Lénine et Mussolini, c'est comme deux prodiges de la volonté, qui ont pris en charge leurs peuples pour les conduire à la réalisation de l'homme nouveau. Pauvre Georges Sorel! Lui le fils de Proudhon, lui l'anarchiste individualiste, le voici pris d'admiration pour des fondateurs de régimes auprès desquels l'état bourgeois détesté fera figure d'utopie libertaire! ».

¹ Dans la lignée de la note précédente, voici une citation de Valois sur le fascisme et le communisme, extraite elle aussi du livre de Furet: elle date de 1925. « Quel que soit celui qui gagne et absorbe l'autre, le communisme en Russie et le fascisme en Italie auront des résultats identiques. Pas de Parlement, pas de démocratie, une dictature, une nation qui se forme elle-même. Quand la bourgeoisie aura été éjectée, l'alliance entre l'État et le peuple obligera chacun à marcher dans la discipline nationale... Le fascisme a pris à l'Action française et au socialisme tout ce qu'ils avaient de meilleur. En Europe, il est en train de devenir la synthèse de tous les mouvements antidémocratiques positifs ». Rien, je crois, ne saurait mieux illustrer que ce genre de propos la profonde parenté d'origine entre les différentes idéologies et passions totalitaires de l'entre-deux-guerres.

² Car il est plus facile de faire grève et de manifester en temps de prospérité qu'en temps de crise: on risque moins de perdre son emploi et d'être remplacé par un chômeur.

³ Et bien illustrée par Napoléon III; mais celui-ci en 1906 était dans "les poubelles de l'Histoire".

à-dire un régime qui eût placé le sort des plus pauvres au cœur de ses préoccupations (en novembre 1893, dans un discours, Jaurès avait affirmé que « la République politique [devait] aboutir à la République sociale »).

En juin-juillet 1908, des grèves dans le secteur du bâtiment en banlieue parisienne firent deux ou trois morts à **Draveil** et quatre à **Villeneuve-saint-Georges**: l'armée tira sur la foule, il y eut six morts à Draveil. Ces incidents très graves débouchèrent sur un début de grève générale. **Clemenceau** était président du Conseil: ce fut alors que les socialistes lui firent une réputation de "**briseur de grèves**" et d'ennemi des ouvriers qu'il traîna jusqu'à la fin de sa vie. Il s'en flattait d'ailleurs, car pour lui "l'ordre" primait sur tout le reste. Cet homme que son caractère impossible faisait appeler "le Tigre" (et, à gauche, "la Bête rouge") se décernait à lui-même le titre de « premier flic de France »; il attaquait très violemment et méchamment la C.G.T., la S.F.I.O. et Jaurès (une saillie célèbre: « on reconnaît un discours de monsieur Jaurès à ce que tous les verbes sont au futur »). Plus grave, il inaugura de fort douteuses méthodes de maintien de l'ordre, entre autres celle qui consistait à introduire des provocateurs parmi les grévistes (à Draveil notamment).

En octobre 1910, alors que Briand était président du Conseil, éclata la première **grève nationale des cheminots**; elle fut brisée par la mobilisation des grévistes, qui les rendit passibles du conseil de guerre (les chemins de fer pouvaient être militarisés en cas de risque de conflit armé). À cette occasion, Briand déclara: « si, pour défendre l'existence de la nation, le gouvernement n'avait pas trouvé dans la loi de quoi rester maître de ses frontières, (...) eh bien, aurait-il dû recourir à l'illégalité, il y serait allé ». Cette déclaration fit quand même scandale, et il dut démissionner de la présidence du Conseil. Les **petits fonctionnaires** aussi lançaient des conflits sociaux de plus en plus violents, selon les modèles de lutte élaborés par les ouvriers de l'industrie une génération plus tôt. Postiers et instituteurs notamment étaient de plus en plus nombreux; ils étaient certes assurés d'une retraite, contrairement aux ouvriers, mais ils étaient très mal payés et ne bénéficiaient ni du droit de grève, ni de droits syndicaux. Il y avait des syndicats dans ces milieux (depuis 1903 ou 1906, selon les sources, chez les instituteurs), mais ils n'étaient que tolérés par les autorités, et la répression la plus brutale s'abattait sur eux en cas de conflit, ce qui n'avait rien pour les rendre plus modérés; en fait, c'était parmi une frange des "hussards noirs" que l'on trouvait quelques-uns des extrémistes les plus excités de l'époque. Les conflits sociaux dans la fonction publique se soldaient souvent par des mises à pied: il n'y avait pas de sécurité de l'emploi dans ces secteurs à l'époque.

Les **anarchistes** étaient toujours là, extrémistes et idéalistes; je prendrai l'exemple de deux personnages authentiques évoqués par Aragon dans *Les cloches de Bâle*. Albert Libertad (1875-1908) avait lancé en 1902, à Montmartre, des "causeries populaires" et, en 1905, une feuille appelée *L'Anarchie*:

« C'était un homme grand [qui portait une longue blouse noire de typographe¹], à la tête comme une broussaille, avec toute sa barbe et des cheveux bruns retombant en arrière plus bas que le col. Si ses épaules lui remontaient un peu, sans doute cela tenait-il à ce qu'il ne marchait qu'avec deux béquilles. Avec son front immense et bombé, dégarni par une calvitie commençante, cet homme qui exerçait un grand attrait sur les femmes, par son regard et sa voix chantante de Bordelais, était un infirme. Vers le bas, son corps mourait. Cette volonté, cette rage, se terminait par deux jambes molles qui ne pouvaient soutenir Libertad. Toute sa force était dans ses bras habitués à porter le corps. Cet être qui ne touchait pas la terre avait une fureur pathétique ».

Aragon le fait mourir des suites d'un tabassage policier: ce n'est pas sûr, mais on ne prête qu'aux riches. Anna Mahé (1881-1960) fut la compagne de Libertad: son grand combat libertaire était la réforme de l'"ortographe": « sous prétexte d'*ortografe simplifiée*, [elle] écrivait *jalouzie, plaisir sexuel, hijiène du cerveau, un être intélitent* ». Ceux-là étaient inoffensifs, d'autant plus que les lois "scélérates" de 1894 bridait beaucoup leurs activités. Mais il y eut une nouvelle (brève) flambée de violence anarchiste: en 1911-1912, la "**bande à Bonnot**" se rendit célèbre par une série de hold-ups sanglants², qui permirent à la presse de se déchaîner contre l'extrême-gauche, et laissèrent les socialistes perplexes. Voici comment Aragon rend cette ambiance³:

« À ce moment, éclata l'affaire de la rue Ordener: l'exploit des bandits en auto jeta soudainement dans l'ombre et le Congo et le Maroc et la grève [des chauffeurs de taxis parisiens] et la guerre des Balkans. Une espèce de frénésie entretenue par la presse fit de l'attentat contre un garçon de recettes le centre de l'attention et de la discussion publique. La fin de décembre [1911] et le début de janvier [1912] furent de plus en plus passionnés par la légende sanglante, l'échec de la police, les attaques répétées de ces personnages dont on ne savait comment, sans qu'aucun témoignage fût venu l'établir, les noms étaient jetés à une gloire étrange et criminelle. Des anarchistes, là-dessus on s'entendait, mais était-ce bien Bonnot? Et ce Carouy dont on parlait?

¹ Membre de phrase situé une page plus loin dans le texte. Libertad est identifié vestimentairement comme appartenant à la vieille "aristocratie ouvrière" du temps du socialisme proudhonien et de la Commune.

² On était à la limite de la délinquance commune; c'est pourquoi de nombreux historiens refusent de les classer parmi les militants. Les bolcheviks russes, à cette époque, faisaient aussi des hold-ups pour se financer; s'ils n'avaient pas pris le pouvoir, auraient-ils laissé le souvenir d'autre chose que d'une bande de délinquants? Certes Lénine faisait aussi de la théorie politique, alors que Bonnot n'a laissé aucun texte.

³ Attention: *Les cloches de Bâle*, publié en 1934 par un Aragon déjà stalinien, présente les événements des années 1900 dans une perspective rétrospective très orientée (non à la révolte individuelle: le prolétariat doit s'organiser). Il prend nettement parti pour ceux des socialistes qui condamnaient Bonnot et traite les anarchistes comme, au mieux, des rêveurs impuissants; c'est net dans le portrait de Libertad, « cet homme qui ne touchait pas terre ». Mais les choses n'étaient peut-être pas aussi claires dans les esprits socialistes en 1911.

Catherine, le personnage principal du roman, est une jeune bourgeoise généreuse révoltée contre la société; à ce stade de l'histoire elle hésite encore entre la révolte anarchiste et la lutte dans le cadre du socialisme, qu'elle finit par rejoindre à la fin du roman à l'occasion du congrès de Bâle de l'Internationale socialiste (en 1912). Victor, jeune ouvrier, représente le pôle socialiste de ses fréquentations; la revue *L'anarchie* et son équipe rédactionnelle, le pôle libertaire.

(...) Bien entendu, [Catherine] les trouvait admirables. Seuls contre tous! Le browning en main, ils défiaient la société. Victor disait que c'étaient tout simplement des assassins, et que ces histoires-là faisaient le jeu de la police. D'abord, on ne pouvait pas dire que c'étaient des ouvriers, ces gens-là... Catherine se mettait à le détester, quand il parlait ainsi. Au fur et à mesure que les filets de la police se resserraient autour de la rédaction de *L'Anarchie* (par suite de quelles délations?), la jeune femme (...) se sentait davantage liée aux nouveaux héros; et il s'en fallait de bien peu qu'elle considérât Victor comme un flic. Est-ce qu'ils n'avaient pas les mêmes ennemis, Victor, Catherine, Bachereau, et les audacieux bandits? Ah, s'il y avait eu quelques centaines de Bonnot, il n'aurait pas fait long feu, le capitalisme! Victor haussait les épaules, Bachereau n'était pas si catégorique: mais c'était clair qu'il pensait, lui aussi, aux *innocentes victimes*. Alors quoi? Toujours la même chose! Vouloir la fin, et pas les moyens.

— Croyez-vous, Victor, disait-elle, que la bombe qui a tué de Plehve [le ministre de l'Intérieur russe, en 1909] n'ait pas tué des innocents? Cependant les socialistes-révolutionnaires n'ont pas rejeté son acte comme un assassinat. Ils l'ont revendiqué comme le leur. J'ai honte quand je lis les journaux ouvriers d'y retrouver tous les lieux communs de commissariat de la presse bourgeoise...

— D'abord, répondait Victor, ces histoires de reprise individuelle et autres balançoires n'ont rien à voir avec les attentats politiques. Et puis les attentats politiques, pour ce qu'ils avancent la classe ouvrière! Quand ils n'ont pas été organisés par la police...

Cela, c'était ce qui la mettait le plus hors d'elle: Catherine qui se souvenait de Vaillant, jadis, l'anarchiste, celui qui avait jeté la bombe à la Chambre des députés [en 1894: voyez le chapitre 5]. Un homme qui n'avait pas le sou. Elle ne pouvait pas oublier ses yeux... Victor la coupa:

— Eh bien, il en a fait du joli, votre Vaillant. Donné l'occasion à la police d'exiger des députés qui avaient pris la frousse les lois même au nom desquelles aujourd'hui on poursuit les ouvriers qui luttent pour leur croûte... On aurait voulu le faire, qu'on n'aurait pas mieux réussi. Les bombes jetées ici ou là n'auraient pas donné de résultats, il en fallait une à la Chambre, pour armer les patrons contre les ouvriers. M'étonnerait pas que votre Vaillant, il n'ait fait que ce qu'on lui disait de faire...¹ »

Outre ces luttes qui, comme il n'est guère surprenant, touchèrent surtout les villes, il y eut même un **début d'agitation dans les campagnes**, calmes depuis 1851 et tenues jusqu'alors pour les "grandes muettes" d'une République qui, très largement, était leur régime. Mais le sort matériel des paysans ne s'améliorait que lentement, comme nous le verrons au chapitre 7. Une profession au moins était en grande difficulté: les **viticulteurs**, notamment les tout petits viticulteurs et le prolétariat rural du Midi (la profession employait de nombreux ouvriers agricoles, notamment pour la vendange: pour partie de petits paysans ruinés par la surproduction, mais aussi toute une population descendue du massif Central misérable, et

¹ L'annotateur de l'édition de la Pléiade souligne que ces accusations mutuelles étaient systématiques dans les groupes d'extrême-gauche.

enfin des immigrés italiens et espagnols). Ils avaient eu des années terribles avec la crise du phylloxéra qui avait obligé à arracher la vigne; depuis quelques années, avec la reconstitution du vignoble grâce à des ceps américains, c'était au contraire la surproduction qui régnait. Les prix s'effondraient, parfois le vin ne trouvait pas même d'acheteur. Comme la monoculture était la règle dans ces régions, la crise viticole plongeait tout le Midi dans le marasme — c'était dans l'Hérault que la situation était la plus grave, mais l'Aude, le Gard et les Pyrénées orientales étaient très touchés aussi.

Alors, **au printemps 1907**, sous l'effet de deux "bonnes" récoltes consécutives, **le Midi languedocien s'enflamma**. On se mit à accuser d'hypothétiques fraudeurs, sur place ou en Algérie, de produire des vins factices par chaptalisation, c'est-à-dire par ajout de sucre — le sucre, c'était la betterave, donc le nord du pays, dont le mépris pour les Méridionaux était bien connu et mal supporté; c'était aussi le capitalisme des Béghin, Say et consorts, les "gros" par excellence. Des **manifestations** rassemblèrent plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment à Carcassonne et à Béziers; celle de Montpellier, en juin, fut sans doute la plus importante de toute la III^e République. Elles avaient souvent un caractère régionaliste accentué, avec par exemple des slogans en occitan: *Abère tant dé boun bi et pas pourré mangea dé pan!* — Mistral venait de se voir décerner le prix Nobel en 1904. Elles surprirent d'autant plus que la région votait traditionnellement pour les radicaux au pouvoir. Les vigneronns organisèrent des grèves administratives (des conseils municipaux donnèrent collectivement leur démission — le maire de Narbonne notamment, Ferroul, s'engagea dans le mouvement), des grèves fiscales, des barricades sur les routes (un moyen d'action moins efficace qu'aujourd'hui, car l'économie dépendait moins des transports); il y eut des incendies de bâtiments publics — bref, toutes les formes de violence paysanne que l'on retrouve jusqu'à nos jours étaient déjà présentes en 1907¹. Il y eut quand même cinq morts.

Un agitateur, **Marcellin Albert**, cafetier de son état à Argeliers près de Narbonne, par ailleurs propriétaire d'une petite vigne (comme tout le monde ou presque), fanatisait les auditoires par son verbe, son dynamisme et le radicalisme de son discours; on l'appelait "le rédempteur". Dans ses harangues, il assimilait le vin au "sang" du peuple que suçaient les vampires de l'industrie, les betteraviers (le pain de sucre était assimilé à l'obus mortifère) dont

¹ En revanche, on était à des années-lumières des grèves ouvrières de l'époque, organisées par les syndicats. Et pour cause: contre qui faire grève lorsqu'on est un petit paysan propriétaire? Sur qui faire pression en arrêtant la production alors que personne ne voulait plus de vin? Du reste, même si, je viens de l'utiliser, le mot de "grève" était appliqué à toutes les formes de désobéissance civile, ce qui montre bien, au moins au niveau du langage, l'influence du mouvement ouvrier, en revanche le projet des émeutiers et de leurs meneurs n'était pas révolutionnaire, ni socialiste: ils ne cherchaient pas à imiter les cégétistes, à se mettre à leur école (des syndicats agricoles apparurent dans le Midi mais *après* la crise, sur le constat juste de son échec). En fait, ils se comportaient, au sein de cette République qui était largement la leur, comme ce qu'on appellerait aujourd'hui un *lobby*. Explosion de colère sans grands résultats, isolée dans la période et qui ne freina absolument pas le déclin du monde rural, la révolte du Midi viticole montre bien *a contrario*, par ses limites et son échec, à quel point les ouvriers étaient parvenus à élaborer un instrument efficace de lutte.

la bourse était "coufle" ("pleine" ou "ivre", en français régional, d'après un mot provençal). L'affaire prit un tour particulièrement grave lorsqu'un régiment se mutina pour la première fois depuis la Commune (et la dernière jusqu'en 1917): c'était le **dix-septième régiment d'infanterie**, un régiment de Béziers, recruté sur place. Il s'agissait en fait des enfants des vigneronns révoltés... En juin 1907, le "dix-septième" se mutina à Agde, fraternisa avec les manifestants, pilla des bâtiments militaires, se dirigea en tumulte vers Béziers. À Paris, certains s'affolèrent, d'autres se solidariserent avec la révolte du Midi (comme le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur Albert Sarraut, député de l'Aude, qui donna sa démission); l'image de l'armée républicaine, soutien du régime, était gravement atteinte.

Clemenceau tint bon. Habilement, il **compromit Marcellin Albert** à l'issue d'une entrevue sollicitée par le meneur des vigneronns, en lui offrant un billet de cent francs pour son voyage de retour dans le Midi: à la suite de quoi "on" fit courir le bruit que Marcellin Albert s'était laissé acheter. Puis "le Tigre" déplaça le régiment rebelle (contre toutes les promesses faites sur le moment, on l'envoya en pénitence dans l'extrême-sud de la Tunisie); il fit arrêter Ferroul et Marcellin Albert, et pour désamorcer la révolte il fit adopter des mesures d'aide financière aux viticulteurs. La mauvaise récolte de 1907 facilita le retour au calme: elle entraîna une hausse des prix et permit d'écouler les stocks des années précédentes. Mais le problème essentiel, celui du petit paysan menacé par l'insuffisante rentabilité de sa production, n'avait pas trouvé de solution et n'en a trouvé que par l'exode rural, cinquante ans et quelques autres poussées de fièvre plus tard. L'épisode de 1907 est resté dans la mémoire du Midi, et dans celle de toute la gauche française à travers l'épisode de la mutinerie du dix-septième: ces soldats qui mirent crosse en l'air contre la république de Clemenceau ont été assimilés à des prédécesseurs des mutinés de 1917... En particulier, la chanson composée sur le moment par le "chansonnier humanitaire" Montéhus a longtemps été de tous les meetings:

« Salut, salut à vous, braves soldats du dix-septième,
Salut, salut à vous, chacun vous admire et vous aime
Salut, salut à vous, à votre geste magnifique
Vous auriez, en tirant sur nous, assassiné la République.
Légitime était votre colère, le refus était un grand devoir... ».

D) Les tensions internationales et la montée du nationalisme; le pacifisme.

Les **relations entre la France et l'Allemagne** n'avaient jamais été fort cordiales depuis 1870, mais elles étaient correctes, sauf en période de crise dans l'un des deux pays (comme l'affaire Schnæbelé et l'affaire Dreyfus); elles se dégradèrent au tournant du siècle. L'Allemagne n'acceptait pas la politique suivie depuis 1898 par notre ministre des Affaires

étrangères, **Delcassé**: le resserrement des liens avec la Russie continuait; la France tentait de se rapprocher du Royaume-Uni, avec lequel la situation était très tendue depuis l'incident de Fachoda, et de l'Italie, furieuse depuis que la France avait pris le contrôle de la Tunisie (voyez le chapitre 10). Les efforts de Delcassé portèrent leurs fruits: en avril 1904, la France signa avec la Grande-Bretagne un traité d'alliance défensive. Les deux pays liquidèrent au passage tout leur contentieux colonial; selon les désastreuses habitudes de l'époque, certaines clauses du traité ne furent pas rendues publiques. Ce fut l'"**Entente cordiale**", un événement considérable car l'hostilité entre la France et la Grande-Bretagne était séculaire et profondément ancrée dans les mentalités (Jeanne d'Arc, etc.), bien plus qu'avec l'Allemagne. Désormais, France, Russie et Royaume-Uni formaient une "**triple Entente**", qui faisait pièce à la Triplice. L'Italie restait fidèle à ladite Triplice, mais elle signa des accords secrets avec la France en 1900 et 1902: en échange de la reconnaissance de ses droits sur la Tripolitaine (l'actuelle Lybie, qu'elle entreprit d'occuper à partir de 1911), elle envisageait d'interpréter ses engagements envers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie dans un sens très restrictif, autrement dit de rester neutre en cas de conflit. Ce fut effectivement ce qui arriva en 1914.

L'Allemagne se sentait encerclée: de plus en plus, elle craignait que la France ne se lançât dans une guerre de revanche. À deux reprises, en 1905 et en 1911, la tension dégénéra en crise diplomatique à propos du Maroc: ce furent **le coup de Tanger**, puis **l'incident d'Agadir**. Je les raconterai au chapitre 10, je voudrais ici en analyser les conséquences en métropole.

Le coup de Tanger bouleversa l'opinion publique française: il fut perçu comme une manifestation d'arrogance et d'agressivité inédites depuis 1870. Pour la première fois depuis trente-cinq ans, la menace allemande, dont on avait bourré les crânes depuis une génération mais qui jusque-là était demeurée toute théorique, redevenait réelle et immédiate: l'Alsace-Lorraine n'avait pas suffi à l'Allemagne, l'on se demandait où ses ambitions allaient s'arrêter. L'affaire contribua décisivement à un brutal **réveil du nationalisme** en France, un nationalisme passablement exalté, très différent de celui de Renan et pour lequel l'Allemagne, l'ennemie héréditaire, était une nation intrinsèquement perverse qui vivait seulement de rapines et d'exactions; quant à la guerre, c'était une occasion de tremper les âmes et de refaire l'unité de la nation. Ce regain de nationalisme ne toucha pas que la droite, loin de là. On assista à deux mouvements parallèles: d'une part, un glissement des radicaux au pouvoir vers un discours plus dur envers l'Allemagne (Clemenceau, vieux radical nationaliste de la génération de 1870, en fut largement responsable au cours de son long passage aux affaires); d'autre part, un glissement des nationalistes antirépublicains (les maurrassiens notamment) vers des positions encore plus extrêmes, la République étant toujours soupçonnée de mollesse... à l'exception des grandes figures du nationalisme des années 1880-1890, Barrès et

Déroulède, assagis par la vieillesse, et qui se rapprochèrent du régime: en écoutant Clemenceau, ils buvaient du miel.

Le symbole de cette évolution fut la "conversion" au nationalisme de Charles **Péguy** (1873-1914). Né dans une famille très pauvre des faubourgs d'Orléans — sa mère rempaillait des chaises —, hissé par le système des bourses républicaines jusqu'à la rue d'Ulm (dans la promotion 1896), Péguy avait toujours été patriote; mais dans sa jeunesse il avait été surtout socialiste, internationaliste, antimilitariste, anticolonialiste: en témoignent ses articles parus dans la *Revue Blanche*. Il avait été dreyfusard, et des plus engagés; mais à la fin de l'Affaire, la récupération du dreyfusisme par les politiciens de gauche l'avait déçu. Le combisme, aboutissement logique de cette évolution, avait fini de le dégoûter de la gauche: c'était pour lui « un césarisme civil bien pire que le césarisme militaire » (mais, contrairement à beaucoup de ses contemporains, ce républicain sincère et totalement incapable d'antisémitisme ne dérivait pas du côté de la droite maurrassienne). La crise marocaine de 1905 fut une révélation pour lui, comme il l'explique dans *Notre patrie*, un texte publié juste après la crise, en octobre 1905: « tout le monde en même temps connut que la menace d'une invasion allemande était présente, que l'imminence était réelle ». Cet homme encore jeune et fort exalté avait trouvé une nouvelle cause: les Prussiens avaient remplacé les militaires bornés, bourreaux de Dreyfus. Et Péguy de verser aussitôt dans un nationalisme assez délirant, comme en témoigne cette brassée de crétineries extraites, dans le désordre, de *Notre patrie*:

« La France est, de toute éternité, par droit de naissance, par droit divin, une reine des nations ». « La France fait la politique de l'humanité, disons mieux la politique divine ». « La France est le seul peuple dont la destinée fut éminente et singulière, le seul qui fut comparable aux anciens peuples élus, comparable au peuple d'Israël, comparable au peuple hellénique et au peuple romain ». « Le peuple français est le seul peuple de tout le monde moderne, le seul qui, dans les aberrations du monde moderne, eût conservé la droite ligne de ce qui était l'ancienne humanité, le seul qui, dans les étroitesse et dans les spécialisations du monde moderne, eût conservé le sens et le goût de l'ancienne humanité, le dernier peuple humain vraiment, le dernier survivant des anciens âges ». « Singulier peuple de Paris, peuple de rois, peuple-roi; le seul peuple dont on puisse dire qu'il est le peuple-roi sans faire une honteuse figure littéraire; profondément et véritablement peuple, aussi profondément aussi véritablement roi »¹.

Je voudrais aussi citer ces vers sinistres qui déparent le magnifique poème *Ève*, publié en 1913, et qu'une génération d'écoliers a récités par cœur entre les deux guerres:

« Vous nous voyez debout parmi les nations
Nous battons-nous toujours pour la terre charnelle
Ne déposerons-nous sur la table éternelle
Que des cœurs pleins de guerre et de sédition (...)

¹ Notez le parenté avec l'idéologie qui s'exprime dans le texte de Hugo cité au chapitre 5.

Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle
 Mais pourvu que ce fût dans une juste guerre
 Heureux ceux qui sont morts pour quatre coins de terre
 Heureux ceux qui sont morts d'une mort solennelle (...)
 Heureux ceux qui sont morts pour des cités charnelles
 Car elles sont le corps de la cité de Dieu
 Heureux ceux qui sont morts pour leur être et leur feu
 Et les pauvres honneurs des maisons paternelles
 Car elles sont l'image et le commencement
 Et le corps et l'essai de la maison de Dieu
 Heureux ceux qui sont morts dans cet embrasement
 Dans l'étreinte d'honneur et le terrestre aveu (...)
 Car le vœu de la terre est le commencement
 Et le premier essai d'une fidélité
 Heureux ceux qui sont morts dans ce couronnement
 Et cette obéissance et cette humilité
 Heureux ceux qui sont morts car ils sont retournés
 Dans la première argile et la première terre
 Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre
 Heureux les épis mûrs et les champs moissonnés »

*Viva la muerte*¹... Entre ces âneries et celles de Sorel, cette génération était mal partie!
 — Péguy l'a payé cher: il est allé engraisser la bonne terre de Champagne, dès les premiers
 mois de la guerre, à quarante et un ans. Il faut préciser que, typique en cela d'un intellectuel
 français de l'époque, il ne savait aucune langue étrangère vivante et n'avait jamais quitté la
 France. Par ailleurs, il ne cessait pas pour autant d'attaquer la bourgeoisie (égoïste, vile,
 avide), la classe ouvrière en voie d'embourgeoisement, les chefs socialistes (qui reniaient le
 vrai socialisme), les radicaux (affreux petits bourgeois épicuriens et rationalistes), le clergé
 (dont la bêtise et la lâcheté provoquaient la ruine du catholicisme), l'université (hypocrite,
 pédante, incurablement myope et sourde). Le génie français semblait souffrir d'un sérieux
 problème d'incarnation! Péguy ne fut pas le seul intellectuel à glisser vers le nationalisme
 extrême. Les milieux étudiants politiquement engagés, que nous avons vus attirés par la
 gauche et même l'extrême-gauche dans les années 1890, puis dreyfusards, basculèrent entre
 1900 et 1905, notamment la rue d'Ulm. Ce fut dans ces années qu'**Ernest Psichari**, l'un des
 petits-fils de Renan, abandonna la Sorbonne et sa licence de lettres pour s'engager dans
 l'artillerie coloniale: devenu par ailleurs proche de Maurras, il devint l'un des héros des
 nationalistes (et le personnage central de *Victor-Marie, comte Hugo*, une autre œuvre de
 Péguy). Lui aussi mourut à la guerre.

Ce fut aussi dans ces années que l'Action française commença à se distinguer par des
 manifestations tapageuses à Paris. On entendit parler d'elle au moment du troisième procès de

¹ Cri des fascistes espagnols durant la guerre civile.

Dreyfus en 1906, puis du transfert des cendres de Zola au Panthéon en juin 1908; les statues élevées aux héros dreyfusards étaient régulièrement souillées, mutilées. Le même année, un professeur de philosophie de la Sorbonne, Charles Andler, qui avait eu l'idée malheureuse d'emmener ses étudiants en Allemagne, et qui était par ailleurs un ami personnel de Jaurès, fut sérieusement molesté: en mai-juin, il y eut des échauffourées au Quartier latin. Ce fut en novembre 1908 que l'A.F. se dota d'une milice étudiante, les **Camelots du Roy**, dirigés par Maxime Real del Sarte et par Pujo; le jeune Bernanos en faisait partie. Elle perturbait les cours, s'attaquait aux professeurs juifs ou socialistes; en 1910, l'un d'eux gifla Briand, le président du Conseil, lors de l'inauguration d'une statue de Ferry... Ils n'étaient que six cents environ à Paris, dont deux cents activistes; mais ils arrivaient à occuper le terrain car les étudiants républicains, majoritaires, n'étaient pas organisés. Après l'affaire d'Agadir, l'Action française profita de la montée de l'hystérie belliciste: en 1912, sur une simple menace d'action des Camelots, le gouvernement renonça à organiser des festivités pour le bicentenaire de la naissance de Rousseau. Les ralliements se succédaient à un rythme accéléré, tel celui d'Ernest Psichari.

D'autres milieux résistaient à cette évolution; il s'y développa, au contraire, **des formes très radicales de pacifisme et d'antimilitarisme**. Elle n'étaient pas étrangères aux milieux internationalistes, depuis les années 1880; mais désormais, avec la montée des tensions et des exaltations, les discours se durcirent. En particulier, toutes les revues syndicalistes de l'enseignement primaire, comme le *Journal des instituteurs*, l'*École nouvelle* ou la *Revue de l'enseignement primaire*, étaient farouchement antimilitaristes — ce qui ne veut pas dire, évidemment, que tous les "hussards noirs" l'étaient devenus: le lectorat de ces feuilles était mince; mais quand même, c'était inquiétant pour la République, cela montrait qu'elle avait déçu une partie de ses plus anciens fidèles. À partir de 1900, les Bourses du travail se dotèrent d'une caisse appelée le "sou du soldat" et destinée à aider les "insoumis", c'est-à-dire ceux qui refusaient le service militaire, ainsi que ceux qui désertaient ou qui étaient punis pour propagande antimilitariste dans les casernes. Dans les milieux syndicaux et anarchistes, et dans certains milieux socialistes, on prêchait, en cas de guerre ou de menace de guerre, la grève générale, le refus de la mobilisation, la désertion, la révolte contre les officiers, etc. Voici un morceau d'éloquence de Libertad, transcrit (ou plus probablement réinventé) par Aragon:

« Depuis plusieurs semaines, quelques empanachés (...) discutent afin de savoir qui aura le droit, des financiers français ou des capitalistes allemands, de voler les Marocains. Il paraît que si ces bonshommes pour une cause quelconque — maux de dents ou d'estomac, déboires amoureux, etc. — ont des idées maussades, les honnêtes gens de France et de Navarre massacreront les honnêtes gens de Prusse et de Bavière, et réciproquement. Pour nous, au moment où les

gouvernements parlent de complications nouvelles, nous tenons à déclarer bien haut que nous ne marchons pas. Quant à ceux qui se contentent de mots ronflants, *patrie, honneur, drapeau*, pour se faire tuer ou tuer les autres, qu'ils aillent à la boucherie! Sur la terre débarrassée de ces résignés nous hâterons l'avènement de la société anarchiste où les hommes seront unis par leur amour pour la vie ».

De la même époque date une chanson de Montéhus, citée partiellement au chapitre 7, qui appelle les mères à « la grève des ventres » pour ne pas produire de la "chair à canon" pour les patrons¹. **Gustave Hervé** (1871-1944) était la figure de proue de ce courant d'opinion — de nombreux déserteurs se réclamaient de lui. Professeur agrégé d'Histoire, révoqué pour avoir écrit dans un article sur la bataille de Wagram, publié en juillet 1901 dans le *Travailleur socialiste de l'Yonne*² et signé du pseudonyme "Sans-Patrie", que la bonne place du drapeau était "dans le fumier"³, il était devenu journaliste et conférencier (surtout dans les milieux ruraux), plus tard avocat (il fut radié au bout de deux ans), et s'était fait le héraut de "l'antipatriotisme", c'est-à-dire d'un pacifisme radical et révolutionnaire. Dans sa grande période, il proclamait par exemple (dans une affiche placardée à Paris en octobre 1905, qui lui valut six mois de prison): « conscrits, désertez. Cela vaut mieux que de servir de jouet aux brutes alcooliques et aux fous furieux galonnés auxquels vous serez soumis dans les bagnes militaires. Si vous n'avez pas le courage de désertez, prenez les fusils que l'on vous donne, non pour frapper l'ennemi, mais pour frapper vos chefs, les bourgeois et les capitalistes »; il allait à l'occasion jusqu'au défaitisme, assurant que la botte du "kayser" n'était pas forcément plus insupportable que le capitalisme français. Ce qu'il faut noter surtout, c'est que **son antimilitarisme ne le rendait pas moins violent**, simplement il remplaçait la guerre des nations par la guerre de classes: « notre patrie, c'est notre classe », professait-il en radicalisant une formule de Marx (« les prolétaires n'ont pas de patrie »): lorsqu'il fonda son propre journal en décembre 1906, il l'appela *La guerre sociale*. Hervé était assez isolé dans son radicalisme au sein de la S.F.I.O., qui refusait cependant de l'exclure; mais il exaspérait Jaurès, qui l'accusait de vouloir "détruire" et non "socialiser". En 1908-1910, il rêva de fonder sur la gauche de la S.F.I.O. un "Parti révolutionnaire", petit "parti d'insurrection" dans la tradition blanco-guesdiste⁴; faute d'avoir pu rallier les libertaires à ce projet, il finit par y

¹ Comme Thomas Richard (khâgne, 1997-1998) me l'a fait très justement remarquer, ce n'est rien d'autre que le thème de *Lysistrata* d'Aristophane. Peut-être ce programme extrême doit-il plus à des souvenirs littéraires, Montéhus ayant reçu une bonne éducation classique, qu'à la réalité de ce qui se disait et prêchait dans les cercles d'extrême-gauche.

² Hervé était en poste à Sens. Il existait aussi un *Piouiou de l'Yonne* auquel Hervé collabora, ainsi qu'aux organes des syndicats d'instituteurs..

³ La formule exacte est: « tant qu'il y aura des casernes, pour l'édification et la moralisation des soldats de notre démocratie, pour déshonorer à leurs yeux le militarisme et les guerres de conquête, je voudrais qu'on rassemblât dans la principale cour du quartier toutes les ordures et tout le fumier de la caserne et que, solennellement, en présence de toutes les troupes en tenue n°1, au son de la musique militaire, le colonel, en grand plumet, vînt y planter le drapeau du régiment ».

⁴ Les petits groupes que Hervé tenta d'organiser, en 1910-1912, en pargé de la S.F.I.O., s'inspiraient ouvertement, des Camelots du Roy, mais espéraient aussi "surfer" sur la vague de violences sociales qui secouait

renoncer; lorsqu'il n'était pas en prison il se contentait de "tenir" la fédération socialiste de l'Yonne et d'animer une petite tendance extrémiste, critique envers la modération et l'"électoratisme" de Jaurès¹, lequel cependant le tolérait (à la grande fureur de Péguy, qui considérait que c'était une compromission grave envers l'extrémisme).

En effet, au milieu de ces déchaînements, **Jaurès gardait une attitude finalement assez équilibrée**: s'il occupe aujourd'hui dans les souvenirs historiques de la gauche une place aussi incontestée, c'est sans doute en grande partie parce qu'il ne s'est jamais laissé aller à aucun des délires de l'époque, au moindre extrémisme, à l'expression de la moindre haine. Il pensait que « le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée, l'orage », et rêvait, en cas de conflit, d'une grève générale internationale qui retiendrait les armées. Lorsqu'en 1912 les socialistes européens se réunirent à **Bâle** pour essayer, en resserrant leurs liens, d'empêcher la catastrophe qui s'annonçait, il déclara: « les gouvernements devraient se rappeler, quand ils évoquent le danger de guerre, comme il serait facile pour les peuples de faire le simple calcul que leur propre révolution leur coûterait moins de sacrifices que la guerre des autres ». Mais, contrairement à Hervé, il n'appelait pas de ses vœux cette révolution: il la craignait; il fit ce qu'il put pour l'éviter.

Il condamna l'alliance avec le régime tsariste, ferrailla longuement, presque seul, contre l'intervention au Maroc: il refusa de voter les crédits militaires pour cette conquête; il lutta contre la loi des trois ans (voyez plus bas). Mais **son pacifisme**, sincère et profond, **n'était pas violent**. De plus, il **n'avait rien d'un défaitisme**, contrairement à celui de Hervé: il avait compris qu'il faudrait peut-être défendre la République contre l'agression allemande, comme il avait fallu la défendre contre les antidreyfusards, car pour le sort des prolétaires français mieux valait encore une République qu'un Empire à la prussienne ou n'importe quel régime réactionnaire issu d'une défaite, comme en 1815 et en 1871. C'était ainsi qu'il écrivait en 1905: « notre pays veut passionnément la paix. Ce n'est point d'un cœur léger que le pays accepterait le conflit. Mais cette sagesse ne se confond point avec une volonté de paix à tout prix. Si la France était l'objet d'une injustifiable agression, elle se soulèverait avec toutes ses

la France. Leur but était de "semer l'esprit de révolte" notamment par le sabotage, ce que Hervé appelait "enchanter Mam'zelle Cisailles". La police recensa quand même trois mille sabotages entre décembre 1910 et juin 1911: pas tous imputables aux hervéistes évidemment, mais on ne prête qu'aux riches. Il existait une "Organisation de Combat" et une "jeune Garde", ouverts à une élite révolutionnaire moralmeent irréprochable: tout ceci rappelle fortement le groupuscule bolchevik que Lénine, qui l'admirait, était en train de bâtir à la même époque, mais avec infiniment plus d'efficacité chez les Russes. Montéhus a consacré une chanson à la jeune Garde: « prenez garde, prenez garde / Vous les bourgeois les repus les gavés / V'là la jeune Garde qui descend sur le pavé »... En 1911, Hervé lança un nouveau mot d'ordre, révélateur et annonciateur de ses évolutions futures: le "militarisme révolutionnaire".

¹ Ces rêves durèrent jusqu'à la guerre, encore que Hervé s'assagit un peu vers 1912... Puis cet homme qui dès avant 1914 dénonçait, dans le style de Sorel, ce « siècle d'aveulis et d'avachis », connut une évolution assez semblable à celle de Benito Mussolini en Italie: voyez-la au chapitre 12. Les informations sur Hervé sont extraites du livre de Gilles Heuré: *Gustave Hervé, itinéraire d'un provocateur*, paru en 1997.

énergies vitales contre cet attentat ». Bref, pour lui, la guerre n'était pas le Mal absolu, la paix n'était pas le Bien absolu. On était "au temps d'après Valmy et Austerlitz, d'avant Verdun et Auschwitz"¹: sauf celui d'une petite minorité, le pacifisme était bien moins radical qu'il ne le devint, à droite et à gauche, après 1918 (voyez les chapitres 11 et 12).

Pour Jaurès, bien plus proche au fond de Clemenceau que de Hervé (quoi qu'en aient eu les communistes après 1920, et quoi qu'aient changé à la perception de son combat son assassinat et les quatre années d'horreur qui suivirent), la Patrie était une valeur²; la justice devait régner entre les nations, ce qui légitimait les guerres de défense nationale. Somme toute, Jaurès était tout simplement le seul homme politique de sa génération à demeurer fidèle aux principes républicains, selon lesquels, pour reprendre une formule de Serge Bernstein et d'Odile Rudelle, « la France républicaine est à la fois attachée à la paix et à la défense de la nation »: principes maltraités par la première République et l'Empire, réaffirmés par la IIe République, théoriquement à la base de la IIIe (la conception de la nation selon Renan n'avait rien de belliciste) mais en bonne voie d'être complètement oubliés dans l'hystérie revancharde. Cette hystérie militariste, Jaurès s'y opposa toujours de toutes ses forces: dans *L'armée nouvelle*, livre paru en 1911³, il reprenait la vieille idée républicaine d'une armée populaire et exclusivement défensive, dans la lignée des gardes nationales du XIXe siècle, et réclamait la suppression du service militaire obligatoire dans sa forme d'alors; pas d'armée de classe, pas d'armée de badernes liées à la réaction.

Il échoua... et cet échec coûta la vie à dix millions d'être humains, dix fois plus si l'on traite le communisme, le nazisme et la seconde guerre mondiale comme des conséquences de la première. Pourquoi? Je viens d'évoquer essentiellement, pour le nationalisme extrême comme pour le pacifisme, des personnalités politiques ou littéraires; mais, si respectées fussent-elles, il était difficile, sur le moment, de savoir dans quelle mesure leurs positions et leurs évolutions correspondaient à des courants profonds dans l'opinion. La vérité, ce fut l'épreuve des faits, en août 1914, qui la révéla: pas d'enthousiasme délirant pour la guerre à la Péguy, mais aucune révolte antimilitariste dans le peuple — j'y reviendrai au chapitre 9.

¹ Raccourci d'une formule de Maurice Agulhon.

² Voici quelques mots prononcés en réponse à une diatribe de Hervé: « toutes ces patries, avec leur individualité morale façonnée par l'Histoire, avec leur langue, leur littérature, leur sens de la vie, leurs souveirs, la forme particulière de leurs espérances, avec le tour particulier de leurs passions, de leur âme, de leur génie, toutes ces individualistes constitueront la grande humanité communiste de demain ». Il insistait sur le fait qu'une société sans patries serait bien "monotone"; quant à la formule de Marx: « les prolétaires n'ont pas de patrie », il la qualifiait de « boutade de pessimisme ».

³ Ou en 1908, ou en 1910 selon d'autres sources. Il doit s'agir de prépublications dans *L'Humanité* sous forme d'articles.

La vérité, c'était que **la France des années 1900 était**, dans son ensemble, **plus belliciste qu'elle ne l'a jamais été** avant ni après; trente ans de nationalisme revanchard "ordinaire", inculqué méthodiquement par les instituteurs, la presse, les écrivains et les artistes les plus respectés, la très grande majorité de la classe politique, avaient porté leurs fruits, appuyés sur la réalité incontournable de l'iniquité et de la blessure de 1871, et sur le spectacle souvent renouvelé de la raideur et de l'arrogance allemandes. Beaucoup disaient souhaiter une guerre, et les gens avaient fini par s'habituer à cette petite musique qu'on leur sussurait de tous côtés: les nationalistes, bien sûr; une partie de la gauche, notamment radicale, qui vivait encore sur le mythe de Valmy, de la guerre juste, de la guerre libératrice des peuples; sans parler des extrémistes de gauche qui attendaient cette guerre car elle hâterait la révolte du prolétariat: Lénine par exemple, qui passa quelques années à Paris à la Belle Époque. Plus généralement, les Français étaient imprégnés de doctrines d'inégalité et d'exaltation de la force (j'en ai présenté quelques-unes dans ce chapitre: d'autres apparaissent aux chapitres 7 et 10) qui tendaient à traiter la violence, **la guerre** comme des **phénomènes sociaux inévitables**, normaux, des manifestations de la compétition naturelle, de la vitalité des peuples (il y avait là-dedans beaucoup de Darwin mal digéré; plus exactement, du Darwin appliqué à tort et à travers à l'espèce humaine, sur fond de confusion générale entre certains groupes humains, classes, races ou nations, et les "espèces" en lutte pour l'évolution: c'est ce que l'on appelle le "**darwinisme social**", pas vraiment une doctrine mais un état d'esprit qui imprégnait toute une époque).

Pour décrire ce terreau, cet état d'esprit qui fit sans doute infiniment plus de ravages à long terme que les raidissements extrémistes tardifs des années 1905-1914, il faut évoquer les romans de Barrès, auteur très populaire même dans les milieux républicains malgré des positions ambiguës envers le régime (*Colette Baudoche* date de 1909); les pièces d'Edmond **Rostand** (*L'Aiglon* date de 1900; *Chantecler*, la plus crétinement cocardière, de 1910) et les dessins de **Hansi** (Jean-Jacques Waltz, 1873-1951), diffusés en album à partir de 1912¹, qui plaignaient les "provinces perdues" sous la botte allemande. Et aussi les tirades de la presse sur la "camelote allemande" qui concurrençait les produits de la sidérurgie française, et la diffusion dans les écoles des *Châtiments* de Hugo (« Rois teutons... »), l'importance dans les programmes scolaires d'une **Histoire-bataille** qui exaltait Duguesclin, Jeanne d'Arc et "Marignan, 1515" comme les soldats de l'an II et Napoléon... Voici quelques extraits de la presse au moment de la seconde crise marocaine, en 1911, qui résument bien cette ambiance:

« C'est dans la guerre que tout se refait. (...) Il faut l'embrasser dans toute sa sauvage poésie » (*Le Figaro*). « La valeur éducative de la guerre n'a jamais fait de doute pour quiconque est capable d'un peu d'observation réfléchie. Oui, la guerre

¹ Outre ses dessins, Hansi est connu pour la satire (en récit) du professeur Knatschke, type du "pédagogue" allemand, lourd, autoritaire et borné, tel que le voyaient les Français de l'époque.

est vraiment régénératrice » (Paul Bourget, dans *L'Écho de Paris*). « La guerre est vraiment divine. (...) Dieu a voulu être appelé le Dieu des armées » (*Le Gaulois*, journal des royalistes traditionnalistes). « Puissions-nous voir cette guerre qui, depuis 1905, est notre seule pensée, et non pas seulement la voir, mais la faire. Je donnerais mes œuvres complètes, passées, présentes et futures et mes quatre membres pour entrer dans Weimar à la tête de ma section » (Péguy, dans une lettre à Millerand, publiée je ne sais où — Weimar est la ville de Göthe...).

Il faut bien comprendre aussi que **la guerre était alors une perspective abstraite et lointaine**. La dernière remontait à 1870-1871, si l'on exceptait les conflits coloniaux qui n'avaient concerné que des troupes professionnelles¹; seuls les plus âgés l'avaient vécue dans leur chair. Il n'y avait pas de cadavres à la "une" des journaux télévisés comme aujourd'hui, pas de photos ou alors très maquillées; les gravures imposaient l'image d'une guerre "fraîche et joyeuse" où les combattants ne suaient pas, où les cadavres ne saignaient pas, une espèce de grand jeu en uniformes éclatants. Même dans les moments de tension comme en 1905, **on avait du mal à s'imaginer concrètement la souffrance, la mort**. « Pires que des chiens, ils n'imaginaient pas leur trépas »²... C'était aussi que **la violence**, sociale ou familiale, **était telle** à l'époque **que la vie humaine n'avait pas le même prix** qu'aujourd'hui. Et puis **les guerres du XIXe siècle avaient été brèves, peu coûteuses en hommes**; elles avaient été gagnées ou perdues en quelques batailles (comme Magenta et Solferino, comme Sadowa) ou en quelques mois (comme le conflit de 1870-1871); elles n'avaient nécessité la mobilisation que d'armées permanentes, c'est-à-dire d'une partie relativement limitée de la population et de la richesse nationale. Nous ne pouvons pas demander aux hommes d'avant 1914 de s'être représenté la guerre d'après les images que nous avons, nous, de celle qui justement commença cette année-là...

Il y avait bien eu au XIXe siècle un conflit qui annonçait ceux du XXe siècle par sa durée, sa violence, la mobilisation de toute la population et de toutes les forces productives, y compris celles de l'industrie moderne, et aussi parce qu'elle fut marquée par l'affrontement de deux philosophies, de deux visions du monde irréconciliables: la guerre de sécession américaine. Mais les États-Unis étaient loin et avant 1914 leur Histoire ne constituait pas un objet privilégié de réflexion historique en Europe, même s'ils étaient déjà la première puissance économique du monde. Dans les années 1900 ils occupaient déjà les médias à travers le mythe du self-made-man, la fascination de l'Ouest et déjà celle de la violence urbaine (notez le "browning" des anarchistes dans le texte d'Aragon sur la bande à Bonnot, cité plus haut); mais tout cela était superficiel et anecdotique.

¹ À une exception malheureuse, l'expédition de Madagascar en 1895. Voyez le chapitre 10.

² D'après Céline; la citation exacte figure au chapitre 11.

À mesure que la situation internationale se dégradait et que la guerre approchait, **le consensus devint de plus en plus agressif**: les Français, comme d'ailleurs les autres Européens, suivirent leurs dirigeants qui dansaient de plus en plus près de l'abîme. Il s'installa une atmosphère « d'exaltation et d'inquiétude nationale » (selon le mot de Maurice Agulhon) que nous avons de la peine à concevoir aujourd'hui. Lorsque la crise fatale éclata en juin 1914, la voix de **Jaurès**, qui réclamait que l'on épuisât les voies diplomatiques avant de passer au conflit militaire, était très isolée en France, y compris au sein de la gauche qui était au pouvoir (à la suite des élections législatives de 1914, le cabinet était dirigé par le socialiste Viviani); et il n'y avait pas de Jaurès dans les autres pays d'Europe. **Jaurès fut assassiné le 31 juillet 1914**, au café du Croissant dans le quartier des journaux, près du Louvre, par un exalté du nom de Raoul Villain, pion au lycée Stanislas, qui était persuadé que c'était un agent allemand: des paroles de paix ne pouvaient sortir que de la bouche d'un traître...¹

Les pacifistes, outre qu'ils n'étaient pas tous ennemis de la violence, **étaient en fait très isolés**; ils recrutaient surtout dans des milieux sociaux mal intégrés à la société, le milieu ouvrier et la toute petite bourgeoisie, et dans des courants d'opinion qui, quoiqu'en progrès, restaient très minoritaires; enthousiaste, sûre d'avoir raison et de représenter l'avenir, cette avant-garde autoproclamée se rendait mal compte que ses troupes ne la suivaient que mollement sur ce point précis de sa doctrine. Le peuple parfois s'ennuie aux meetings, même à ceux de Jaurès, il n'applaudit que par déférence, par respect, par habitude; il ne correspond pas toujours aux représentations qu'en élaborent ceux qui parlent en son nom, et comme lui-même ne s'exprime guère... Ceci était vrai aussi pour l'autre camp: la France n'était pas non plus un pays de va-t-en guerre excités à la Péguy. Au fond, **les Français étaient plus indifférents qu'autre chose** au problème de la guerre. Ils rêvaient vaguement de revanche, mais sans envisager de gros sacrifices; d'autres problèmes les occupaient, plus immédiats que les événements qui se déroulaient en de lointaines contrées maghrébines ou balkaniques. Et puis les politiciens, qui sont des messieurs savants, sérieux (quoique inefficaces et pourris — les deux perceptions peuvent très bien cohabiter!), devaient bien savoir ce qu'ils faisaient...

Le conformisme est, en tout temps et dans tous les domaines, le plus dangereux des états d'esprit. Très peu de gens, en-dehors de l'extrême-gauche, imaginaient que l'on pût se mobiliser pour empêcher la guerre: c'est ce **fatalisme** presque général sur fond d'**évidence des valeurs bellicistes**, plus que l'exaltation extrême de certains milieux et d'une partie de la presse, qui explique l'absence de résistance à l'entrée en guerre en 1914. C'est ce **consensus pour le pire**, cet **aveuglement collectif** en plein épanouissement de la démocratie

¹ Facteur additionnel d'horreur, ce jour fut aussi celui de la naissance de Louis de Funès. Le personnage de Villain (1885-1936) traverse discrètement le roman d'Aragon: *Les beaux quartiers*, paru en 1936.

représentative, en pleine époque du trois pour cent et du *Petit journal*, cette haine montante pour les quelques personnes demeurées lucides, cette **hystérie des gens raisonnables**, qui met le plus mal à l'aise quand on se penche sur la France de la Belle Époque¹. Une chanson de Jacques Brel, *Jaurès*, sortie en 1975, exprime très bien, je crois, ce désarroi rétrospectif:

« Ils étaient usés à quinze ans
Ils finissaient en débutant
Leurs douze mois s'appelaient décembre
Quelle vie ont eu nos grand-parents
Entre l'absinthe et les grand-messes
Ils étaient vieux avant que d'être
Quinze heures par jour le corps en laisse
Laissent au visage un teint de cendre
" — Oui notre Monsieur, oui notre bon maître... "
Pourquoi ont-ils tué Jaurès? »

E) La marche à la guerre (1909-1914).

Je reprends ici le fil des événements, de l'action des politiciens — je traiterai dans le chapitre 9 le problème de leur part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre. Clemenceau, je l'ai dit, jouait volontiers sur le registre nationaliste, dans la lignée de Ferry et de Gambetta, mais avec l'agressivité de ton qui lui était propre. Mais le "Tigre" perdit le pouvoir en juillet 1909, et durant deux ans, le socialiste indépendant Aristide **Briand** parvint à calmer le jeu politique et social, et même à faire des réformes importantes, comme nous l'avons vu plus haut; ce ne fut pas sans mal, à gauche il se fit traiter d'"endormeur". Lui ne jouait pas sur le registre belliciste, non plus que Joseph **Caillaux**, son successeur en juin 1911. Malheureusement, l'horizon international s'assombrit brutalement: la **seconde crise marocaine** éclata en juillet 1911. Elle montra à la fois que la raison pouvait reprendre le dessus à l'occasion, et que des pans entiers de l'opinion n'en écoutaient plus la voix. La France et l'Allemagne passèrent à deux doigts de la guerre; mais, grâce à Caillaux qui décida de négocier, et moyennant un redécoupage des domaines coloniaux en Afrique, on évita le conflit. Mais les milieux bellicistes lancèrent une campagne hystérique contre Caillaux, qui tomba en janvier 1912.

¹ D'autant qu'elle amène, ou devrait amener, à se poser des questions sur les consensus, les certitudes de notre époque à nous. Nous avons appris les leçons de 1914, celles de 1940. Mais ce ne sont jamais les problèmes d'hier qui se posent à nouveau: qu'oublions-nous d'analyser, que refusons-nous de voir?

Dans les mois suivants, **la situation politique ne fit que se dégrader**. L'instabilité ministérielle redoubla, nourrissant une nouvelle flambée d'antiparlementarisme. En 1914, Barrès publia un pamphlet sur les mœurs parlementaires, intitulé *Dans le cloaque*, et Robert de Jouvenel, une philippique à succès contre *La République des camarades* — le terme désignait les parlementaires, qui se tutoient tous, se ressemblent tous quel que soit leur parti, et s'entendent pour voler les Français¹.

La crise avait plusieurs dimensions: les relations avec l'Allemagne n'en étaient qu'une. **La majorité était très divisée** sur au moins trois problèmes fondamentaux. Le premier était celui du **mode de scrutin électoral**: certains hommes politiques réclamaient un scrutin de liste départemental et proportionnel qui aurait l'avantage de moins écraser les minorités; une majorité de radicaux renâclait, de peur de perdre leur fief local, et le Sénat finit par repousser la "R.P."

Le second était celui de l'**impôt sur le revenu**. Il n'existait pas en France; la fiscalité, qui reposait essentiellement sur des impôts indirects, était très archaïque et socialement injuste. Or le besoin de ressources nouvelles se faisait sentir: le budget de l'État avait doublé entre 1871 et 1914. L'impôt sur le revenu figurait au programme des radicaux depuis quarante ans, mais n'avait jamais été voté car les radicaux craignaient les réactions de leur électorat: en 1909 la Chambre l'avait bien adopté... mais en sachant que le Sénat le rejetterait. Ce fut pour régler enfin ce problème qu'en juin 1911, le président Fallières avait appelé Joseph **Caillaux** à la présidence du Conseil; mais, nous l'avons vu, la crise marocaine accapara toute son attention. Caillaux (1863-1944) était un radical d'une espèce tout à fait spéciale: il était issu de la grande bourgeoisie d'affaires conservatrice (son père avait été ministre de Broglie); à ma connaissance, il n'y avait pas eu d'homme politique de premier plan issu de ce milieu depuis Jean Casimir-Périer, et il n'y en eut pas d'autre jusqu'à Valéry Giscard d'Estaing. Il avait commencé sa carrière politique dans les rangs des opportunistes; enfin, c'était un spécialiste des questions financières et fiscales (il avait été le ministre des Finances de Clemenceau), à une époque où les autres hommes politiques étaient totalement ignares en économie et où les radicaux, tout particulièrement, s'occupaient plus de "bouffer du curé" que de comprendre quelque chose au fonctionnement du pays. Tout ceci n'en faisait pas un homme populaire, même dans son propre parti: on ne lui avait donné le pouvoir que pour qu'il fît le "sale boulot"...

Le problème le plus crucial était celui de la **durée du service militaire**: depuis 1905, il n'était plus que de deux ans; mais du coup la France n'avait qu'une armée de cinq cent mille hommes en temps de paix, contre sept cent cinquante mille pour l'Allemagne, plus peuplée.

¹ Les socialistes à l'époque s'appellent entre eux "citoyens" et les anarchistes, "compagnons".

L'état-major, appuyé par une campagne des milieux nationalistes, demandait donc un retour à un service militaire de trois ans: l'Alliance démocratique y était favorable, les radicaux étaient divisés; les socialistes y étaient très hostiles, notamment Jaurès qui venait de publier *L'armée nouvelle*.

En janvier 1912, **Poincaré succéda à Caillaux à la présidence du Conseil**. Ses origines lorraines (il était né à Bar-le-Duc) l'inclinaient à un patriotisme très sourcilleux, au moins autant que celui de Clémenceau, guère différent au fond de celui de Barrès. Jugeant que la guerre était désormais inévitable, il s'occupa à renforcer notre alliance avec la Grande-Bretagne et la Russie, ce qui évidemment ne faisait qu'inquiéter l'Allemagne et la pousser à en faire autant avec sa propre alliance. Pendant ce temps, **Millerand**, ministre de la Guerre, et "techniquement" toujours socialiste, **multipliait les revues militaires** — il y eut d'ailleurs quelques incidents lors de la traversée des quartiers populaires de Paris. En vain Jaurès protesta contre ces initiatives qui, d'après lui, contribuaient à renforcer les risques de guerre et à accroître les humeurs belliqueuses d'une partie de la population. Poincaré lui répondit: « nous entendons donner au pays le sentiment de sa sécurité »; Maurras traita Jaurès de « fille immonde entretenue par les Allemands ». Une virulente campagne pacifiste s'organisa à l'extrême-gauche.

Le camp de la guerre remporta une victoire décisive avec l'élection de Poincaré à la présidence de la République en janvier 1913. Ce qui montra à quel point le problème de la guerre était en train de fausser tous les clivages politiques, ce fut que l'élection ne fut acquise que grâce à l'appui de la fraction nationaliste de la droite républicaine (pas si républicaine que ça dans certains cas!), dans l'opposition depuis 1899, voire depuis 1879 pour une fraction. Nous avons vu plus haut qu'en revanche Clémenceau vota contre Poincaré, mais pour de tout autres raisons. En août 1913, le nouveau président du Conseil, **Louis Barthou**, un ami de Poincaré, **parvint à faire voter la loi des trois ans**. Une décision comparable prise par l'Allemagne avait précipité l'adoption de la loi; mais elle avait été prise par précaution, ou en tout cas sous le prétexte de la campagne pour les trois ans en France... Une fois encore, une partie de la droite vota avec la majorité.

L'ambiance était atroce, comme en témoigne l'affaire Calmette. En décembre 1913, Caillaux revint aux Finances dans un ministère Doumergue, formé d'hommes hostiles à Poincaré (lequel n'avait rien fait en matière fiscale). Il reprit son projet d'impôt sur le revenu, évoqua même un impôt sur le capital. Ses adversaires montèrent une nouvelle et gigantesque campagne de presse où s'exprimait une véritable haine de classe contre le grand bourgeois: les accusations de défaitisme se mêlaient à celles de subversion, et à d'autres encore d'ordre personnel. En mars 1914, **Mme Caillaux**, personnellement mise en cause, s'affola et **assassina le directeur du Figaro**, Gaston Calmette, à coups de revolver. Caillaux,

évidemment, démissionna. Cela n'empêcha pas la gauche de voter l'impôt sur le revenu... en juillet: du fait de la guerre, la loi ne fut pas appliquée avant plusieurs années.

On était en pleine campagne électorale pour les législatives. Le parti radical avait adopté un programme en retrait sur les positions archi-bellicistes d'une partie de ses parlementaires: il craignait sans doute d'être désavoué par un électorat qui, si patriote qu'il fût, n'avait guère apprécié la prolongation du service militaire en temps de paix — cette hostilité datait de la loi Niel, sous le second Empire, et il n'avait jamais été possible de la désarmer tout à fait, mais elle ne signifiait pas réellement une progression du pacifisme dans l'opinion. De fait, **les adversaires de la loi des trois ans remportèrent les élections d'avril-mai 1914**. La République était moins menacée que jamais depuis 1899: à droite, moins de soixante-dix députés restaient irrémédiablement hostiles à "la gueuse". À l'intérieur du camp de la gauche, dont l'Alliance démocratique (rebaptisée "Républicains de gauche") était de nouveau exclue, les socialistes progressaient: ils avaient cent trois ou cent vingt sièges à la Chambre, et l'un d'eux, l'indépendant Viviani, devint président du Conseil. La gauche semblait en voie de se réconcilier sur un programme d'apaisement; mais la crise qui éclata trois mois plus tard ne laissa pas aux vainqueurs le temps d'appliquer leur programme.

Déroulède venait de mourir, en janvier; une foule de cent mille personnes avait suivi son enterrement, scandant des "Vive la France!". Ses vers de mirliton sus par cœur, cent fois récités dans les écoles, mille fois remémorés en ce dernier printemps de la Belle Époque, appelaient la France à son destin:

« En avant! Tant pis pour qui tombe!
La mort n'est rien. Vive la tombe!
Quand le pays en sort vivant.
En avant! »